

# L'ACCÈS SOCIAL À L'EAU EN VILLE

## PROJET COLLECTIF - ENSAP / IEP



Commanditaire: Manon Vivière-Bevan, chargée de projet au LyRE, centre d'innovation SUEZ

Tutrice: Emmanuelle Goity (A'URBA)

Professeurs référents: Stéphane Hirschberger (ENSAP), Gilles Pinson (IEP).

Demay Chloé, Héluc Matthis, Labrousse Justine, Lacabe Juliette,  
Pasquon Claire, Rapeau Françoise-Anne, Trey Quentin.



# SOMMAIRE

<b>Introduction</b> .....	<b>7</b>
<b>I - Cadrage socio-historique du projet d'accès à l'eau</b> .....	<b>9</b>
L'eau, une clé de lecture des formes urbaines .....	11
La relation de Bordeaux avec l'eau, une brève histoire .....	11
<b>A - La création des réseaux d'eau : quand l'eau devient politique</b> .....	<b>12</b>
1 - La création des réseaux d'eau dans les villes européennes .....	12
2 - Spécificités françaises et le cas de Bordeaux .....	13
<b>B - La question de l'hygiène dans la ville</b> .....	<b>14</b>
1 - L'évolution du rapport à l'hygiène .....	14
2 - L'influence du mouvement hygiéniste .....	14
3 - La pratique du bain : regard historique .....	15
4 - La douche comme pratique de salubrité publique à la fin du XIXème siècle .....	15
5 - Le cas des bains-douches à Bordeaux .....	16
<b>C - L'eau comme problématique sociale</b> .....	<b>17</b>
1 - Du "social de l'eau" à "l'eau sociale" .....	17
2 - La dimension sociale de l'eau face aux enjeux de pauvreté et de sans-abrisme .....	18
3 - Le cas de Bordeaux Métropole .....	18
Vers un accès solidaire à l'eau .....	19
<b>II - Enquête de terrain : constats et pistes de réflexion développées</b> .....	<b>21</b>
<b>A - Etat des lieux des équipements sur la métropole</b> .....	<b>22</b>
1 - Répartition des infrastructures .....	26
2 - Fréquentations des infrastructures .....	26
3 - Etat des lieux des équipements .....	26
<b>B - Méthodologie de l'enquête de terrain</b> .....	<b>27</b>
<b>C - Les constats de l'enquête de terrain</b> .....	<b>28</b>
1 - Où trouver de l'eau ? L'enjeu de la signalétique en ville .....	28
a. Un parc de toilettes assez méconnu .....	
b. Un design remis en cause .....	
c. Le besoin de repérer rapidement les toilettes publiques à proximité .....	
2 - De l'impossibilité d'une seule solution : à chaque public des besoins spécifiques .....	28
3 - L'avis des bordelais .....	29
a. Le manque d'infrastructures .....	
b. Les questions de la salubrité et de la sécurité .....	
4. Un mécontentement de la part des usagers sans domicile .....	31
a. Un public qui se sent stigmatisé .....	
b. Entre besoin d'autonomie sanitaire et craintes des structures d'accueil .....	
c. Le besoin d'eau chaude .....	
d. Des équipements publics dégradés et trop éloignés les uns des autres .....	

e. Des fontaines fermées en hiver	
f. Le besoin de douches publiques	
5 - Les problématiques rencontrées par les publics squatteurs	33
a. Squat Tedhoulal, repère des hommes	
b. Gradignan, un squat organisé autour des femmes	
c. Conclusion sur la situation des squats	
6 - La question des femmes	36
a. La question du genre : quels urinoirs pour les femmes ?	
b. Les constats de l'association Toutes à l'abri	
7 - Difficultés et délais incompressibles de la réalisation des projets publics	37
8 - Les initiatives déjà mises en place	37
<b>D - Les solutions envisagées</b>	<b>38</b>
1 - Les projets publics en cours	38
2 - Le désir d'équipements pérennes	38
3 - Le besoin de bains-douches adaptés aux femmes	39
4 - Le besoin de services complémentaires liés à l'eau	39
5 - Accessibilité et acceptabilité des habitants de la métropole, vers un projet intégré socialement	40
6 - Benchmark : un panel de solutions au manque de signalétique	40
<b>III - Programmes d'équipements pour un accès social à l'eau</b>	<b>43</b>
Problématiques retenues et définition des programmes	45
<b>A - Programme O</b>	<b>46</b>
1 - Présentation	47
2 - Contexte et implantation	48
3 - Signalétique et Logo	48
4 - Accessibilité	49
5 - Autonomie	49
6 - Valorisation des déchets	50
7 - Matériaux	50
8 - Structure	50
9 - Coût objet et entretien	52
10 - Utilisation des côtés du module	53
<b>B - Programme A</b>	<b>54</b>
1 - Catégorie de lieux 1	55
a. Équipements mutualisables dans des lieux d'activité économique ou associative	
b. Le modèle de gouvernance proposé	
2 - Catégorie de lieux 2	56
a. Équipements publics mutualisables	
b. Fonctionnement actuel sur Bordeaux Métropole	
c. Le modèle de gouvernance proposé	
3 - Catégorie de lieux 3	57
a. Lieux multi-services à créer	
b. Quartiers d'implantation possibles	
c. Le projet d'ATIS	
d. Le modèle de gouvernance proposé	
<b>C - Programme B</b>	<b>62</b>
1 - De nouveaux bains-douches pour Bacalan	64
a. Les bains-douches : Faire re-naître un programme social d'accès à l'eau	

b. Approche : Mettre en place un espace accueillant pour tous les publics visés	66
2 - Une piscine pour le quai des Sports	
a. Saint Michel et les quais, un quartier populaire hautement fréquenté	
b. La piscine, un moyen de conforter l'activité déjà présente sur les quais.	
c. L'importance du paysage	
d. Un lieu sur-mesure pour tous	

<b>Conclusion</b>	<b>71</b>
<b>Remerciements</b>	<b>73</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>75</b>

## **Annexes :**

### *Document séparé*

- Rapport étude de terrain
- Démarche comparative avec d'autres villes : rapports d'étonnements
- Rapports d'étonnements
- Micro-trottoirs
  - Questionnaires*
  - Résultats*
- Questionnaires en ligne
  - Questionnaires*
  - Résultats*
- Entretiens
  - Mairie de Bordeaux - Alice Corbin*
  - Dynam'eau*
  - Suez Eau France - Pascal le Halpère*
  - Médecins du Monde*
  - Croix Rouge*
  - La Cloche Nouvelle-Aquitaine*
  - Collectif Bienvenue*
  - Mission Squats Bordeaux Métropole - Catherine Vignerte*
  - Mairie de Bordeaux - axime Ghesquière*
  - Le Réseau Paul Bert*
  - Toutes à l'Abri*
  - Publics en squat*
- Benchmark
- Travaux des étudiants en architecture (juin 2020)



# INTRODUCTION

Commande, contexte, sujet

Dans le monde, une personne sur trois n'a pas accès à l'eau salubre et une sur dix n'a pas accès aux installations sanitaires de base.<sup>1</sup>

Selon le Centre d'information sur l'eau (CIEAU), on estime aujourd'hui qu'un Français utilise en moyenne 148 litres d'eau pour sa consommation quotidienne.<sup>2</sup> Selon une étude menée par Médecins du Monde, Dynam'eau et le Samu Social, 2130 personnes vivent sans accès à l'eau potable et/ou à l'assainissement sur le territoire de Bordeaux Métropole en 2019.<sup>3</sup>

Dans un contexte de réchauffement climatique, les villes doivent pouvoir répondre aux nouveaux besoins des usagers en termes d'accès à l'eau potable, comme désaltérer et rafraîchir les espaces minéraux et imperméables qui fabriquent principalement la ville d'aujourd'hui et qui participent à son réchauffement.

Toutefois, l'accès à l'eau potable en ville pour des usages communs liés à l'hygiène et à la consommation reste primordial pour les publics dits fragiles (les SDF, jeunes en errance, squatteurs, migrants...) pour qui ces besoins essentiels s'ajoutent aux nouveaux besoins des citoyens présentés ci-dessus.

Par ailleurs, face au réchauffement, certaines populations peuvent être considérées comme étant des publics fragiles (personnes âgées, enfants, femmes enceintes...) car ayant davantage de difficultés à supporter les pics de chaleur et pour qui l'accès aux équipements est parfois un problème.

C'est dans ce contexte que le laboratoire du LyRE, un des centres de recherche et d'expertise du groupe Suez (qui opère entre autres dans la production et distribution de l'eau potable), a conduit une réflexion sur les conditions d'accès à l'eau pour ces publics, en portant d'une attention particulière (mais non focalisée) sur le réchauffement des villes et la manière dont les différents acteurs garantissent cet « accès social à l'eau ». Ce travail s'inscrit dans le cadre d'un projet collectif entre étudiants de l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux et de l'École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Bordeaux. L'objectif pédagogique de ce projet est de professionnaliser les étudiants, en les confrontant à des conditions proches de situations professionnelles pour répondre à une commande d'étude et de conseil émanant d'un commanditaire, ici le laboratoire du LyRE.

Tout au long de ce travail, les étudiants ont été encadrés par Emmanuelle Goïty, sociologue à l'agence d'urbanisme de Bordeaux A'urba. La commanditaire, Manon Vivière-Bevan, chargée de projet du laboratoire du LyRE, représente cette structure.

L'équipe étudiante a été composée de huit étudiants au total durant la période de janvier à juin 2020. Les cinq étudiants de l'ENSAP suivent la formation intitulée « Intelligence et Architecture des Territoires » (IAT) pilotée par Stéphane

Hirschberger et les trois étudiants de l'IEP suivent la formation « Stratégies et Gouvernances Métropolitaines » (SGM) pilotée par Gilles Pinson. L'équipe a été partiellement renouvelée pour la période de septembre à décembre 2020, pour être composée de sept étudiants, dont cinq en architecture et deux en sciences politiques.

Le travail s'est divisé en deux grandes étapes. D'abord un état des lieux complet de l'accès social à l'eau sur la métropole bordelaise basé sur des études de terrain, des entretiens, des micro-trottoirs, un benchmark, ainsi que des revues de presse et de littérature.

Lors de la seconde étape, débutée en novembre, il s'agissait d'élaborer un projet à partir des informations récoltées lors de la première phase d'étude. Ce projet devait être réalisable en termes de financement, d'infrastructure, de foncier et de politique, tout en se montrant innovant et ambitieux. Ce projet devait également être acceptable, à la fois pour les futurs usagers et la population, mais aussi pour les décideurs politiques.

Durant le projet, les différents aspects du sujet de l'accès / social / à l'eau / en ville ont été identifiés et ont amené les étudiants à se questionner de la manière suivante : Quels sont les équipements proposés par la métropole bordelaise et à qui sont-ils destinés ? Comment les usagers perçoivent-ils et utilisent-ils ces équipements ? Comment et par qui sont-ils gérés, financés et entretenus ? Mais également qui sont les « mis de côté » par rapport aux installations liées à l'eau proposées en ville et pourquoi ?

Ce rapport suit un plan en trois parties. La première partie constitue un cadrage socio-historique sur les questions de l'eau dans la ville, avec une focale particulière sur le cas de Bordeaux. Elle revient d'abord sur l'arrivée des réseaux d'eau, puis sur l'émergence de la question de l'hygiène en ville, et termine sur les problématiques sociales liées à l'eau. La deuxième partie du rapport présente l'ensemble de l'enquête de terrain réalisée sur la métropole. Il y figure d'abord un état des lieux des infrastructures présentes sur la métropole. Nous y présentons ensuite notre méthodologie d'enquête, avant de présenter l'enquête en elle-même, divisée selon les acteurs rencontrés. Cette deuxième partie se conclut par les constats tirés de l'enquête et fait émerger les principales problématiques liées à l'accès à l'eau. Enfin, la troisième partie présente les trois programmes de solutions complémentaires conçus par notre équipe pour tenter de répondre au mieux aux problèmes soulignés par notre étude.

1 : OMS, "1 personne sur 3 dans le monde n'a pas accès à de l'eau salubre - UNICEF, OMS", <https://www.who.int/fr/news-room/detail/18-06-2019-1-in-3-people-globally-do-not-have-access-to-safe-drinking-water--unicef-who>

2 : CIEAU, "Quelle est la consommation d'eau moyenne par ménage ?", <https://www.cieau.com/le-metier-de-leau/ressource-en-eau-eau-potable-eaux-usees/quels-sont-les-usages-domestiques-de-leau/?fbclid=IwAR3g24fbZP3LNRk2HLbKOraczRkFR9g3u7tQYX8nJG5KEbQp6xrxkBht8l>

3 : BARTHÉLÉMY Simon, Rue 89, « 2130 personnes vivent sans accès à l'eau potable à Bordeaux Métropole », 22 Mars 2019, <https://rue89bordeaux.com/2019/03/2130-personnes-vivent-acces-a-leau-potable-a-bordeaux-metropole/>



**PARTIE I**  
**CADRAGE SOCIO-HISTORIQUE**  
**DU PROJET D'ACCES A L'EAU**



## L'eau, une clé de lecture des formes urbaines

L'histoire des techniques permet de comprendre la forme des villes. Le professeur émérite d'histoire des techniques au Conservatoire national des Arts et Métiers André Guillerme a donné une approche de la ville par la technique et les matériaux. Il a notamment apporté un regard sur la ville à partir des usages de l'eau comme l'énergie, la chimie, la peinture, la tannerie, l'alimentation, la médecine ou encore l'assainissement. Il a constaté que les villes ont d'abord été bâties près des fleuves ou des cours d'eau affluents, leur forme s'est construite avec un jeu d'usages propre au territoire.<sup>4</sup>

Afin de lire et de comprendre la morphologie d'une ville, il est donc intéressant d'étudier son histoire sous le prisme de l'eau.

## La relation de Bordeaux avec l'eau, une brève histoire

Bordeaux ou "port de la Lune", constitue une sorte de delta entre deux fleuves principaux, la Devèze et le Peugue, à la confluence entre Dordogne et Garonne. Historiquement, la ville s'est installée sur un marais, les Palus<sup>4</sup>, à la rencontre de petits fleuves déversés dans la Garonne qui a étendu son eau floconneuse avec l'influence des marais. Jusque dans les années 1960, Bordeaux était une ville constamment inondée, notamment du côté de Mériadeck, quartier aujourd'hui surélevé. L'eau est donc considérée comme une ressource, mais aussi une menace, à cette époque.



Figure 1 : Photo du miroir d'eau à Bordeaux, Quentin Salinier

Le port de Bordeaux est un port d'estuaire ancien, situé à un carrefour de routes terrestres, fluviales et maritimes, qui séduit dès le III<sup>e</sup> siècle av. J.-C. Les peuples celtes descendus vers le Sud. Les métaux, les vins, l'huile, le cuivre et la poterie transitent par le port de Bordeaux, débouché de l'axe Méditerranée-Atlantique<sup>5</sup>. Au fil des siècles, la ville devient trop étroite dans le Castrum romain où les voiries et les enceintes servent à protéger le port. La ville s'étend donc au Sud avec notamment les faubourgs Sainte-Croix, mais pas au Nord, à cause des Palus. L'ingénierie liée à l'eau se développe jusque dans les ordres monastiques. La grosse cloche est installée sur une ancienne douve (le cours Victor Hugo actuel) et le port de Bordeaux "intra-cours" s'étend pour rejoindre les congrégations monastiques. Ainsi, lors de la période anglaise dès le XII<sup>e</sup> siècle, l'eau protège la nouvelle enceinte de la ville. Une troisième enceinte est édiflée au XIV<sup>e</sup> siècle pour protéger la ville pendant la Guerre de Cent Ans. La ville se tourne ensuite de plus en plus vers la Garonne, sur son port ; la Devèze est comblée pour ériger des lotissements. Cependant, certains tracés historiques perdurent, comme la rue Sainte-Catherine et la porte de Dijeaux datant de l'époque romaine qui marquent durablement l'espace public.<sup>6</sup>

Les moulins vont s'installer en dehors de la ville pour libérer de l'espace dans le centre-ville et les travaux polluants comme la boucherie partent dans les faubourgs. La gestion de l'assainissement se fait par des cours d'eau, véritables égouts à ciel ouvert pour la production, qui sont détournés puis comblés, les lavandières devant remonter la ville pour trouver de l'eau propre. L'adduction d'eau (non-potable) se fait dans les nappes phréatiques grâce aux puits.<sup>7</sup>

4 : Guillerme, André. 1983. Les temps de l'eau : la cité, l'eau et les techniques, Nord de la France, fin III<sup>e</sup> siècle-début XIX<sup>e</sup> siècle. Seyssel : Editions du Champ Wallon [Collection «Milieux»].

5 : Lavaud, Sandrine. 2002. La palu de Bordeaux aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles. Annales du Midi. 114-237. p. 25-44.

6 : Bordeaux Port Atlantique. 2020. Le port de Bordeaux. Historique. Bordeaux-port.fr. Consulté en ligne le 12.12.2020 :

7 : Hirschberger, Stéphane. 2018. La ville, l'eau. Séminaire « Lecture des formes urbaines », Master 1 Stratégies et Gouvernances Métropolitaines, Sciences Po Bordeaux.

L'emprunte de l'eau dans la ville disparaît avec les canalisations, malgré quelques débordements de temps en temps. Au XV<sup>ème</sup> siècle, les parcelles s'organisent encore autour des cours conditionnés par l'eau. Ce n'est qu'à partir de la fin du XVII<sup>ème</sup> siècle que les Chartrons se développent au Nord pour développer l'agriculture viticole. Ils contribuent ainsi à ouvrir davantage le port.

Le Pont-de-Pierre, construit sous Napoléon en 1816, permet de faciliter l'accès à la Rive-Droite, développée très tardivement. Les difficultés du système portuaire de Bordeaux, notamment la mise en place des quais (travail de déchargement à mains nues, grèves, gabarres...), conduisent à déplacer le port à Floirac. Dans les années 1960, la ville apparaît comme tournant le dos à son port, avec l'image d'un "Bordeaux noir" et de ses quais peu fréquentables la nuit en raison des trafics illicites. Cette image changera à partir du milieu des années 1990 avec Alain Juppé, élu en 1995 à la mairie de Bordeaux, qui s'engage pour un port autonome et une ville embellie.

La rénovation complète des quais de Bordeaux est emblématique du processus d'embellissement de la ville, en particulier avec la création du miroir d'eau. Réalisé par l'équipe de l'architecte paysagiste Michel Corajoud et le spécialiste des fontaines Jean Max Llorca, le miroir d'eau est inspiré du phénomène naturel d'inondation de la place Saint Marc à Venise en hiver. L'effet "miroir d'eau" n'est en fait qu'une étape comprise dans un cycle de quinze minutes. Sous l'installation en dalle de granit se trouve un dispositif permettant la récupération de l'eau et son traitement afin d'économiser l'eau et d'assurer le niveau d'hygiène requis. Mis en service en 2006, il a été aussitôt adopté par les Bordelais et les touristes, tous publics et tranches d'âge confondus. Il est le lieu le plus photographié de Bordeaux et s'inscrit désormais dans le Patrimoine Mondial contemporain de l'Unesco.<sup>8</sup>

Cette étude socio-historique de l'eau dans la ville se poursuit à travers trois thèmes centraux : l'apparition des réseaux d'eau, le rôle de l'hygiène dans les villes et la sociologie de l'eau, pour arriver aux problématiques que connaissent les villes comme Bordeaux aujourd'hui.

## A - La création des réseaux d'eau : quand l'eau devient politique

### 1 - La création des réseaux d'eau dans les villes européennes

Avant le XIX<sup>ème</sup> siècle, l'approvisionnement en eau dans les villes se faisait de manière individuelle grâce aux puits, aux porteurs d'eau, aux fontaines publiques et aux concessions privées. En effet, les princes, les rois, ou les membres du Clergé privatisaient les sources pour y installer des canalisations et desservir leur propre domicile. À l'époque, la consommation d'eau était beaucoup moins importante qu'aujourd'hui : un parisien consommait environ 14 litres d'eau par jour contre 140 aujourd'hui. De ce fait, l'eau n'était pas une question publique, mais relevait d'abord du privé.<sup>9</sup>

Dans son ouvrage *L'entrepreneur et le Prince. La création du service public de l'eau* (2017), l'économiste Christophe Defeuilley identifie trois facteurs qui ont mené à la création des réseaux d'eau : la pression démographique dans les villes européennes, la démarche d'entrepreneurs privés proposant une solution collective rentable aux autorités publiques et le mouvement hygiéniste face aux épidémies, notamment celle du choléra.

C'est face à la pression démographique dans les grandes villes européennes que l'eau est devenue une question politique et un enjeu d'attractivité pour le commerce. Au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, les premiers réseaux d'eau apparaissent en Europe - sauf en Angleterre, où les premiers réseaux sont apparus dès la fin du XVI<sup>ème</sup> siècle. Face à une population urbaine grandissante, les entrepreneurs privés s'emparent de la question du besoin en eau pour créer les réseaux d'eau. Un système d'abonnement aux réseaux se met en place, ce qui provoque un bouleversement de mentalité dans la population de l'époque. Ce nouveau service payant pour accéder à l'eau a cependant mis du temps à se généraliser.

Hugh Middleton est l'entrepreneur considéré comme inventeur du réseau d'eau avec sa société New River Co., créée en 1608. Celui-ci a parfaitement saisi le procédé capitaliste et propose un nouveau service, qui s'annonce très rentable. La logique de création des réseaux d'eau est purement marchande, l'eau n'étant pas considérée comme un bien essentiel dans les politiques publiques de l'époque.<sup>9</sup>

La fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle voit le mouvement hygiéniste émerger dans les villes. Ce mouvement cherche à combattre, entre autres, les miasmes présents dans l'eau sale. C'est donc également à cette demande que les entrepreneurs des réseaux d'eau répondent. Le mouvement hygiéniste naît après de longues années d'épidémie de choléra qui terrifia la population européenne et provoqua un important exode urbain. C'est le médecin anglais John Snow qui identifie que l'eau sale est probablement porteuse du choléra. Face à cette découverte, une course des villes pour assainir leur eau s'engage alors

et l'eau devient dans le même temps un bien essentiel. Les municipalités demandent l'installation des réseaux d'eau à des entrepreneurs qui, eux, disposent des fonds nécessaires et sont prêts à prendre les risques associés à la mise en place de ce nouveau service.<sup>9</sup>

Cependant, cette crise met en tension les compagnies privées et les municipalités : la population n'accepte pas que des compagnies fassent leur bénéfice sur un bien relevant de la santé publique. De 1850 à 1900, la municipalisation des réseaux d'eau est entamée dans les villes européennes. En France, les réseaux deviennent un actif public dont l'exploitation est déléguée à deux grandes sociétés privées : la Compagnie générale des eaux (fondée par décret en 1853) et la Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage (fondée en 1880)<sup>10</sup>. Ce type de gestion est privilégié pour éviter le développement d'un marché de l'eau profitant aux trafics mafieux notamment.

## 2 - Spécificités françaises et le cas de Bordeaux

Contrairement aux réseaux de transports, les réseaux techniques n'impactent pas directement les formes urbaines. La locomotion est, dans la plupart des villes européennes, à l'origine de la rue et donc de la morphologie de la ville. La relation avec les réseaux techniques (souterrains) est moins évidente, sauf à Paris où le préfet de la Seine Georges Eugène Haussmann a transformé radicalement la ville. Entre 1853 et 1870, il réalise en effet des grands travaux, notamment pour faciliter le passage des réseaux de voirie, d'égouts, mais aussi d'un réseau complémentaire d'adduction d'eau potable et d'eau industrielle. C'est ce que Gabriel Dupuy a appelé "l'urbanisme des réseaux" (1991).<sup>9</sup> Si les réseaux d'eau et d'assainissement ne structurent pas la forme de toutes les villes européennes, ils transforment profondément les modes de vie.

Historiquement, Bordeaux est une ville riche en eau. Dès l'Empire Romain, des aqueducs et des canaux sont construits. Des vestiges de la voie d'alimentation ancienne entre Talence, la route de Toulouse et la rue Sainte-Catherine sont encore visibles aujourd'hui, notamment le vestige de fontaine datant de 1737, situé place Saint-Projet. Aux XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles, la population commence à manquer d'eau, chaque Bordelais disposant de moins de cinq litres d'eau par jour seulement. À partir de 1850, des aqueducs sont créés pour puiser dans des sources plus éloignées. À partir des années 1940, Bordeaux développe le forage et le marché de la pompe se déploie dans le même temps. Aujourd'hui, on décompte près de 700 forages pour alimenter l'ensemble de la métropole bordelaise.<sup>9</sup>

La loi du 3 janvier 1992 sur l'eau pose comme principe que « l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation » et a pour objet de garantir la gestion équilibrée des ressources en eau. L'un des principaux objectifs de cette loi est la valorisation de l'eau comme ressource économique. En effet, l'eau est un bien local et précieux, difficile à échanger, les occupants de ce territoire (usagers ou entreprises) étant toujours dépendants d'un bassin versant. Le prix de l'eau n'est pas le même, que l'on habite dans une métropole ou un petit village. Dans une

métropole, le nombre important d'abonnés au m<sup>3</sup> permet d'abaisser les prix. Le prix moyen dans une métropole est de 4€/m<sup>3</sup> et de 6€/m<sup>3</sup> dans les zones rurales. En France, il existe donc une "solidarité inter-territoriale" sur le prix de l'eau à la tonne qui permet d'équilibrer les prix en adressant des subventions plutôt aux zones rurales.<sup>9</sup> Mais l'enjeu reste avant tout de distribuer l'eau de manière équitable entre les agglomérations urbaines.



Figure 2 : Vestige de fontaine Place Saint-Projet

8 : Tocheport, Bernard. 2020. Bordeaux le miroir d'eau des quais. Des reflets, de la brume, Bordeaux plage toute l'année. Regards photographiques sur Bordeaux et la Gironde. 33-bordeaux.com. Consulté en ligne le 10.12.2020 : <https://www.33-bordeaux.com/bourse-miroir-eau.htm#Haut%20de%20page>.

9 : Conférence du Forum urbain : Rencontre #24 - Paris, Londres, New-York, comment se sont créés les réseaux d'eau ? Le 5 octobre 2020 à Cap Sciences, avec l'économiste Christophe Defeuille, l'urbaniste Antonio Gonzalez-Alvarez, spécialiste des mobilités et directeur de l'équipe dynamiques territoriales à l'a-urba, le directeur de la délégation Atlantique-Dordogne de l'Agence de l'eau Adour-Garonne Bruno Leménager.

10 : Chui, Victoria. 2013. Vers la « remunicipalisation » du service public d'eau potable en France. Pyramides. Revue du CERA. Volume 25. Journals.openedition.org. Consulté en ligne le 29.11.2020 : <https://journals.openedition.org/pyramides/985#tocto2n1>.

## B - La question de l'hygiène dans la ville

### 1 - L'évolution du rapport à l'hygiène

L'histoire de l'hygiène corporelle est très liée à l'histoire de l'hygiène publique. La pratique très ancienne du bain qui remonte à la fin du Vème siècle av. J.-C. puis plus tard l'influence du mouvement hygiéniste ont particulièrement marqué le rapport à l'hygiène observé aujourd'hui. Mais ce n'est qu'à partir des années 1900-1950 que la banalisation des pratiques hygiéniques s'établit dans les foyers, principalement en raison de la généralisation de l'accès à l'eau dans les logements. C'est ce qu'on le peut définir comme la période de la période de « démocratisation de l'hygiène ». <sup>11</sup> L'amélioration du confort des habitations à cette époque rend les bains-douches moins nécessaires. Cependant, les normes d'hygiène n'étaient pas les mêmes qu'aujourd'hui et avoir une salle de bain dans son logement ne signifiait pas que l'on se lavait tous les jours. <sup>12</sup>

Par ailleurs, il est important de souligner que le rapport au propre et au sale diffère selon les cultures. Dans *De la souillure* (1966), l'anthropologue britannique Mary Douglas invite à considérer la souillure comme élément de compréhension de l'ordre social, en statuant que la saleté est synonyme de désordre sociétal. L'auteure montre que la peur de certains risques est fortement liée aux conventions sociales et contribue à façonner des comportements. Ainsi, chaque système de pensée ou de valeurs a sa propre définition de la pollution. Cette dernière est considérée comme une anomalie du système, un risque dangereux ou encore un interdit. Elle dessine donc les limites de l'ordre social établi. Cependant, elle n'a pas toujours vocation à être supprimée puisque certains rites issus de la magie ou des religions l'utilisent. <sup>13</sup>

L'histoire de l'hygiène est à lier également à l'évolution des mentalités, en termes de rapport au corps, d'éducation, d'hygiène sexuelle, ou encore d'enjeux esthétiques, sociaux et religieux. <sup>14</sup> Le lien entre appartenance sociale et pratiques liées au bien-être, notamment, a évolué au fil des siècles. Les précieux onguents et les huiles parfumées ont longtemps été un facteur de distinction sociale, les classes populaires étant associées à une mauvaise hygiène. C'est avec les progrès de l'urbanisation et de ses réseaux de la médecine et des politiques de santé et tout un ensemble de nouvelles pratiques que le bien-être s'est progressivement hissé au rang de devoir social. Certains bains publics sont d'ailleurs restés en activité jusqu'au XXIème siècle en tant que lieux de sociabilité, offrant des services supplémentaires à l'hygiène de base, comme les soins corporels ou encore les massages.

Il est intéressant de rappeler que le mot "hygiène" est emprunté au grec *hugienon*, dérivé d'*hugieia*, qui signifie "santé". L'hygiène se définit donc comme l'ensemble des principes et des pratiques qui visent à conserver la santé et assurer l'intégrité des fonctions de l'organisme. Au croisement d'un besoin privé et d'une politique publique, l'histoire de l'hygiène dépend beaucoup de l'histoire de la maîtrise de

l'eau. La révolution biologique qu'a été la découverte des microorganismes et celle de leur rôle dans les maladies propulse l'hygiène au rang de discipline scientifique et permet d'instaurer de nouvelles pratiques dans le but de garantir la santé de tous. <sup>15</sup>

### 2 - L'influence du mouvement hygiéniste

Le premier discours politique sur la ville est un discours médical. Au milieu du XVIIIème siècle, Georges Cabanis, médecin et député de la Seine, se fait admettre dans l'entourage des grands esprits de son temps lorsqu'il place la médecine à la base de toute législation rationnelle. Il annonce l'hygiénisme politique du XIXème siècle et la médicalisation de la société avec l'idée que la ville rend malade. On remarque en effet à cette époque qu'il y a davantage de décès que de naissances en ville. Le discours des médecins remplace alors celui des ingénieurs du Corps des Ponts et Chaussées. <sup>16</sup> Les médecins tentent de répondre à deux questions centrales : Pourquoi meurt-on en ville ? Comment peut-on accéder à de l'eau propre ? Durant tout le siècle, l'essentiel du travail des Conseils d'hygiène est lié à l'application du décret de 1810 sur les fabriques polluantes et dangereuses, l'urbanisation signalant bien souvent des problèmes sanitaires. C'est pourquoi les hygiénistes combattent la présence industrielle en ville. Les autorités rejettent notamment les artisanats insalubres des centres-villes comme les abattoirs durant l'haussmannisation



Figure 3 : « De l'eau, de l'air, de la lumière... » Armand Colin (1900)

de Paris. <sup>17</sup>

Dans sa conférence « La naissance de la médecine sociale » (*Dits et écrits*, 1974), le philosophe Michel Foucault montre que la médecine urbaine tente de répondre à différents problèmes de l'époque, notamment aux lieux qui génèrent et diffusent des phénomènes épidémiques, contagieux, ou endémiques qui sont durables. Les anciennes murailles, enceintes fortifiées de la ville médiévale deviennent délétères sous prétexte qu'elles empêchent l'air de circuler. Des ouvertures et des espaces verts sont donc mis en place pour créer des aérations. L'infiltration des eaux sales dans les fontaines d'eau potable est également

évitée. Le mouvement hygiéniste répond donc à des problèmes anciens comme la saleté de l'eau, le manque de lumière et de circulation de l'air, qui n'étaient pas perçus comme tels avant le XIX<sup>ème</sup> siècle. À cette époque, les hygiénistes choisissent d'écartier la cause des problèmes, en mettant les abattoirs et les cimetières à l'écart des centres-villes notamment, ou de l'enterrer en quelque sorte, grâce à l'apparition du monde des égouts et de l'assainissement. Les hôpitaux sont également modernisés.

Appuyée sur la statistique, l'hygiène publique se développe dans les années 1825-1840, notamment sous l'influence du médecin Louis-René Villermé du Conseil de salubrité parisien. Selon lui, ce ne sont pas les facteurs environnementaux qui causent les maladies mais les conditions sociales, et en premier lieu la misère et la moralité des classes populaires.<sup>17</sup> De plus, avec l'épidémie de choléra, les classes les plus pauvres sont considérées comme "dangereuses" et l'idée d'un Etat hygiéniste et pédagogue selon laquelle il faut éduquer ces catégories de population pour leur santé émerge. Pourtant, avant le XVIII<sup>ème</sup> siècle, les pauvres n'apparaissent pas comme une source de danger médical car ils constituaient une condition au fonctionnement des activités urbaines comme l'évacuation des cadavres et des ordures, ou le portage de l'eau et du courrier.<sup>16</sup>



Figure 4 : « Le porteur d'eau à Paris » par El Bibiomata

### 3 - La pratique du bain : regard historique

L'archéologie et la littérature rappellent que, si le bain a beaucoup évolué dans sa forme, il correspond à une pratique très ancienne, déjà présente dans *L'Odyssée* d'Homère en tant que geste aristocratique, pour se répandre en Grèce et s'institutionnaliser dans la Rome antique. Les thermes monumentaux construits par les empereurs pour le peuple deviennent des lieux d'hygiène mais aussi et surtout d'indispensables lieux de sociabilité, où l'on se rencontre comme on le ferait au marché. Dans le monde arabe, le hammam a la même fonction.<sup>15</sup> Le déclin de la civilisation antique n'a pas marqué la fin de la pratique du bain. En effet,

de nombreuses découvertes ont montré l'existence d'éuves populaires dans les villes du Moyen-Age ou la présence de bains dans les appartements de la Renaissance.

Au XIV<sup>ème</sup> siècle, la pratique des étuves décline sous la pression des autorités catholiques qui encouragent l'hygiène mais s'élèvent contre les établissements thermaux, considérés comme des lieux immoraux ou de "débauche". Ce déclin va de pair avec le développement de bains privés parfois payants, liés à des diaconies religieuses, ou de bains privés dans les maisons des citoyens les plus riches. Les craintes autour de maladies comme la peste ou la syphilis limitent également la pratique du bain, en raison de la croyance selon laquelle l'eau pénétrait par les pores de la peau et déposait les germes de la maladie.<sup>15</sup>

Cependant, les bains publics restent au fil des siècles des équipements nécessaires au vu de l'absence d'équipements dédiés à l'hygiène corporelle dans les logements et vont se développer dans les villes avec l'apparition du mouvement hygiéniste.

### 4 - La douche comme pratique de salubrité publique à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle

Ainsi au XIX<sup>ème</sup> siècle, un ensemble de mesures d'hygiène pour préserver la santé de la population voit le jour, notamment en faveur des logements, particulièrement marqués par l'insalubrité dans les grandes villes. À Paris, les grands travaux d'urbanisme et de modernisation aboutissent au modèle de l'immeuble haussmannien aéré, lumineux et spacieux, raccordé au tout-à-égout, avec le gaz et l'eau à tous les étages.

L'émergence de la salubrité publique prend également la forme de nouvelles pratiques d'hygiène comme la douche. Cette pratique hygiénique apparaît d'abord à Rouen, à l'instigation

11 : Centre d'Information sur l'Eau. L'eau potable pour tous, une conquête récente. Espaces enfants. Cieau.com. Consulté en ligne le 25.11.2020 :

<https://www.cieau.com/espace-enseignants-et-jeunes/les-enfants-et-si-on-en-apprenait-plus-sur-leau-du-robinet/leau-potable-pour-tous-une-conquete-recente/>.

12 : Rager, Michèle. 1993. L'hygiène au fil du temps. Il y a un siècle, l'homme prenait un bain tous les deux ans. L'Espresso. Publié le 20.02.1993, consulté en ligne le 13.11.2020 :

<https://www.lesoir.be/art/l-hygiene-au-fil-du-temps-il-y-a-un-siecle-l-homme-pren-t-19930220-Z06EW5.html>.

13 : Martin, Anais. 2017. Une lecture de... De la souillure, Mary Douglas. Entre le zist et le zest. Publié le 05.12.2017, consulté en ligne le 10.12.2020 : <https://zistezet.hypotheses.org/346>.

14 : Thuillier, Guy. 1975. Pour une histoire de l'hygiène corporelle aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Annales de Démographie Historique. p. 123-130.

15 : Anamnèses. 2020. L'hygiène au fil du temps. Consulté en ligne le 10.12.2020 : <https://sites.google.com/site/lesvesphaziens/home/l-hygiene-au-fil-du-temps>.

16 : Oblet, Thierry. 2018. Des « bonnes villes » à la ville délétère. Cours de Sociologie urbaine, Master 1 Stratégies et Gouvernances Métropolitaines, Sciences Po Bordeaux.

17 : Le Roux, Thomas. 2010. Le siècle des hygiénistes. À propos de : G. Jorland, Une société à soigner. Hygiène et salubrité publiques en France au XIX<sup>e</sup> siècle, Gallimard. L'Avant-Scène. Publié le 14.06.2010, consulté en ligne le 15.11.2020 : <https://lavedesidees.fr/Le-siecle-des-hygienistes.html>.

de Merry Delabost, médecin-chef de la prison de Bonne Nouvelle, pour être préférée au bain dès la fin du siècle.<sup>18</sup> La crainte des contagions par la pratique du bain est justifiée par les découvertes de Pasteur, "inventeur" des microbes. Les travaux de Pasteur bouleversent toute la notion de potabilité de l'eau. Il montre que les analyses physiques et chimiques ne sont plus suffisantes pour déclarer une eau potable. Il faut, en plus de séparer les eaux propres des eaux usées par des systèmes de filtrage ou de traitement au chlore, pratiquer des analyses bactériologiques afin de détecter la présence de germes de maladies. L'eau claire et courante ne suffit plus pour garantir la salubrité publique.<sup>17</sup>

À cette époque, la douche est une thérapie d'abord infligée aux malades mentaux et réservée aux personnes incarcérées ou appelées dans une caserne. Cette pratique reste tout de même critiquée, certains étant d'avis que la douche peut être mauvaise pour la santé des enfants dont les organes sont en formation et qu'elle ne nettoie pas mais décolore la crasse sans l'enlever...<sup>18</sup> Cependant, la plupart des villes, soucieuses de la salubrité publique, se dotent d'équipements collectifs comme les bains-douches, symboles des progrès de l'hygiène à l'époque des porteurs d'eau pour se laver dans les baignoires.

### 5 - Le cas des bains-douches à Bordeaux

À Bordeaux en 1826, des établissements de bains luxueux sont construits sur la place des Quinconces. L'eau de la Garonne est aspirée par des machines à vapeur et s'écoule dans des réservoirs équipés de filtres. Les tarifs étaient de deux francs pour un bain ordinaire avec peignoir et serviettes, et de cinq francs pour une douche.<sup>18</sup>

En 1900, on compte trois bains-douches à Bordeaux créés à l'initiative du négociant philanthrope Czalet par "l'Œuvre bordelaise des bains-douches à bon marché", dont le slogan "Propreté donne santé" est évocateur des idées et des besoins de l'époque. Ces bains-douches sont situés quai de la Monnaie, à Bacalan et rue Nancel-Pénard. En 1901 s'ouvre le "4ème local" Jules-Perrens rue de Nuits, avec douze cabines dont cinq



Figure 6 : Façade des anciens bains-douches de la Bastide

destinées aux enfants de l'école proche. Ce local a fonctionné jusqu'en 1925.<sup>18</sup>

Dans les années 1930, le maire Adrien Marquet poursuit sa politique sociale pour faire de Bordeaux une "Cité moderne" et lutter contre la crise économique et le chômage. La municipalité entreprend donc une politique de grands travaux et crée des équipements modernes dont ceux de la rue Etobon-Chenebier, construits en 1930 par l'architecte municipal Jacques d'Welles dans un style art déco avec une frise de carreaux en damiers à l'intérieur de chaque cabine (dix pour les femmes d'un côté, dix pour les hommes de l'autre) et un escalier en fer forgé. Ces bains-douches ont fermé en 2001. Depuis 2012, c'est le Poquelin-Théâtre qui habite ces anciens équipements. Il est toujours indiqué sur la façade du local "Bains-douches chauds à 25 centimes savons compris".<sup>18</sup>



Figure 5 : Entrée des anciens bains-douches de Bastide

## C - L'eau comme problématique sociale

Les usages de l'eau ont évolué au cours du temps. Des porteurs d'eau à la distribution d'eau potable à domicile, des aqueducs romains aux usines modernes de traitement des eaux, de la pratique occasionnelle du bain à la douche quotidienne, la maîtrise de l'eau a structuré sur des siècles l'évolution des sociétés. Si ouvrir un robinet paraît naturel aujourd'hui, ce n'est qu'à une date récente (1880) que l'eau courante a pu apparaître à l'intérieur des habitations des plus privilégiés. En France, c'est la généralisation de la machine à vapeur qui rend possible la réalisation de réseaux d'adduction sous pression, desservant les logements individuels. En 1930, seulement 23% des communes disposent d'un réseau de distribution d'eau potable à domicile.<sup>11</sup> En 1945, 70% des communes rurales ne sont toujours pas desservies. Il faut attendre les années 1980 pour que l'essentiel de la population bénéficie de l'eau courante à domicile. Au-delà de l'accès à l'eau potable à l'intérieur des logements, le problème de l'accès à l'eau dans l'espace public, en particulier pour les publics les plus précaires, se pose également dans les villes françaises.

### 1 - Du "social de l'eau" à "l'eau sociale"

Dès les années 1980, avec la crise économique qui sévit depuis la fin des années 1970, les inégalités sociales s'aggravent et une nouvelle forme de pauvreté fait son apparition en France. Selon les mécanismes décrits par le sociologue Serge Paugam (*La Disqualification sociale : essai sur la nouvelle pauvreté*, 1991), les "nouveaux pauvres", notamment des femmes isolées avec enfants, sont victimes d'un processus de disqualification sociale en raison de la dégradation du marché de l'emploi et de la dissolution des liens sociaux. Progressivement, l'accès à l'eau ne se joue plus seulement en termes techniques de raccordement au réseau d'eau, mais en termes de capacité des usagers à payer le service rendu, c'est-à-dire d'accessibilité sociale.<sup>19</sup>

Cette problématique est rattachée à l'enjeu plus englobant du droit au logement, dans un contexte dit de "fracture sociale". Dans les années 1990, le prix de l'eau est suspecté d'englober des dépenses qui ne correspondent pas au service rendu et des réformes sectorielles conduisent à des hausses de prix plus élevées que l'inflation. La question de l'accès au service se pose alors localement. L'histoire du "social de l'eau" ne démarre qu'en 1992 avec la reconnaissance du "droit à une aide de la collectivité pour accéder ou préserver son accès à une fourniture d'eau et d'énergie".<sup>19</sup> La charte solidarité-eau signée en 1996 inaugure l'engagement financier des distributeurs d'eau à des fonds départementaux dédiés. Ces fonds sont destinés à faire face aux impossibilités temporaires de paiement des ménages au moyen d'abandons de créance. Ils fonctionnent en parallèle des Fonds de Solidarité Logement (FSL) et des fonds énergie. Cependant, ce dispositif est asymétrique, d'une part entre abonnés et non-abonnés qui n'ont pas de facture et ne peuvent donc être aidés, et d'autre part, entre abonnés de distributeurs ayant conventionné, et les autres. C'est dans ce cadre que se pose

également la question des coupures d'eau, qui sont suspendues le temps de l'instruction de la demande d'aide et sont interdites pour certaines catégories de familles dites "vulnérables".

À partir des années 2000, la charte, dont la mise en place reposait sur le volontariat, devient convention, rendant ainsi obligatoire les fonds eau en plus des fonds énergie. Cependant la convention n'a pas été appliquée par tous les acteurs, les régions et les collectivités n'étant pas tenues de participer au dispositif au nom du respect de la libre administration. La politique sociale de l'accès à l'eau évolue réellement avec la loi de décentralisation de 2004. Pour le logement et les services afférents, le département devient le principal financeur du budget disponible, tous les usagers pouvant bénéficier d'une aide et non plus seulement ceux dont le distributeur a signé la convention. Ce FSL nouvelle formule s'inscrit durablement dans le paysage de l'action sociale.<sup>19</sup>

Ainsi, la problématique de l'accès à l'eau a évolué en interaction avec le problème de l'accès à l'énergie dans le cadre d'une politique d'assistance. Celle-ci a mis une quinzaine d'années à trouver sa forme stabilisée, avant de conquérir une autonomie relative grâce à l'action d'entrepreneurs spécifiques, des pouvoirs publics, de la société civile et des opérateurs des services d'eau. De plus, la proclamation d'un droit à l'eau par la loi, dans le contexte d'une internationalisation de la problématique, a également offert une prise solide pour réclamer sa mise en œuvre effective au nom d'un impératif de solidarité. En effet, dès 1977, lors de la première conférence des Nations-Unies sur l'eau, le droit d'accès à une eau potable est affirmé. Le Forum Mondial de l'Eau de Mexico en 2006 se traduit dans la loi française par l'adoption du droit à l'eau. Enfin, en 2010 le droit à l'eau potable et à l'assainissement est promulgué comme droit fondamental par les Nations-Unies.<sup>19</sup>

L'adoption du droit à l'eau amorce ainsi un passage du "social de l'eau", dominé par l'implication du monde de l'action sociale, à "l'eau sociale", visant l'internalisation de la dimension sociale au sein même du monde socio-technique de l'eau. En effet, les autorités organisatrices des services et leurs opérateurs se trouvent en situation d'être potentiellement interpellés et invités à agir par leurs parties prenantes. Pourtant, l'inexistence de mesures concrètes d'application interroge sur l'effectivité de ce droit. Les débats, revendications, ainsi que le foisonnement d'expérimentations locales de la part d'opérateurs publics et privés ont d'abord lieu en l'absence de cadre législatif, puis dans le cadre de la loi Brottes qui introduit en 2013 l'interdiction pour tout distributeur de couper l'alimentation en eau dans une résidence principale, même en cas d'impayé, et cela tout au long de l'année. En autorisant le croisement des fichiers des

18 : Cadish. 2013. Les derniers bains-douches de la culture. SudOuest.fr. Publié le 12.02.2013, consulté en ligne le 20.11.2020 : <https://www.sudouest.fr/2013/02/12/les-derniers-bains-douches-de-la-culture-963801-2780.php#:~:text=En%201900%2C%20trois%20bains%20douches,Perrens%20avec%2012%20cabines%20dont.>

19 : Gremmel, Jeanne. 2016. L'invention de l'eau sociale : trajectoire du problème de l'accès à l'eau en France (1984-2016). Sociologie. Université de Strasbourg. Consulté en ligne le 29.11.2020 : [https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01499447/document.](https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01499447/document)

services de l'eau avec les services de l'action sociale, cette loi ouvre de nouvelles possibilités pour permettre la mise en place d'une tarification sociale de l'eau optimisée.<sup>19</sup>

## 2 - La dimension sociale de l'eau face aux enjeux de pauvreté et de sans-abrisme

La dimension sociale de l'eau prend de plus en plus d'importance lorsque l'on considère les questions de durabilité socio-économique, socio-technique ou encore socio-environnementale de l'eau. En effet, il s'agit de préserver la capacité d'autofinancement et l'autonomie financière du service en eau, de préserver la disponibilité de la ressource en eau et de satisfaire les besoins vitaux en eau en intégrant les notions d'équité et de justice dans l'accès à l'eau des populations.<sup>20</sup>

Différents facteurs exercent une influence sur la durabilité sociale des services de l'eau : les conditions d'accès au service (niveau du prix de l'eau), les comportements de consommation en eau des ménages, le niveau de pauvreté des populations, les inégalités sociales, l'efficacité des politiques de redistribution et des dispositifs curatifs de maintien au service d'eau, l'existence de modalités alternatives d'approvisionnement en eau (fontaines publiques) ou encore les représentations des acteurs (degré d'acceptabilité sociale de la solidarité par la société civile).<sup>20</sup>

Aujourd'hui, les enjeux de pauvreté et de sans-abrisme dans les métropoles sont de grande ampleur. Estimer le nombre de personnes sans domicile est une opération délicate car il s'agit d'une population hétérogène et mobile. Cependant, l'Insee a réalisé en 2012 une enquête approfondie auprès des "sans-domicile", c'est-à-dire des personnes se trouvant à la rue ou dans des hébergements pour individus et ménages qui, sinon, seraient à la rue.<sup>21</sup> Cette investigation ne visait pas le recensement des personnes mais l'étude des caractéristiques et trajectoires des sans-domicile. Des chiffres en sont sortis : plus de 140 000 personnes sans-abri ou habitant dans des hébergements d'urgence, des logements gérés par des associations, des centres pour demandeurs d'asile ou des centres d'insertion. Selon les estimations de la Fondation Abbé Pierre, le nombre de sans-domicile a doublé depuis 2012 : près de 300 000 personnes seraient SDF en France en 2020.<sup>22</sup> Ces estimations témoignent de l'aggravation de la pauvreté dans les villes françaises et rendent le sujet de l'accès à l'eau pour ces populations d'autant plus important. Le manque de toilettes publiques dans les grandes villes, notamment à Marseille<sup>23</sup> (qui compte seulement huit toilettes publiques, contre plus de 400 à Paris en 2017), ou encore le besoin de réhabilitation de douches publiques, mettent cette problématique à l'agenda politique. À Paris, les bains-douches sont particulièrement populaires et profitent à des publics précaires de tout horizon.<sup>24</sup> Cet été 2020, un camion douche exclusivement réservé aux femmes a fait son apparition dans les rues toulousaines.<sup>25</sup>

## 3 - Le cas de Bordeaux Métropole

Bordeaux ne fait pas exception aux villes faisant face aux enjeux de durabilité, notamment écologique, de la ressource en eau. En effet, face aux prévisions de croissance de la métropole, les deux sources phréatiques utilisées, datées de l'Oligocène, sont insuffisantes. La source de Budos, principale source d'eau potable de l'agglomération, ainsi que la source du réservoir Paulin sont surexploitées avec un risque de provoquer à très long terme des phénomènes "d'aspiration" des eaux marines salées de l'estuaire de la Gironde. Pour remédier à ce phénomène, la métropole a décidé d'effectuer des forages dans la couche phréatique "Médoc Estuaire" d'ici 2024.<sup>26</sup>

De plus, les questions relatives à la durabilité sociale de l'eau émergent suite à la sonnette d'alarme tirée par les associations locales. Selon une étude réalisée par Médecins du Monde, Dynam'eau et le Samu Social, 2130 personnes vivent encore sans accès à l'eau potable à Bordeaux Métropole en 2019.<sup>27</sup> C'est deux fois plus qu'en 2018 où ils étaient déjà 1125 selon la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL). Ce chiffre est étroitement lié à une augmentation de la population des squats et bidonvilles, passée de 800 à 1600 personnes entre 2015 et 2019. La pétition du collectif Action Bord'eaux "Juste un accès à l'eau pour tous" ayant récolté plus de 17 000 signatures demandait à l'ancien Président de Bordeaux Métropole Patrick Bobet de mettre en œuvre le plus rapidement possible des solutions pour redonner leur dignité à ceux qui n'ont pas d'accès à l'eau.<sup>28</sup>

Cette pétition formule trois propositions :

- garantir un accès effectif à l'eau potable quel que soit le type d'habitation,
- améliorer l'accessibilité des bornes fontaines dans les villes,
- ouvrir des sanitaires et des bains-douches en nombre suffisant.



Figure 7 : Logo du collectif Action Bord'eaux

## Vers un accès solidaire à l'eau

Cette analyse socio-historique de l'eau dans la ville montre que l'eau est un élément central de l'histoire des villes et de l'évolution des pratiques sociétales. La maîtrise de l'eau mais aussi l'évolution de ses usages ont considérablement marqué les espaces habités.

De plus, l'accès social à l'eau est un problème grandissant face aux enjeux de pauvreté et de sans-abrisme, en particulier dans les grandes métropoles. De nouveaux types d'équipements doivent être mis en place pour faciliter aussi bien l'accès à l'hygiène, aux sanitaires ou à l'eau à boire dans l'espace public urbain. Ces équipements sont nécessaires pour les populations les plus vulnérables : les personnes sans-abri et les habitants de logements précaires et insalubres où l'accès à l'eau est très limité.

Ainsi, les municipalités doivent intégrer une dimension de solidarité dans leur gestion de l'eau en considérant de nouvelles options, comme l'ouverture au plus grand nombre des équipements sanitaires existants ou la réhabilitation d'anciens équipements collectifs. Bordeaux a connu il n'y a pas si longtemps les bains-douches modernes, lieux d'hygiène historiques, où se rencontraient tout type de public autour de l'eau, aujourd'hui reconnue patrimoine commun de la nation.

20 : Tsanga Tabi, Marie et Nafi, Amir. 2013. Durabilité sociale de la gestion de l'eau urbaine en France et évaluation des effets sociaux d'un modèle d'analyse garantissant la solidarité dans l'accès à l'eau. *Vertigo*. La revue électronique en sciences de l'environnement. Volume 13, n°3. [Journals.openedition.org](https://journals.openedition.org/vertigo/14551). Consulté en ligne le 29.11.2020 : <https://journals.openedition.org/vertigo/14551>.

21 : Damon, Julien. 2020. Combien compte-t-on de personnes sans domicile en France ? Observatoire des inégalités. [Inegalites.fr](https://www.inegalites.fr). Publié le 08.09.2020, consulté en ligne le 02.12.2020 : <https://www.inegalites.fr/Combien-de-SDF>.

22 : Fouray, Daniel. 2020. La Fondation Abbé Pierre recense près de "300 000 SDF en France", en "électrochoc". [Ouest-france.fr](https://www.ouest-france.fr). Publié le 15.11.2020, consulté en ligne le 15.12.2020 : <https://www.ouest-france.fr/societe/pauvrete/la-fondation-abbe-pierre-recense-pres-de-300-000-sdf-en-france-un-electrochoc>

23 : Leras, Marc. 2017. Pénurie de toilettes publiques à Marseille. [Leparisien.fr](https://www.leparisien.fr). Publié le 31.12.2017, consulté en ligne le 15.12.2020 : <https://www.leparisien.fr/societe/penurie-de-toilettes-publiques-a-marseille-31-12-2017-7477677.php>.

24 : Righe, Justine. 2013. A Paris, des bains-douches de plus en plus populaires. [Liberation.fr](https://www.liberation.fr). Publié le 11.08.2013, consulté en ligne le 15.12.2020 : [https://www.liberation.fr/societe/2013/08/11/a-paris-les-bains-douches-de-plus-en-plus-populaires\\_924232](https://www.liberation.fr/societe/2013/08/11/a-paris-les-bains-douches-de-plus-en-plus-populaires_924232).

25 : Albinet, Vincent. 2020. Un camion douche pour les femmes de la rue prend ses quartiers à Toulouse. [Francetvinfo.fr](https://france3-regions.francetvinfo.fr). Publié le 23.07.2020, consulté en ligne le 15.12.2020 : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/camion-douche-femmes-rue-prend-ses-quartiers-toulouse-1855898.html>.

26 : Barthélémy, Simon. 2017. Des économies au compte-goutte en Gironde. [Rue89Bordeaux.com](https://rue89bordeaux.com). Publié le 15.12.2017, consulté en ligne le 10.12.2020 : <https://rue89bordeaux.com/2017/12/economies-eau-compte-goutte-gironde/>.

27 : Barthélémy Simon. 2019. 2130 personnes vivent sans accès à l'eau potable à Bordeaux Métropole. [Rue89Bordeaux.com](https://rue89bordeaux.com). Publié le 22.03.2019, consulté en ligne le 10.12.2020 :

<https://rue89bordeaux.com/2019/03/2130-personnes-vivent-acces-a-leau-potable-abordeaux-metropole/>.

28 : Action Bordeaux. 2017. Pétition "Juste un accès à l'eau pour tous". Collaboration avec Dynam'eau - France Libertés Gironde - Médecins du Monde Aquitaine - Architectes Sans Frontières. [Change.org](https://www.change.org). Consulté en ligne le 10.12.2020 : <https://www.change.org/p/juste-un-acces-a-leau-pour-tous>.



**PARTIE II**  
**ENQUÊTE DE TERRAIN :**  
**CONSTATS ET PISTES DE**  
**RÉFLEXION DÉVELOPPÉES**

## A - Etat des lieux des équipements sur la métropole

Cette première partie vise à dresser un état des lieux des équipements à Bordeaux : leurs localisations, les différents types d'équipements, leur fréquentation, les usagers afin de mieux saisir les tenants et les aboutissants des enjeux liés à l'eau.

Les installations liées à l'eau existantes à Bordeaux ont été ici catégorisées en trois types :

Les installations liées à la gestion (cette section a été explicitée en première partie)

Les installations liées au plaisir (fontaines d'ornement, miroir d'eau...)

Les installations liées à l'eau nécessaire (toilettes, douches, fontaines à boire...).

### Eau plaisir :

Si le miroir d'eau, devenu symbole de la métropole bordelaise, est l'un des équipements liés à l'eau plaisir le plus célèbre, il n'est pas le seul que la ville a à offrir. En effet, ce n'est pas moins de 109 fontaines d'ornement que l'on compte sur l'ensemble des communes de Bordeaux Métropole (dont 33 rien que sur la ville de Bordeaux). Les sources naturelles d'eau sont aussi nombreuses dans les différentes communes (plus d'une dizaine).

### Fontaines :

En octobre 2019, 465 points d'eau ont été recensés dans la Métropole, 157 à Bordeaux et 308 hors Bordeaux. Ce décompte prend en considération les points d'eau identifiés dans l'espace public, accessibles à tous et raccordés, pour la plupart, à un réseau public.<sup>29</sup> Pour ce qui est des fontaines d'eau potable uniquement, on en compte 210 sur le même territoire. En moyenne, cela revient à environ 3,5 points d'eau et 1,6 fontaines à boire pour 1000 habitants métropolitains. Toujours selon le rapport de l'a-urba, peu de projets en lien avec les fontaines à boire sont envisagés par les communes, souvent faute de demande citoyenne.

### Toilettes :

Une cinquantaine de toilettes publiques ont été recensé à Bordeaux Métropole<sup>30</sup> pour une population d'environ 749 595 habitants<sup>31</sup>, ce qui fait un rapport d'environ 0,08 toilettes publiques par tranche de 1000 habitants. Ce ratio est déjà bien inférieur à celui des fontaines d'ornements ou à boire, ce qui fait pleinement écho aux propos recueillis lors des micro-trottoirs et aux observations de terrain.

Type d'équipement	Nombre	Ratio pour 100 habitants sur la métropole	Ratio pour 100 habitants pour Bordeaux
Eau plaisir	109	0,014	0,43
Fontaines	465	0,06	0,18
Toilettes	50	0,0067	0,02

29 : a'urba, 2019. Les points d'eau dans l'espace public urbain : état des lieux et éléments de stratégie - étude décembre 2019.

30 : Liste des sanitaires de Bordeaux Métropole. Ville de Bordeaux, à jour le 20 mars 2020. [http://www.bordeaux.fr/ebx/pgPresStand8.psm!/?\\_nfpb=true&](http://www.bordeaux.fr/ebx/pgPresStand8.psm!/?_nfpb=true&)

31 : Bordeaux Métropole. (2020, 30 septembre). 28 communes. <https://www.bordeaux-metropole.fr/Metropole/1-metropole-28-communes/28-communes>

32 : Liste des points d'eau de Bordeaux Métropole. Ville de Bordeaux, à jour le 20 mars 2020 <http://www.bordeaux.fr/p53042/les-points-d-eau-de-bordeaux>

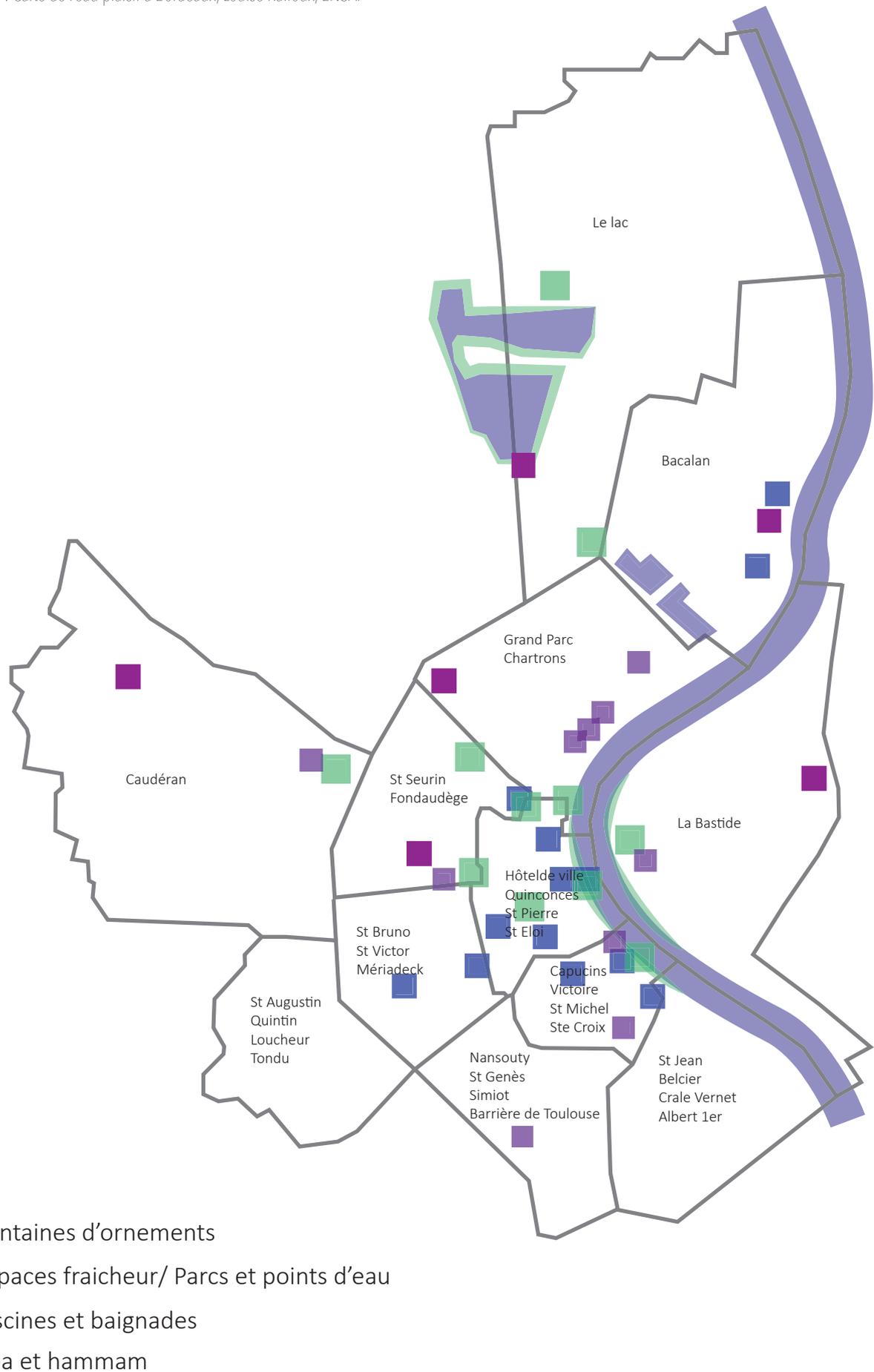
33 : Liste des sanitaires de Bordeaux Métropole. Ville de Bordeaux, à jour le 20 mars 2020. <http://www.bordeaux.fr/ebx/pgPresStand>



# Carte de l'eau plaisir

## La ville de Bordeaux

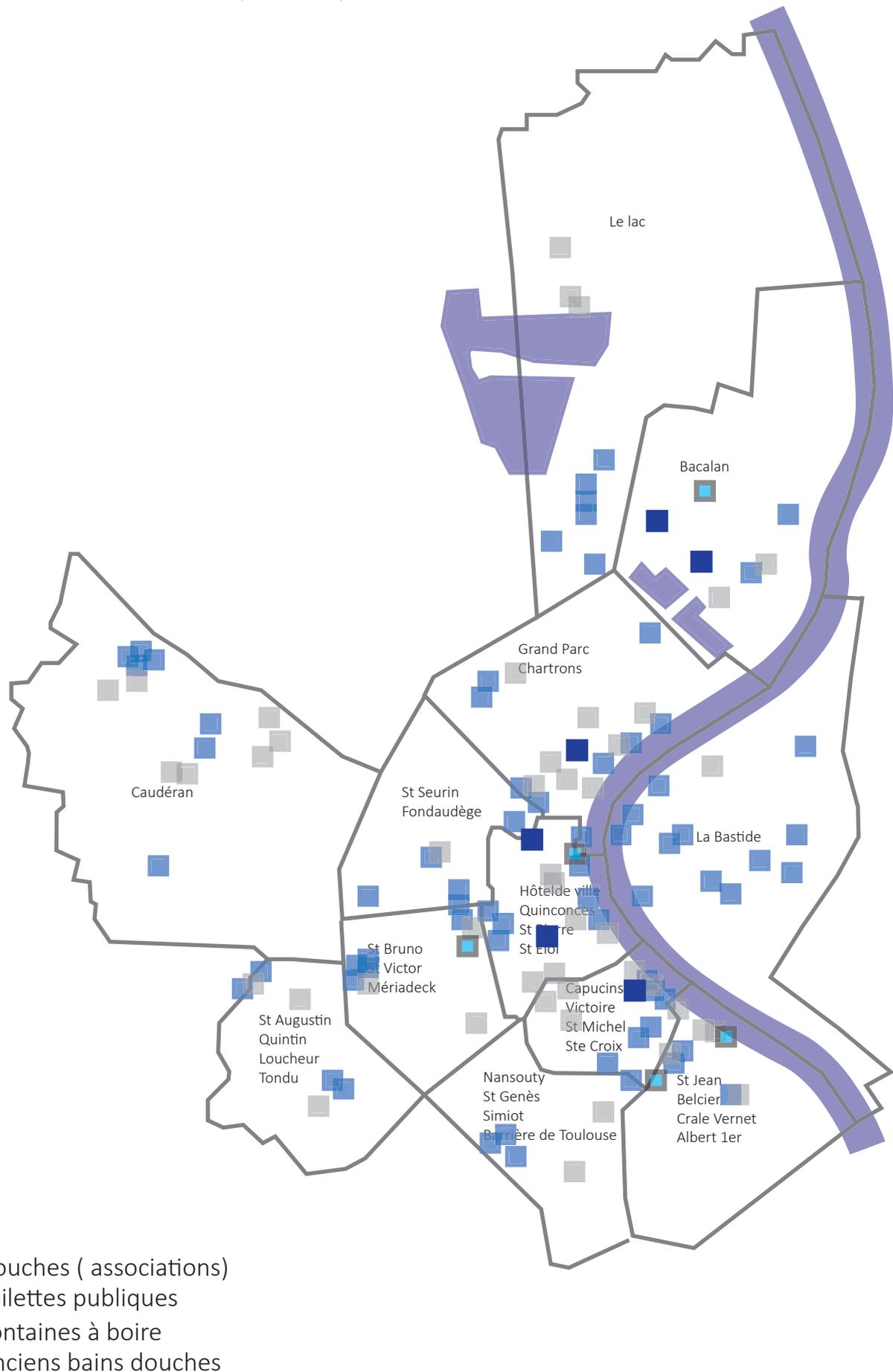
Figure 8 : Carte de l'eau plaisir à Bordeaux, Louise Raffoux, ENSAP



# L'eau nécessaire en équipements

## La ville de Bordeaux

Figure 9 : Carte de l'eau nécessaire à Bordeaux, Louise Raffoux, ENSAP



### 1 - Répartition des infrastructures

À l'échelle de Bordeaux Métropole, on remarque une concentration des infrastructures, nettement majoritaire, dans l'hypercentre métropolitain, qu'elles soient liées à l'eau nécessaire ou bien à l'eau plaisir.

Nous avons pris le parti par conséquent de nous focaliser sur la ville de Bordeaux pour l'observation de cette répartition. Les cartes -présentées aux pages précédentes- montrent aussi que les installations liées à l'eau nécessaire sont plus nombreuses que celles pour l'eau plaisir.

### 2 - Fréquentations des infrastructures

Les équipements nécessaires à la ville, comme les toilettes et les fontaines, sont donc relativement nombreux et répartis selon la densité de population (plus dense dans le centre). Ces deux observations constituent des éléments nécessaires au bon fonctionnement de la ville, car ils répondent à un besoin. En effet, les toilettes publiques totalisent presque autant d'entrées que le miroir d'eau n'accueille de visiteurs en été.

Si l'office de tourisme de Bordeaux estime une fréquentation du miroir d'eau à 4.000 personnes par jour en août, les toilettes publiques quant à elles ont accueilli en Août 2013, 93 709 entrées (soit plus que la cathédrale et le grand théâtre réunis).<sup>34</sup> On remarque ainsi que les équipements liés à l'eau plaisir (fontaines d'ornement, espaces de fraîcheur et notamment miroir d'eau) attirent plus que les espaces d'eau nécessaire (toilettes et fontaines à boire).

Ces chiffres, excluant les urinoirs, ont pour conséquence une fréquentation de "plus de 2 000 entrées par mois en moyenne par Sanisette et plus de 2 400 par jour pour l'ensemble de 46 Sanisettes, avec les Quinconces en haut du podium."<sup>35</sup>

### 3 - Etat des lieux des équipements

Pour compléter le recensement des équipements, un état des lieux a été effectué, afin de mettre en lumière les types d'équipement, ainsi que leur état.

Les différents types d'équipements rencontrés sont les suivants :

- Toilettes automatiques.
- Sanisettes.



Figure 10 : Photo équipement de Bordeaux, Gaelle Batard.



Figure 11 : Photo équipement de Bordeaux, Gaelle Batard.



Figure 12 : Photo équipement de Bordeaux, Gaelle Batard.



Figure 13 : Photo équipement de Bordeaux, Gaelle Batard.

34 : DARFAY Catherine, «Le point sur le petit coin», 18 Aout 2014, Sud Ouest <https://www.sudouest.fr/2014/08/18/le-point-sur-le-petit-coin-1644779-2780.php>.

35 : DARFAY Catherine, «Le mois d'août à Bordeaux, c'est miction impossible», 1er Août 2015, Sud Ouest, <https://www.sudouest.fr/2015/08/01/le-mois-d-aout-en-ville-c-est-miction-impossible-2085284-2780.php>.

## B - Méthodologie de l'enquête de terrain

Pour mener une enquête de terrain efficace nous avons fait appel à différents outils méthodologiques, afin de la rendre la plus complète possible. Trois méthodes ont été mises en œuvre. Une entrée en matière a été celle du micro-trottoir et d'une enquête en ligne pour décortiquer les premières problématiques de l'accès à l'eau, notamment dans l'espace public. La seconde approche s'est concentrée sur les publics précaires (SDF, squatteurs) en allant sur le terrain. Enfin la rencontre de professionnels, de techniciens et d'élus, a permis d'aborder états des lieux et enjeux techniques et politiques autour de l'accès social à l'eau. Nous avons pris le parti de rencontrer différents types d'usagers et des acteurs exerçant dans des domaines distincts dans le but de multiplier les angles de vue sur cette question de l'accès social au sein de Bordeaux Métropole.

Il était essentiel d'interroger les publics directement concernés pour saisir la réalité du terrain la plus fine et précise possible, C'est cette stratégie de varier les acteurs et publics dans nos rencontres, qui nous a permis de croiser les points de vue et d'obtenir une vision la plus complète possible, au vu du temps et des moyens investis, et des problématiques traversant le thème de l'accès social à l'eau.

### Capter le regard des usagers sur les infrastructures :

Ainsi nous avons d'abord mené une enquête auprès des citoyens et des usagers des infrastructures en général, au travers d'un questionnaire en micros-trottoirs et en ligne. Cet outil nous a permis de récolter un nombre non négligeable de réactions et d'avis concernant les infrastructures au sein de la métropole, et les problèmes que pouvaient rencontrer les usagers, comme nous le développons par ailleurs. Les questions se sont organisées autour des thèmes suivants : la connaissance des infrastructures, leur visibilité, la propreté de celles-ci, les solutions adoptées pour aller aux toilettes, etc. (Pour plus de précision : guide micro-trottoir et questionnaire en annexe.)

Période d'enquête : Février 2020

Terrains : Place de la Victoire, Jardin Public et Grand Parc

### À la rencontre des publics spécifiques et de leur besoin en accès l'eau :

Deuxièmement, nous sommes allés directement à la rencontre des publics fragiles en termes d'accès à l'eau, c'est-à-dire les personnes sans domicile fixe et les occupants sans droits ni titres notamment. Nous sommes donc d'abord allés à la rencontre de personnes sans domicile fixe dans le centre-ville de Bordeaux où elles se trouvent majoritairement. Nous avons pu discuter avec treize d'entre eux. Nous avons également pu visiter deux squats. Ces rencontres avaient pour but de nous permettre de demander directement aux personnes concernées leur avis sur la question, de recueillir leur témoignage quant à leur expérience en la matière. Afin de ne pas submerger nos interlocuteurs, nous avons concentré nos échanges en quelques questions simples,

pour pouvoir tirer l'essentiel de ces rencontres. Les questions se sont organisées autour des thèmes suivants : les difficultés du quotidien, les solutions adoptées, le rapport aux infrastructures publiques, les idées d'améliorations potentielles, etc. (Voir questionnaire en annexe pour le détail des questions.)

Nombre de personnes rencontrées : 13

Lieux de rencontre : Hyper-centre de Bordeaux (Rue Ste Catherine, Cours Victor Hugo, Cours de la Marne etc.)

### La vision « experte » : les acteurs associatifs, les techniciens et les élus :

Enfin, nous avons mené plusieurs entretiens semi-directifs avec des acteurs variés. Ainsi six associations en lien avec ces thématiques ont pu être interrogées afin de recueillir leurs analyses sur ces problématiques. En outre, nous avons aussi pu nous entretenir avec des élus de la ville qui sont fraîchement arrivés aux responsabilités sur ces questions.

Tous les acteurs que nous avons rencontrés ont été choisis en s'appuyant sur le témoignage des personnes rencontrées, ainsi que les conseils des diverses associations qui ont pu mentionner leurs pairs. Réaliser cette dernière nous a permis d'identifier les différentes personnes et structures qui travaillent sur ces questions, et qui sont au contact des populations concernées, et pour lesquelles il était essentiel de recueillir leur analyse. Les questions se sont organisées notamment autour des thèmes suivants : le travail mené par l'association ou l'acteur public en question, les publics accueillis, les constats concernant l'accès à l'eau pour ces publics, les actions menées pour améliorer l'accès à l'eau, les partenariats existants, l'impact de la crise sanitaire, les projets en cours ou à venir.

Nombre de personnes rencontrées en entretien semi-directif : 11

Au cours de ces entretiens, nous avons donc abordé différents sujets qui sont en fait ressortis des différentes rencontres préalables (micros-trottoirs, rencontres avec les publics fragiles, et entretiens passés), ou qui au contraire ont émergé lors de ces entretiens. Ainsi, les sujets des difficultés rencontrées au quotidien en termes d'hygiène, de confort, de dignité ont été bien sûr soulevés. Néanmoins ce ne sont pas les seuls et des thèmes plus inattendus ont émergé. Nous avons donc pu aborder la question du genre dans la rue ou encore les rivalités entre populations. Bien sûr, les problématiques liées à l'épidémie de coronavirus et au confinement, qui ont largement émaillées cette année 2020 ont aussi pris leur place dans notre réflexion et celle de nos différents interlocuteurs. Il semble, au-delà des grandes difficultés qu'elle a ajoutées, que cette crise sanitaire a permis de mettre au premier plan le sujet de l'accès social à l'eau dans les métropoles.

Cette enquête de terrain est au cœur de ce travail, et c'est elle qui a permis l'élaboration de propositions de solutions présentées dans la troisième partie.

Nb : Tous les entretiens et les rencontres effectués sont disponibles dans les annexes sous formes de retranscriptions complètes et/ou de synthèses.

## C - Les constats de l'enquête de terrain

### 1 - Où trouver de l'eau ? L'enjeu de la signalétique en ville

L'un des premiers enjeux liés aux équipements de l'eau et à leur accessibilité est la signalétique.

Le problème est connu de tous : vous êtes quelque part dans une ville et vous avez soudain une forte envie d'uriner. Si vous êtes en terrain connu, vous savez où vous pouvez faire une pause. Cela devient difficile dans une ville étrangère, surtout dans une ville comme Bordeaux, où il y a beaucoup de touristes: la signalisation des installations sanitaires publiques est très importante.

#### a. Un parc de toilettes assez méconnu

Dans nos enquêtes environ 60 % des personnes interrogées ne peuvent localiser qu'un maximum de trois toilettes publiques ou fontaines à boire. De nombreux interrogés étaient des habitants de la région ou de la ville, ce qui signifie que les résultats seraient probablement encore plus importants et les constats alarmants pour les touristes. En tout, plus de 54% des personnes interrogées lors des micros-trottoirs trouvent que les toilettes publiques sont difficilement repérables. C'est l'un des arguments principaux utilisé par les passants pour justifier le fait qu'ils n'utilisent les toilettes publiques qu'en dernier recours.

Le problème est un peu moins visible chez les SDF, la plupart d'entre eux pouvant localiser au moins une sanisette publique. En effet, leur connaissance de ces équipements est souvent très précise, permettant de toujours savoir à quel moment tel ou tel équipement est le meilleur. Un des SDF que nous avons rencontré à Bordeaux nous a notamment confié connaître "à peu près" les horaires de nettoyage des toilettes publiques pour pouvoir y aller au moment le plus propice. D'équipement en équipement, c'est tout un itinéraire qui rythme la vie des sans-abris bordelais.

#### b. Un design remis en cause

Les toilettes publiques de Bordeaux ont un design discret. Ils ne peuvent faire signalétique par eux-mêmes, de par leur propre implantation. Ils ont tendance à s'effacer dans l'espace public à cause de leur couleur qui les rend discrets. Une simple indication est écrite sur l'équipement lui-même. Bien souvent les Bordelais connaissent leur emplacement car ils passent devant quotidiennement.

Le problème du manque de signalétique est le même pour les fontaines à boire. Elles sont discrètes et à peine visibles. Aucun affichage ne permet de les identifier. Trouver de l'eau en ville pourrait-être plus simple grâce à une meilleure signalisation ou affichage, une multiplication des usages ou simplement avec des équipements moins discrets et facilement repérables.

Les touristes qui visitent Bordeaux, ne sauraient pas deviner où se situent les équipements, où seraient les emplacements stratégiques où on peut être sûr de trouver des toilettes par exemple. Certaines villes ont résolu le problème grâce à des applications, ou directement sur le site de la Mairie, on peut trouver des toilettes ou une fontaine au même titre qu'un arrêt de bus.

#### c. Le besoin de repérer rapidement les toilettes publiques à proximité

Notre enquête a également révélé qu'en moyenne, les gens sont prêts à prendre entre cinq et dix minutes pour trouver un équipement public. Cela signifie qu'il est non seulement important d'avoir des panneaux à proximité immédiate, mais aussi d'avoir une signalisation qui se trouve, par exemple, à 400 mètres des toilettes publiques.

Un mélange de slogans accrocheurs sur le site et un design mettant en valeur les aménagements sanitaires, ou une simple application sont probablement des mesures judicieuses pour améliorer la signalétique. Une autre façon d'attirer l'attention sur les installations est d'utiliser la couleur. La plupart des toilettes publiques sont peintes en gris ou en noir. Ainsi, ils s'intègrent bien dans le paysage urbain, mais n'attirent pas aussi rapidement l'attention du chercheur ou du passant.

### 2 - De l'impossibilité d'une seule solution : à chaque public, des besoins spécifiques

Comme vu plus haut, nous avons eu la chance de pouvoir discuter avec un public diversifié, ce qui nous a permis d'aborder le problème sous différents aspects, et d'appréhender en particulier la complexité de la problématique de mixité des populations. La population SDF ne regroupe pas seulement les gens qui font la manche dans la rue. Il y a aussi les invisibles, ceux que l'on ne voit pas, qui restent cachés. Selon certaines associations, les travailleurs pauvres, les femmes seules, les migrants n'iront pas dans les mêmes endroits que les "punks à chien". "Les publics les plus précaires, les plus extrêmes - les femmes, les femmes avec enfants, les gens du voyage, les roms, certaines communautés n'iront pas dans les bains-douches, voilà. Ils ne se mélangeront pas avec des punks à chiens ou des toxicomanes" affirme Aimeric Enard, bénévole à la Croix Rouge Bordeaux. Alice Corbin, deuxième adjointe à la ville de Bordeaux et en charge de la ville de demain, cohésion sociale et territoriale lors de l'entretien (17 mars 2020), indique concernant les anciens bains douches des Quinconces : "on se retrouvait entre les touristes et les personnes vulnérables. Il y avait quand même des problématiques de cohabitation avec les publics vulnérables entre eux. Avec des publics, avec des cultures très différentes et des façons d'appréhender l'eau et puis le vivre ensemble de façon très différentes."

Selon d'autres associations, cette population se côtoie déjà, lors des distributions alimentaires ou dans certains foyers. Le collectif Bienvenue précise que les différents publics n'ont par

ailleurs pas les mêmes horaires, les travailleurs pauvres se levant plus tôt avant d'aller travailler auraient tendances à utiliser les équipements tôt le matin, les familles d'Europe de l'Est un peu plus tard, les familles africaines dans l'après-midi, etc.

Les publics des squats, que nous imaginions également centraux dans notre analyse, n'ont en réalité pas vraiment de problème d'accès à l'eau. Leur problématique est plus profonde, sur les questions d'eau chaude, et de salubrité du dispositif. Ils ont cependant l'eau potable "chez eux".

L'hygiène chez les personnes à la rue est, comme nous l'avons vu, un sujet sensible. C'est l'une des causes qui les fait se sentir (et être ?) si rejetée. Aimeric Enard, explique que l'un des plus gros problèmes de ce public est la déshumanisation. "Si l'on ne vous considère plus comme un être humain, comment réussir à le faire soi-même ?" Notre problématique est donc centrale.

La crise du coronavirus a accéléré certaines initiatives de la part de la mairie bordelaise. Aujourd'hui, tous les squats sont raccordés à l'eau potable (froide). Cependant le confinement a été très douloureux, en particulier pour les personnes à la rue. Leurs maigres revenus dus à la manche ont cessé, les commerces qui leur donnaient des choses à manger ou à boire étaient fermés et certaines associations ont pour un temps fermé leurs portes. Il y a eu des moments très difficiles, que l'on a pu entendre du côté des associations comme des SDF avec qui nous avons discuté. Jean : "C'était dur. C'était dur."

Si la visite des squats a été particulièrement enrichissante pour le groupe, nous permettant d'avoir une vision d'ensemble plus large et précise sur la question des publics précaires en ville, ce ne sont pas les usagers les plus concernés par les aménagements publics d'accès à l'eau. Nous avons pu rencontrer une grande diversité de squatteurs qui, dans l'ensemble et malgré la précarité de leur habitat, n'utiliseraient que de manière occasionnelle, voire pas du tout les équipements d'accès solidaire à l'eau (toilettes et douches publiques entre autres), ce public ayant déjà un accès à l'eau "chez eux". La plupart demandent en priorité d'améliorer leur qualité de vie au sein du squat et affirment qu'ils n'utiliseraient pas d'équipements publics comme les douches et WC dans la rue, si ces derniers étaient aménagés. Hommes et femmes, immigrés ou non, enfants...

### 3 - L'avis des bordelais

#### a. Le manque d'infrastructures

L'enquête de terrain et notamment les micro-trottoirs ont confirmé que pour 70% des personnes interrogées, les équipements ne sont pas assez nombreux au sein de la métropole. Rappelons également qu'environ 50% des personnes ne savent pas situer des équipements comme des toilettes ou des fontaines.

Cette situation est principalement due à un manque de

signalétique. En effet, 37% des personnes qui arrivent à repérer les équipements y parviennent car ceux-ci se trouvent sur leurs trajets habituels.

Dans la ville de Bordeaux, les équipements comme les toilettes publiques ont un emplacement stratégique. Par exemple, près des stations de tramway et plus récemment sur les quais. Cependant, il ne semble pas nécessaire que chaque rue possède des toilettes ou des fontaines : 61% des personnes interrogées sont prêtes à parcourir entre cinq et dix minutes pour trouver un équipement. Toutefois, cela n'est pas représentatif du discours tenu par les personnes SDF que nous avons rencontrées qui elles considèrent qu'il y a trop peu d'équipements de sanisettes ou du moins qu'elles sont trop éloignées les unes des autres.

En revanche, la sensation du manque d'équipements est indissociable du manque de visibilité. En effet, un équipement mal signalé n'est pas repérable par les passants et donc invisible pour eux.

Un autre manque souligné à plusieurs reprises est l'absence de douches publiques au sein de la Métropole. Le seul moyen de profiter d'une douche lorsque l'on n'est pas chez soi ou que l'on vit en précarité voire dans la rue est de se rendre dans des locaux associatifs, centres sociaux (pour les personnes SDF principalement) ou au sein d'établissements comme des piscines municipales par exemple qui eux possèdent tous les équipements nécessaires, encore faut-il que la structure en question accepte de les mettre à disposition.

A Bordeaux, les huit bains-douches de Bordeaux ont fermé au plus tard au XXème siècle. Pourtant, 73% des personnes interrogées trouvent nécessaire d'avoir des bains-douches en ville, pour les publics suivants : sans-abris/mal logés, migrants, touristes et sportifs (dans cet ordre).

Lors de nos rencontres avec les publics de SDF, tous ont exprimé le souhait de retrouver des équipements bâtis comme des bains-douches qui sont pour eux des lieux synonymes d'hygiène bien évidemment mais surtout de chaleur, de confort, de sécurité, d'intimité et même de sociabilité.

*« J'allais régulièrement à Bristol (quai de Bristol à Bordeaux), raconte Paul, SDF d'une soixantaine d'années. C'est vieux mais c'est propre. Comme moi. Depuis un an, je vais dans les assos dont les bénévoles sont très sympas mais ce n'est pas la même ambiance : à Bristol, j'avais l'impression d'être indépendant. L'hygiène, c'est aussi de l'intimité. »<sup>36</sup>*

Malheureusement, suite à des problèmes de gestion, d'entretiens et de tensions entre les publics sur le site, ces douches ont fini par être fermées.

Une étude et un reportage réalisés dans les villes de Paris et de Lyon, montrent l'utilité des douches publiques, ce qu'elles peuvent apporter aux personnes fragiles, le public qui

<sup>36</sup> : Delnest, Yannick, "Bordeaux : les dernières douches publiques sont désormais inutilisables", Journal Sud-Ouest, Bordeaux, 2016.

les utilise, la fréquence d'utilisation et le confort que cela induit. Selon l'étude menée sur les bains-douches de Paris<sup>37</sup> 90% des usagers sont des hommes, n'ayant pas la nationalité française, pour la plupart sans emploi et vivant en famille. Leur fréquence d'utilisation est de deux fois par semaine dans 37.5% des cas. Les bains douches de Paris sont utilisés pour plusieurs raisons, tant sanitaires que sociales. Faire des économies, rencontrer des gens, se réchauffer ou se relaxer. Ces bains douches ont l'eau en commun comme vecteur de sociabilité et de bien-être.

Lors de notre entretien avec Alice Corbin qui travaille à la mairie de Bordeaux dans la délégation d'Alexandra Siarri, nous avons pu avoir l'avis de la mairie sur le manque de douches accessibles dans l'espace public. Aujourd'hui, seules des structures d'accueil de jour offrent des douches. Il semble donc important et nécessaire que Bordeaux puisse offrir des douches à plus grande échelle et plus grande quantité ; qu'il s'agisse de douches publiques ou de douches ouvertes par des associations. La mairie a aussi demandé à des partenaires de penser à des espaces de laverie solidaire (plus pour les travailleurs pauvres ou publics de passages).

*« Sur l'espace public, il y a quand même des fontaines. Les douches, il y a un certain nombre d'associations quand même qui proposent des douches. On travaille aussi quand même avec une autre association qui s'appelle Dynam'eau, qui est présente sur le territoire Bordelais, et qui essaie au maximum de faciliter l'accès à l'eau dans les squats. »<sup>38</sup>*

#### b. Les questions de la salubrité et de la sécurité

Notre enquête a montré que 72% des gens trouvent que les toilettes ne sont pas adaptées à leurs besoins. Dans 94% des cas, la raison principale est la propreté des équipements. En second vient leur non-fonctionnement (apparent ou effectif), trop fréquent selon l'avis des personnes interrogées.

La première conséquence à cela est le fait que la plupart des gens n'utilisent les toilettes publiques qu'en cas d'urgence et certaines personnes SDF préfèrent faire leurs besoins directement dans la rue plutôt que d'utiliser les sanisettes.

D'après les informations recueillies lors des micro-trottoirs, seule une personne sur neuf utilise "souvent" des toilettes publiques. Pour les femmes, le non recours aux toilettes publiques s'explique par le fait qu'elles sont contraintes à un contact direct avec l'infrastructure ce qui représente un inconvénient important lorsque celle-ci apparaît comme sale ou insalubre.

À Bordeaux, les toilettes sont autonettoyantes, après un certain nombre de chasses d'eau, l'intérieur de la sanisette est entièrement nettoyé. Bien que ce système permette de "rincer" les toilettes, la cuvette reste quand à elle humide et parfois même sale. De plus, ces lavages à grandes eaux -en plus de risquer de provoquer quelques glissades- laissent le sol très humide ce qui, par conséquent, devient très rapidement insalubre car les gens salissent directement le sol en marchant alors qu'il n'est pas encore sec.

La société « Urilift » a elle fait des problèmes de propreté et de sécurité des toilettes publiques un atout. En effet, cette société a conçu un équipement qui, lorsqu'il n'est pas utilisé, est sous terre, et n'en sort que le soir pour répondre aux besoins des fêtards. Ainsi, les dégradations ou la saleté produite pendant la nuit, ne gênent pas la journée. À l'intérieur, un programme de nettoyage automatique est lancé systématiquement pour que les toilettes restent propres. Toutefois, l'équipement n'est accessible qu'à certains moments de la journée.

L'entreprise a également récemment développé le produit «Urilady» qui est un projet de toilettes publiques réservé et adapté aux besoins des femmes.



Figure 14 : Equipement Urilift

De plus, l'odeur désagréable associée aux toilettes publiques en décourage beaucoup à les utiliser. Si cela a été peu évoqué lors des micro-trottoirs, nos constats relatifs sont quasi unanimes à ce sujet. En effet, dans les villes de Göteborg en Suède, São Paulo au Brésil et Toulouse en France étudiées dans les rapports d'étonnement (voir annexes), certains évoquent les odeurs "nauséabondes" ou "insoutenables" qui caractérisent les équipements de toilettes publiques. À Toulouse on repère même parfois les toilettes publiques grâce à leur odeur.

Avec son produit, le «Pplanter», le Hyphae Design Laboratory, basé à Oakland, en Californie, limite les odeurs grâce à un procédé à la fois innovant et ancestral. En effet, afin d'éviter que les urines, responsables des mauvaises odeurs, ne stagnent dans un bac, elles sont ici directement traitées par un système de phytoépuration intégré à l'urinoir.



Figure 15 : Equipement Pplanter

Toutefois, il semblerait que les problèmes d'odeurs ne viennent pas réellement du fait que les urines stagnent dans des réservoirs mais sont plutôt davantage liés à un problème de sécurité et notamment d'incivilités fréquentes.

En effet, les sanisettes étant des espaces clos, l'utilisateur échappe à tout contrôle et est libre de vandaliser comme il le souhaite l'intérieur de l'équipement et notamment d'uriner en dehors de la cuvette entre autres. De plus, dans les quartiers étudiants (à la Victoire par exemple pour ne citer que Bordeaux), les propos rapportés par le micro-trottoir rapportent que beaucoup de fêtards ont besoin d'utiliser des toilettes et l'offre devient alors insuffisante.

Par conséquent, les toilettes pour les raisons évoquées précédemment sont sales, et il y a parfois trop d'attente pour les besoins urgents et les gens préféreront se soulager dans les rues alentour en urinant sur les murs, les voitures ou le mobilier urbain alentour.

Pour pallier ces phénomènes et ainsi traiter en grande partie la cause de l'insalubrité des équipements de sanisettes, de plus en plus de villes - et notamment Bordeaux dans peu de temps - s'équipent de "l'Uritrottoir" à proximité des lieux de fêtes. Le but est de proposer une offre supplémentaire pour les hommes. En effet, il s'agit bien d'un urinoir pour les hommes mais, à terme, ils utiliseront logiquement moins les toilettes publiques, situés à quelques mètres seulement, ceux-ci pouvant donc être davantage réservés aux femmes même si rien ne l'indique textuellement.

En installant des infrastructures comme Pplanter ou Uritrottoir, l'objectif est aussi que l'espace public soit rendu plus vert et que les toilettes fassent meilleure impression auprès de la population, soient mieux acceptés, s'appuyant sur des valeurs liées à l'écologie, au recyclage et aux énergies vertes.



Figure 16 : Equipement Uritrottoir

Nous avons également constaté que le même problème se pose avec les fontaines à eau. En effet, notre enquête a montré que 93% des gens préfèrent acheter une bouteille ou demander un verre au lieu d'utiliser les fontaines d'eau. Les fontaines sont utilisées par de nombreuses personnes pendant la journée et ne sont pas nettoyées régulièrement. Sur la plupart de ces équipements des traces sont visibles et rebutent les potentiels utilisateurs d'autant plus dans la situation de crise sanitaire que nous subissons actuellement.

#### 4 - Un mécontentement de la part des usagers sans domicile

L'enquête de terrain nous a amené à rencontrer des personnes sans domicile fixe. Nous en avons rencontré 13 au total, dont une femme.

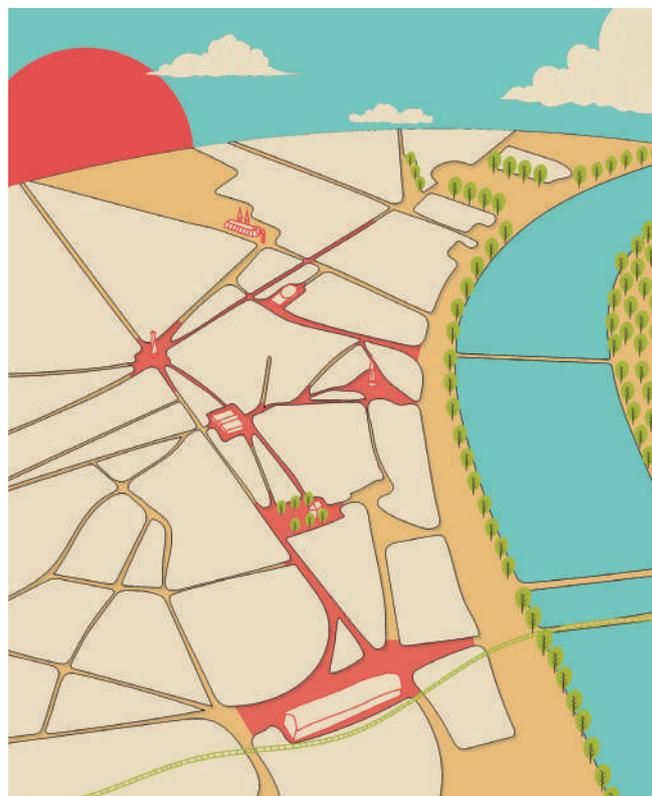


Figure 17 : Espaces du centre-ville de Bordeaux les plus fréquentés par les SDF

##### a. Un public qui se sent stigmatisé

Au cours des interviews, nous avons remarqué que la plupart souffrent beaucoup du regard des autres et se sentent stigmatisés. En effet, l'un de ceux que nous avons voulu interroger s'est instantanément vexé lorsque nous avons commencé à aborder la question de l'accès à l'hygiène et n'a pas souhaité nous répondre, il s'est éloigné en disant : « Ce n'est pas parce qu'on est à la rue qu'on est des crasseux ». Un autre, que nous avons rencontré près de la place André Meunier, nous a demandé : « Vous allez interroger d'autres gens où seulement nous ? ». Une fois que nous lui avons expliqué l'ensemble de notre démarche, il a accepté de se joindre à la discussion.

##### b. Entre besoin d'autonomie sanitaire et craintes des structures d'accueil

Nasser<sup>39</sup>, également rencontré sur la place André Meunier, nous a confié que le fait de devoir contacter le 115 (Samu social) pour prendre une douche est très dégradant pour lui. En effet, cela revient à demander la permission à une tierce

37 : Lévy Vroelan, Claire, Bony, Lucie, Fesdjian Sophie, "Les bains-douches de Paris : une enquête sur les lieux et leurs usages", Paris, 2019.

38 : Alice Corbin, Entretien avec Alice Corbin, mars 2020.

39 : Pour des raisons d'anonymat, tous les prénoms des personnes rencontrées ont été changés dans le dossier et en annexes.

personne pour bénéficier d'équipements qui sont considérés comme essentiels par tous et auxquels la plupart des citoyens ont accès de manière totalement libre.

Certains, comme Nasser et ses amis, refusent d'aller dans les centres d'accueil car, selon eux, ceux-ci sont « invivables » car surpeuplés, insalubres et source de conflits. En refusant d'aller dans ces centres ils ne peuvent, par conséquent, pas bénéficier de leurs équipements sanitaires (douches et WC). C'est pourquoi seuls les plus motivés parviennent à prendre une à deux douches par semaine tout au plus. Pour les autres, la toilette se résume à utiliser les sanisettes présentes en ville pour se laver. Toutefois, les personnes SDF sont contraintes de séjourner un certain temps dans ces centres afin de bénéficier d'aides pour trouver un logement ou des aides financières.

#### c. Le besoin d'eau chaude

Un autre point abordé à la quasi-unanimité est le manque d'eau chaude au sein des équipements de type sanisette. Dans certaines villes, comme Paris par exemple, il y a de l'eau chaude dans tous les robinets à l'intérieur des équipements. En été, les personnes SDF peuvent se satisfaire de l'eau froide, en hiver, l'eau chaude est indispensable. Pour eux, le seul fait de pouvoir se laver les mains avec de l'eau chaude est "un luxe" tandis que pour la grande majorité des habitants de la métropole bordelaise cela est tout à fait normal.

Au-delà du fait de se laver les mains plus confortablement, l'eau chaude leur permet surtout de se réchauffer en hiver. En effet, les maraudes distribuent souvent quelques sachets de thé ou de café supplémentaires aux personnes qui le souhaitent. Ainsi, la possibilité de se procurer de l'eau chaude leur permet de profiter de boissons chaudes et de se réchauffer les mains lorsqu'il fait vraiment trop froid.

#### d. Des équipements publics dégradés et trop éloignés les uns des autres.

La question des équipements a également été abordée lors de nos rencontres. Tout d'abord, les sanisettes. Comme nous nous y attendions suite aux micro-trottoirs et à notre propre expérience, tous sans exception considèrent ces équipements insalubres car très sales, non respectés et dégradés par les utilisateurs ou bien utilisés à d'autres fins que celles initialement prévues (sexe et drogue).

Pour environ un tiers des personnes SDF que nous avons interrogées, les fontaines à boire sont sales et « ne donnent pas envie ». En effet sur certaines, notamment celles en métal, des traces sont visibles. Sur le haut des fontaines il pourrait s'agir de simples traces d'eau, mais sur la partie basse, il semble plus probable qu'il s'agisse d'urine d'animaux.

De plus, ces équipements seraient situés trop loin les uns des autres. En effet, devoir parcourir 500 mètres pour simplement aller aux toilettes est un peu long, d'autant plus que les personnes SDF doivent transporter l'intégralité de leurs

affaires avec eux pour ne pas se les faire voler. C'est pourquoi certains préfèrent faire leurs besoins directement dans la rue plutôt que d'utiliser les sanisettes mises à disposition.

#### e. Des fontaines fermées en hiver

La ville et les associations distribuent régulièrement des gourdes aux personnes SDF, ce qu'ils apprécient. Toutefois, en hiver les fontaines sont fermées à cause du gel, elles doivent donc remplir leurs gourdes auprès des restaurateurs (qui, même s'ils n'y sont pas légalement obligés, acceptent sans difficulté).

Mais cette année, en raison de la crise sanitaire et du re-confinement dès fin octobre, les restaurateurs et les bars sont à nouveau fermés. C'est pourquoi certains, avec l'expérience du premier confinement, appréhendent davantage cet hiver.

#### f. Le besoin de douches publiques

Si pour les trois quarts des personnes interrogées (lors des micro-trottoirs ou autres entretiens), des douches accessibles librement seraient extrêmement utiles.

Les passants interrogés lors des micro-trottoirs trouvent cela utile à la fois pour les personnes en difficulté notamment pour les personnes SDF et les migrants mais aussi pour les sportifs ou les ouvriers de chantiers par exemple.

Du côté des personnes SDF que nous avons pu interroger, une minorité se contenterait de douches sur le même modèle que des sanisettes, c'est-à-dire un simple équipement de douche situé dans l'espace public. Toutefois, une grande majorité estime que ce n'est pas suffisant et surtout très utopique, au vu de la réalité des équipements de sanisette. Pour eux, il est nécessaire que la douche soit située à l'intérieur d'un établissement ou d'un bâtiment clos. Certains préfèrent se rendre dans les toilettes d'un centre commercial, même s'ils n'ont accès qu'à des robinets pour faire leur toilette, plutôt que dans des douches de type sanisette.

Ce choix est dû à la fois à l'insalubrité probable de tels équipements s'ils existaient, mais aussi à une notion essentielle de confort. En effet, les sanitaires au sein d'établissements publics (mairies, bibliothèques, centres commerciaux etc.) sont entretenus régulièrement, bénéficient d'eau chaude et sont plus agréables car chauffés.

De plus, la question de l'intimité est également un argument important dans la volonté d'un équipement clos au sein d'un établissement. En effet, se doucher est une action intime et le fait d'entrer depuis l'espace public directement dans la douche peut gêner vis à vis du regard des autres.

## 5 - Les problématiques rencontrées par les publics squatteurs

Parmi toutes les rencontres effectuées, c'est notre entretien avec le Collectif Bienvenue qui nous a permis d'entrer en contact direct avec des habitants de squats qui ont accepté notre visite. Nous avons pu visiter deux squats, totalisant plus d'une centaine de personnes.

### a. Squat Tedhoulal, repère des hommes

La rencontre avec les habitants du squat :

Le premier que nous avons visité est le squat Tedhoulal à Pessac. C'est Djibril, l'un des habitants, qui nous a accueilli pendant le moment du repas. Nous nous sommes tous assis autour de la table et nous nous sommes présentés les uns aux autres dans une ambiance relativement conviviale. Les habitants sont essentiellement des hommes immigrés originaires de Guinée, et si Djibril y habite depuis la création du squat il y a trois ans, la plupart habitent à Tedhoulal depuis quelques mois seulement. Seule une femme vit avec eux, elle est aussi la seule française. Jessica habite avec eux depuis sept mois. En tout, ce n'est pas moins de 27 personnes qui vivent dans le squat.

Description de la maison :

La maison d'environ 150 m<sup>2</sup> d'emprise au sol est constituée d'un petit jardin avec terrasse et d'un étage. Si l'ensemble paraît relativement vide de meubles et fournitures, une certaine organisation subsiste. La cuisine au rez-de-chaussée est constituée d'un robinet avec un évier, sans accès à l'eau chaude, de quelques meubles en formica et d'une gazinière sans autre équipement (pas de hotte, de plaque de cuisson...). Un toilette se trouve aussi à ce niveau de la maison. Il se trouve dans une pièce montée en parpaing à la va-vite devant la maison, non isolé, et n'a pas de lavabo pour se laver les mains ou même boire. De ce que nous avons pu voir, deux chambres sont aussi à cet étage de la maison, même s'il semble que l'ensemble ait été réorganisé et que nous n'ayons pas pu entrer dans toutes les pièces.



Figure 18

Pour ce qui est de l'étage, c'est là que réside le point d'eau majeur de la maison : la salle de bain. Là encore, l'ensemble est très sommaire. On y retrouve un bidet inutilisable, un évier ainsi qu'une baignoire dont le tablier en plastique a disparu, laissant les rats entrer et circuler librement dans la maison. Quatre

chambres se trouvent à l'étage et chacune a été remaniée pour permettre d'accueillir un maximum de personnes. Chaque chambre est donc constituée d'une enfilade de matelas simples séparés par des rideaux. Une deuxième toilette se trouve à l'étage mais le groupe a décidé d'en laisser un accès privilégié à un couple marié dont l'homme travaille.

Une vie collective qui peut être entachée par des tensions autour de l'accès à l'eau et l'insalubrité :

Pour ce qui est de la question de l'accès à l'eau, les habitants se sont confiés sur les difficultés rencontrées. En effet, ils affirment être bien raccordés à l'eau mais tous les robinets ne sont pas reliés à l'eau chaude. Les habitants ont un lave-linge mais qui est défectueux (problème d'essorage), ils étendent donc leurs vêtements sur des fils à l'extérieur de la maison. Il n'y a aucun système de chauffage mis en place et on a notamment pu constater le manque d'isolation de la maison (matelas et couvertures aux murs, tissus utilisés pour boucher les trous dans les murs, ...). Les pièces comme la cuisine, les toilettes ou la salle de bain sont sales et les équipements très rudimentaires voire absents (peu de points d'eau chaude, tuyaux de canalisation apparents, etc.). La présence de rats et de souris n'arrange rien à la situation, notamment dans la salle de bain où ils remontent par les canalisations et dans la cuisine où ils mangent tout ce qu'ils trouvent.



Figure 19



Figure 20



Figure 21

Malgré les difficultés du quotidien, les habitants du squat s'entendent très bien. On a pu ressentir la bonne ambiance de la maison et la complicité entre les habitants. Jessica nous a raconté qu'il y avait quelques rares tensions parfois, liées surtout à la vie en communauté. L'eau y est souvent au centre, la quantité d'eau chaude par jour étant limitée et les habitants nombreux. À l'approche de l'hiver particulièrement, les tensions pour le chauffage et l'eau chaude sont plus intenses. Globalement, la vie dans la maison fonctionne bien, tout le monde partage les repas et ceux qui peuvent se cotisent pour payer à manger à l'ensemble des habitants.

Les associations comme la Croix-Rouge ou Médecins du Monde viennent régulièrement apporter des dons (couvertures) ou des soins aux habitants du squat. Le Collectif Bienvenue a accompagné l'installation du squat et a apporté des dons alimentaires pendant le confinement, aujourd'hui ce n'est plus le cas.

Ce squat est menacé d'expulsion. Un permis de démolition déposé par Bordeaux Métropole le 10 juin 2020 est affiché sur le portail.

#### b. Gradignan, un squat organisé autour des femmes

Ce deuxième squat est différent du premier, dans le sens où il est plus grand, accueille plus de monde et dont une aile est exclusivement réservée aux femmes. C'est un endroit dont la situation est idéale, au milieu d'un grand espace vert pour les enfants, il se situe à 5 minutes à pied d'une école primaire, à 10 d'un collège et non loin du centre de la ville et de son skate park. Nous avons été accueillis sur le site du squat par Juliette, une activiste qui aide à la gestion du lieu. Elle nous a permis de visiter plusieurs chambres, les communs et nous faire rencontrer différentes familles et habitants.

#### Description du lieu

Ce squat prend place dans une ancienne maison de retraite constituée de deux ailes et un corps de bâtiment central. La première aile en entrant est celle que nous avons visitée en premier, il s'agit de celle des deux qui est la mieux organisée,

gérée, et la plus sécurisée de l'extérieur (grillages, cadenas, ...).

Au rez-de-chaussée de cette aile on retrouve des espaces communs (pour le stockage des dons de vêtements, le stockage de nourriture et la cuisine commune) ainsi qu'une salle de jeu pour les enfants, les chambres simples de femmes seules et les anciennes douches communes, maintenant réservées aux femmes seules. Les appartements des femmes seules mesurent une dizaine de m<sup>2</sup> et sont organisés de la manière suivante (cf. croquis de plan) : une pièce avec un lit/canapé, une table et un meuble de rangement ainsi qu'un petit local humide (WC / cuisine). Pour les douches, ce sont les équipements d'origine qui ont été conservés, une cabine attribuée pour deux habitantes (nom écrit grossièrement sur la porte).

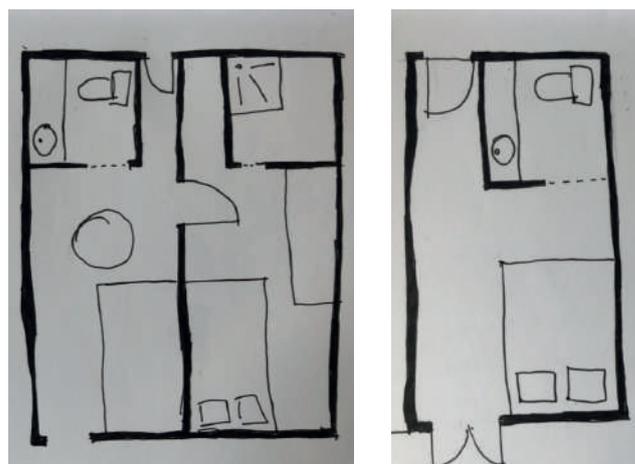


Figure 22 : gauche : Schéma zone d'habitation famille  
droite : Schéma zone d'habitation femme seule

À l'étage se trouvent les chambres pour les familles. Elles sont constituées de deux modules de chambres accolés et reliés par une porte. Cela permet d'aménager deux chambres ou un espace séjour avec une chambre, ainsi que deux unités humides (WC + cuisine et un local douche/salle de bain.) Certains ont même aménagé et couvert le balcon afin d'y proposer une cuisine séparée et/ou une salle à manger.

En tout, c'est une soixantaine de personnes qui habitent dans cette première aile du bâtiment. Il n'y a pas dans ce squat, d'accès à l'eau chaude. Des techniques d'appoint sont mises en place par les habitants pour pouvoir profiter d'une douche à l'eau (au moins) tiède. Par exemple, Juliette a investi dans un diffuseur/spray (vendu originellement pour peindre ou désherber) dans lequel elle met 3/4 d'eau froide avec 1/4 d'eau bouillante pour avoir une douche plus ou moins décente.

Le corps de bâtiment central a été laissé détruit par les anciens occupants pour en éviter la réutilisation. Un groupe de personnes d'origine albanaise a néanmoins investi les lieux, refaisant peu à peu des chambres dans les anciens bureaux de la direction. Il n'y a toujours pas d'accès à l'eau chaude et les chambres respectent plus ou moins le même plan. Les locaux sanitaires au bout du couloir n'ont pas été réhabilités et sont en très mauvais état.

Pour ce qui est de la deuxième aile, elle est beaucoup moins

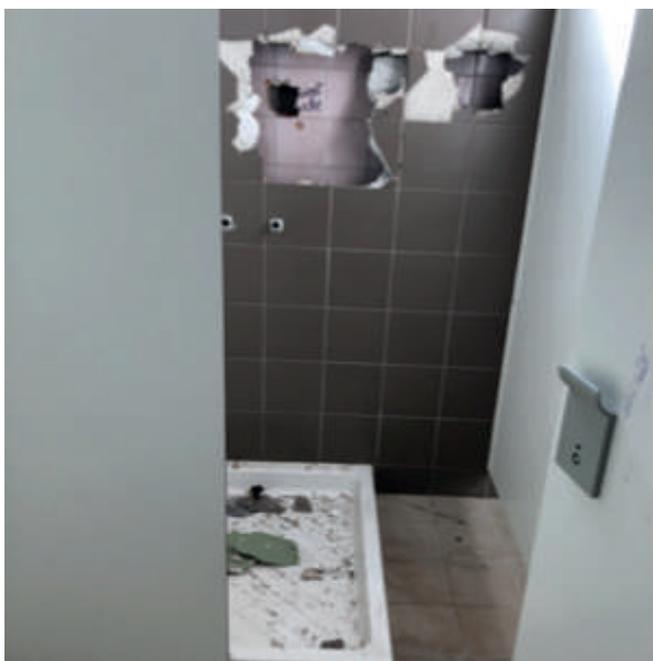


Figure 23

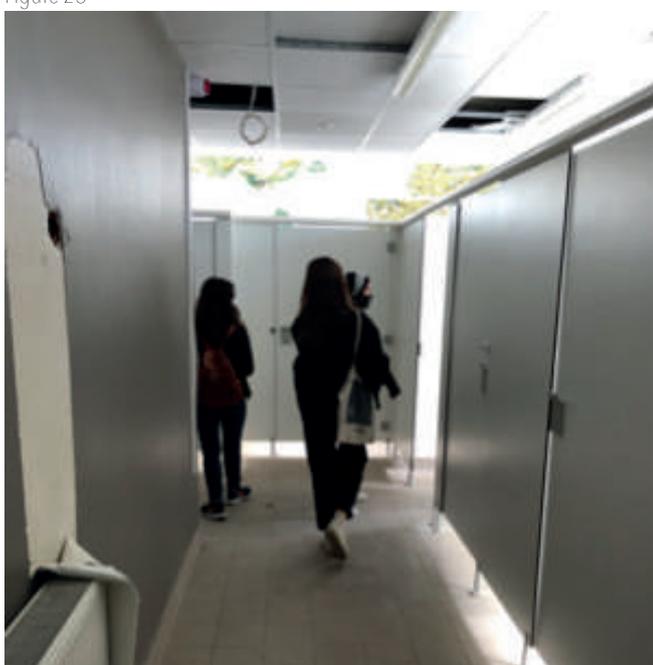


Figure 24

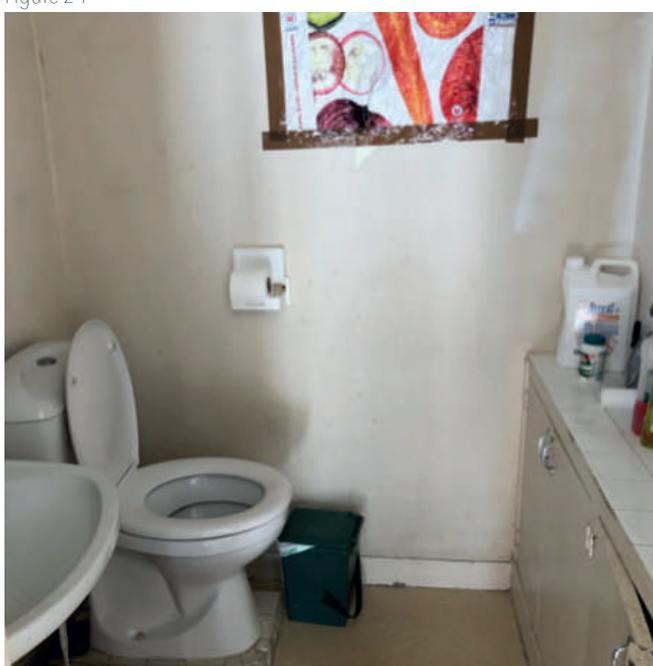


Figure 25



Figure 26

organisée et aménagée. Les arrivants s'y sont plutôt installés sur le mode « premier arrivé, premier servi ». Nous avons pu comprendre aussi que l'aile aurait accueilli un réseau de prostitution, d'où sa division d'avec l'autre aile, plus familiale.

Ce squat a commencé à se mettre en place avec seulement cinq habitants dans la deuxième aile il y a environ un an. Pour ce qui est des familles et des femmes seules, une véritable organisation a commencé à se mettre en place avec l'arrivée de Juliette il y a trois mois.

### c. Conclusion sur la situation des squats

Ainsi, les problématiques d'accès à l'eau pour les populations habitant dans les squats sont diverses et indéniables : manque d'accès à l'eau chaude, à des équipements décents, problèmes de coupures d'eau... Cependant, elles ne rejoignent pas totalement les questions d'accès à l'eau dans l'espace public. En effet, la majorité des squatteurs rencontrés nous ont affirmé ne pas se sentir concernés par l'installation d'équipements sanitaires publics, comme les sanisettes ou les douches publiques, car ils n'utilisent pas ces équipements au quotidien.

Néanmoins, nos entretiens avec différents acteurs publics et associatifs au cours de notre étude ont mis en exergue la situation d'urgence sanitaire à laquelle font face les squats. Selon Catherine Vignerte, qui est chargée de mission Politique de la ville au sein de la Direction de l'habitat et de la Politique de la ville à Bordeaux Métropole, en charge de la Mission Squats:

on recense 150 squats et bidonvilles sur Bordeaux Métropole où vivent environ 2500 personnes (dont les deux tiers sont originaires d'Europe de l'Ouest).

Morgan Garcia, coordinateur de la Mission Squats à l'association Médecins du Monde, nous a expliqué que l'association avait relevé une augmentation de près de 200% du nombre de personnes vivant en squats sur la métropole au cours des cinq dernières années. Le manque d'accès à l'eau favorise les problèmes de santé, ce qui est d'autant plus problématique en période de pandémie de Covid-19.

De plus, Nathan Guillaud, ancien secrétaire de l'association Dynam'eau qui s'occupe d'amener l'eau et l'assainissement dans ces habitations précaires, nous a fait part des difficultés de cette mission. En effet, soit il n'y a aucun accès à l'eau - comme dans les bidonvilles - et il est alors très difficile de l'amener, soit l'eau arrive mais avec des déperditions énormes, des fuites, qui bien souvent sont la cause d'une humidité élevée et donc de la dégradation du squat et de la santé de ses occupants, notamment des enfants.

Enfin, Bernie du Collectif Bienvenue, qui se mobilise principalement pour l'accueil et l'aide aux réfugiés, a remarqué que les initiatives pour permettre de chauffer l'eau dans les squats se heurtent à des problèmes techniques, avec des chauffe-eaux de mauvaise qualité et/ou sous-dimensionnés pour des habitations abritant souvent de nombreuses personnes.

## 6 - La question des femmes

a. La question du genre : quels urinoirs pour les femmes ?

L'étude de terrain révèle que les femmes ont davantage le sentiment d'un manque de toilettes en ville que les hommes. En effet, il y a deux fois plus de types de services pour les hommes: les urinoirs et les cabines mixtes. Les femmes, elles, n'ont pas d'autre choix que d'utiliser les cabines mixtes,

*« Alors que les hommes se soulagent rapidement dans un urinoir ou même sur un buisson, les femmes doivent, elles, trouver toute une série de tactiques pour pouvoir uriner dans l'espace public. Lorsque les toilettes ne sont pas payantes ou inaccessibles aux non-clientes chez les commerçants, elles doivent patienter dans la file d'attente interminable, faire des squats pour ne pas toucher la planche à l'hygiène déplorable ou pisser entre deux voitures. Dans ce dernier cas, l'aide d'une ou deux amies est toujours la bienvenue pour faire le guet. »<sup>40</sup> (Paris Match, Le premier urinoir féminin, 2019)*

*« Outre les problèmes d'exhibitionnisme, ces "uritrottoirs" soulèvent un problème plus vaste de discrimination de l'accès des femmes aux toilettes publiques. De nombreuses femmes ont interpellé la mairie de Paris sur le fait que ces toilettes n'étaient accessibles qu'aux hommes. Alors que jusqu'à preuve du contraire, les femmes ont autant besoin d'uriner que les*

*hommes. »<sup>41</sup> (L'édition du soir, Les toilettes publiques sont-elles sexistes ?, 2018)*

*« Un urinoir prend moins de place qu'une cabine fermée. Qui dit salles de même superficie dit donc davantage de capacité dans les toilettes des hommes que dans celles des femmes. »<sup>42</sup> (Slate. fr « Pourquoi les femmes continuent à attendre plus longtemps aux toilettes », 2019)*

Ces articles soulèvent le problème de la non-mixité des équipements. Dans l'espace public sont pourtant installés autant de toilettes cabines pour hommes que pour les femmes. Cependant, les hommes peuvent profiter d'une offre supplémentaire : les urinoirs. Même si cela ne réduit pas l'offre de sanitaires "adaptés" aux femmes, l'offre reste tout de même déséquilibrée à l'avantage des équipements destinés aux hommes.

De plus, une étude réalisée en 2007<sup>43</sup> démontre qu'en moyenne les femmes passent trois minutes aux toilettes contre soixante secondes pour les hommes.

Lors des micros-trottoirs il a été relevé que sur les personnes interrogées, 20,59% des femmes utilisent des toilettes publiques, 50% d'entre elles préfèrent aller dans un bar ou un café, 29,41% vont rentrer chez elles. Ces chiffres sont révélateurs des problèmes énoncés plus haut.

Cette faible utilisation des toilettes publiques peut s'expliquer en grande partie par les problèmes d'insalubrité, la méconnaissance d'un équipement proche ou à cause de leur non-fonctionnement.

b. Les constats de l'association Toutes à l'abri

L'association Toutes à l'abri propose un accueil de jour pour les femmes en situation de grande précarité à Bordeaux. Elle réalise également des maraudes alimentaires, vestimentaires et pour l'hygiène. Notre entretien avec Cathy Médar, cofondatrice de l'association, nous a permis d'identifier les principales problématiques auxquelles font face les femmes sans domicile, notamment dans leur accès à l'hygiène. Les femmes à la rue sont particulièrement invisibilisées : elles essaient de se fondre dans la masse et sont plus nomades que les hommes. Elles se déplacent d'hébergement en hébergement, et la rue reste leur dernier recours.

Les femmes ont tendance à éviter les équipements sanitaires mixtes des structures d'accueil de jour, puisqu'elles ne s'y sentent pas en sécurité. Cathy Médar a pu constater que ces structures n'étaient pas adaptées aux besoins des femmes. Elle a notamment été témoin du regard difficile de la part des hommes que les femmes doivent supporter lorsqu'elles sont contraintes de venir se doucher dans ces structures.

Outre le sentiment d'insécurité, un autre élément particulièrement gênant pour les femmes est le manque de temps mis à disposition pour utiliser les douches dans les accueils de jour. Bien souvent, lorsqu'elles ont leurs règles ou

lorsqu'elles souhaitent se raser, le temps d'utilisation limité ne suffit pas pour prendre une douche.

### 7 - Difficultés et délais incompressibles de la réalisation des projets publics

Nos entretiens avec des acteurs de Bordeaux Métropole et de la ville de Bordeaux ont révélé les limites relatives à la réalisation des projets de la puissance publique pour faciliter l'accès à l'eau.

Si la métropole n'a pas de compétences sociales à proprement parlé, elle est sollicitée en tant que propriétaire des biens squattés et mène une politique volontariste en matière d'accès à l'eau : elle s'engage pour donner un accès à l'eau à tous les squats de la métropole et a participé au financement du camion douche de la Croix-Rouge. La Mission Squats a été créée en 2019 par un accord entre le Président de la métropole et Médecins du Monde qui avait rendu compte de la gravité de la situation dans les squats. Ces actions sont également renforcées depuis la crise Covid-19.

Cependant, Catherine Vignerte, chargée de mission Politique de la ville au sein de la Direction de l'habitat et de la politique de la ville à Bordeaux Métropole et en charge de la Mission Squats, nous a fait part des difficultés rencontrées. Dans le cadre de cette mission, les interventions menées par Bordeaux Métropole présentent des difficultés financières et techniques, mais aussi sociales et culturelles. Les interventions liées à l'eau sont coûteuses, complexes en termes de technicité et souvent inadaptées aux publics ciblés. La plupart du temps, ces publics dégradent ou détournent les installations (points d'eau, fontaines, etc) proposées par la métropole. Ces difficultés sont notamment dues au manque de communication avec les publics ciblés par les interventions, qui ont parfois des pratiques culturelles différentes sur la question de l'hygiène. Catherine Vignerte nous a donné comme exemples l'expérience avec les populations Sahraouis qui n'utilisent pas les toilettes sèches et celle avec les populations bulgares qui ne partagent pas les mêmes toilettes entre les différentes familles.

De plus, concernant le manque d'installations sanitaires (de type sanisette), il a été énoncé lors de notre entretien avec Alice Corbin, la collaboratrice d'Alexandra Siarri, ancienne adjointe à la mairie de Bordeaux, chargée de la cohésion sociale et des territoires, que la ville devait se confronter aux architectes du patrimoine, pour installer de nouveaux équipements. En effet, la ville étant classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, il est compliqué d'intervenir sur l'espace public.

Maxime Ghesquière, cofondateur de l'association Dynam'eau, aujourd'hui conseiller municipal délégué au cycle de l'eau à la ville de Bordeaux et conseiller métropolitain délégué aux habitats spécifiques inclusifs et l'accès aux communs essentiels, a également souligné ces difficultés rencontrées par la puissance publique. Il déplore également la lente coordination des multiples services concernés par la

gestion de l'eau. La multiplicité des services concernés au sein de Bordeaux Métropole ou des municipalités engendre des délais incompressibles lors de la mise en place d'un quelconque projet. L'apport de solutions face à l'urgence sanitaire est donc ralenti, voire limité, par cette complexité au niveau institutionnel.

### 8 - Les initiatives déjà mises en place

En 2017, la pétition lancée par Action Bord'eaux pour un accès à l'eau pour tous était adressée au Président de la métropole de Bordeaux et compte aujourd'hui 17 000 signatures. Après les entretiens réalisés dans le cadre de cette étude, des projets, que la mairie de Bordeaux envisage de mettre en place, ont été lancés, pour garantir cet accès à l'eau pour tous.

Un projet de bains-douches et de sanitaires Place des Quinconces avait d'ailleurs été expérimenté par la mairie de Bordeaux mais il n'a pas eu l'effet escompté, notamment à cause de problèmes d'usages et de confrontation des populations. En effet, les touristes utilisaient les sanitaires et les publics sensibles les douches. Le fait d'ouvrir les bains-douches à tous a créé des frictions.

De plus, la mairie de Bordeaux prend très au sérieux le problème des squats. Elle travaille avec des associations comme Dynam'eau pour gérer le manque d'eau potable dans ces lieux d'entre-deux. La mairie développe donc des actions de soutien, d'accès aux ressources pour les personnes vivant en squat. Notons que le confinement a permis de relier tous les squats de la métropole aux réseaux d'eau. Pour Catherine Vignerte, en charge de la Mission Squats, Suez joue un rôle de "facilitateur", en informant par exemple Bordeaux Métropole des squats qui nécessitent un accès à l'eau ou une intervention en raison de problèmes de fuites d'eau ou de dysfonctionnements.

Un projet de douches mobiles doit être bientôt mis sur pied en partenariat avec la Croix-Rouge. Ce projet veut surtout aider les sans-abris en se déplaçant vers la demande. C'est également un camion qui pourra être partagé entre différentes associations. Le système de douches mobiles sera mis en place début 2021 (déploiement retardé à cause de la crise sanitaire). Il représente un investissement de 100 000€. Pour l'association, il s'agit d'un système qui demeurera temporaire et insuffisant, le dispositif ne prévoyant que deux lieux pour des horaires restreints. Un avis partagé par les autres associations rencontrées lors de notre enquête qui restent sceptiques quant

40 : M.G, " Le premier urinoir féminin: quand l'égalité des sexes passe aussi par les toilettes publiques", Journal Le Parisien, Paris, 2019.

41 : Loïc, Anne Marie, " Les toilettes publiques sont-elles sexistes?", L'édition du soir, Paris, 2018.

42 : Messias, Thomas, "Pourquoi les femmes continuent à attendre plus longtemps aux toilettes", Slat.es.fr, 2019.

43 : Antony, Kathryn.H, Dufresne Meghan, "Potty Parity in Perspective: Gender and Family Issues in Planning and Designing Public Restrooms", Université de l'Illinois et de Boston, 2007.

à la mise en place et à la réussite de ce projet.

L'association La Cloche et le réseau Paul Bert, offrent eux, de petits services aux personnes fragiles en misant sur le lien social. L'association du Réseau Paul Bert défend une dimension de plaisir dans son approche sociale, notamment en proposant des douches où l'on ne chronomètre pas le temps d'utilisation, des grandes douches adaptées pour deux personnes, ou encore des hammams. Le réseau de commerçants du programme Le Carillon porté par La Cloche propose des petits services aux personnes qui le demandent : offrir un verre d'eau, donner un accès aux toilettes, mettre à disposition une prise électrique pour recharger ses appareils électroniques, ou encore donner un accès Wifi.

Enfin, certaines initiatives ont pu être réalisées rapidement pour pallier aux problèmes générés par la crise sanitaire, comme l'accès à l'eau potable dans les squats, ou les distributions de gourdes par la mairie de Bordeaux. Les outils comme le Soliguide, plateforme en ligne référençant tous les lieux et services utiles aux personnes en situation de grande précarité, sont aussi indispensables en période de crise sanitaire où l'accès à l'eau est encore plus limité.

## **D - Les solutions envisagées**

### 1 - Les projets publics en cours

Les problématiques concernant l'accès social à l'eau sont déjà ancrées dans les esprits des associations et de certains élus qui commencent à penser des projets dans ce sens. Il est cependant très compliqué de mettre des choses en place rapidement et dans l'urgence. Les élus préfèrent envisager des projets pérennes, travaillant en amont avec les différents services concernés. Les délais peuvent donc être très longs avant la réalisation finale d'un projet.

Catherine Vignerte nous a ainsi fait part de plusieurs pistes de réflexions et futurs projets en cours : la mise en place de formations de sensibilisation des services techniques de la métropole ; le conventionnement des squats ; l'accès à l'électricité et aux toilettes dans les squats, le travail avec des ONG sur ce sujet ; la construction de villages temporaires d'insertion ; ou encore la domiciliation des personnes vivant en squats à Bordeaux Métropole.

Pour Maxime Ghesquière, il est essentiel de poursuivre le travail de conventionnement des squats en "lieux de vie" pour assurer un suivi, une gestion de l'eau, voire un accès à l'eau chaude ; avec un nombre d'occupants limité pour des questions de sécurité et de respect des normes électriques. Aujourd'hui, seulement trois sites sont conventionnés par Bordeaux Métropole sur les 150 présents sur le territoire métropolitain.

Maxime Ghesquière souhaite également mettre en place des "comités de gestion de l'eau" dans chaque squat ou bidonville pour assurer un suivi de l'eau à long terme. Ces comités auront pour objectif d'informer et de sensibiliser les citoyens, d'assurer une gestion de l'eau dans les squats et les bidonvilles et de résorber les fuites et réparer les installations.

D'autres actions sont également sur les rails à la ville de Bordeaux et à la Métropole : le maintien du fonctionnement de certaines fontaines à boire pendant la période hivernale pour les besoins des plus fragiles ; l'installation de toilettes sèches en ville ; le retrait des urinoirs "genrés" car exclusivement adaptés aux hommes ; ou encore la réhabilitation des douches publiques et la mutualisation d'équipements existants.

Les associations continuent également leurs actions. Outre le système de camion-douches évoqué précédemment, Médecins du Monde nous a également fait part de son intention de distribuer des kits d'hygiène.

### 2 - Le désir d'équipements pérennes

Une des volontés qui est ressortie des entretiens avec les publics ciblés est d'avoir des équipements permanents, entretenus et pourquoi pas même avec une personne "à l'accueil", permettant également un échange social. Jean explique : "[il faudrait] un accès qui soit accessible jour et nuit

## ETUDE DE TERRAIN - CONSTATS



### Des publics divers

Qui se côtoient peu (horaires, rythme de vie)  
Parfois rivaux (français/migrants, sobres/saouls)  
SDF, travailleurs pauvres, migrants, punk à chiens, femmes avec enfants



### De nouvelles difficultés lors du confinement

Beaucoup d'associations fermées  
Pas de revenus de la manche  
Peu de maraudes



### Des toilettes et des fontaines insalubres ou qui ne fonctionnent pas

Malgré l'autonettoyage des sanisettes  
Un besoin d'avoir des lieux publics



### Des délais incompressibles pour les actions de Bordeaux et de Bordeaux métropole

Une multitude de services pour les questions de gestion de l'eau

Des systèmes d'accès à l'eau déjà mis en place  
Soliguide, Solidouche, distribution de gourdes



Et de nombreux projets en réflexion  
Réhabilitation, mutualisation, nouveaux équipements (toilettes sèches)  
Conventionnement de squats

Une volonté d'avoir des équipements pérennes  
Bains douches en dur

Figure 27 : Tableau récapitulatif des résultats de l'enquête de terrain

surtout. Après il y a toujours des problèmes [...]. Il faudrait, c'est dommage, mais il faudrait sécuriser ce genre de chose, [...] faire une structure encadrée et tout ça".

Mathilde Beauvois, directrice de l'association La Cloche Nouvelle-Aquitaine indique : "Un chiffre à retenir important est que 83% des personnes en précarité ressentent le rejet des passants. Cette exclusion sociale est un des problèmes majeurs pour cette population." Cesser de devoir attendre ou d'être dépendant d'horaires et d'associations pour un besoin primaire tel que l'hygiène est primordial pour limiter le sentiment d'exclusion des personnes en situation de grande précarité.

D'ailleurs, Cathy Médar, cofondatrice de l'association Toutes à l'abri, ne pense pas qu'une permanence soit nécessaire pour gérer des équipements sanitaires pérennes : "Pour aller prendre sa douche, on n'a pas besoin d'un travailleur social ou d'un médiateur". Elle préfère l'idée que chacun et chacune puisse prendre son jeton et avoir accès à une douche librement. La notion d'autonomie en lien avec l'estime de soi est centrale dans la philosophie de cette association.

### 3 - Le besoin de bains-douches adaptés aux femmes

L'enquête de terrain a permis de souligner le manque d'équipements sanitaires adaptés aux femmes. Selon notre étude, la mise en place de bains-douches non-mixtes, en accès libre, sans limite de temps d'utilisation, serait plus adaptée aux besoins des femmes.

De plus, la mise à disposition de casiers sécurisés serait souhaitable pour que les femmes puissent prendre le temps de se laver, sans avoir à se soucier de leurs affaires laissées sans surveillance.

Enfin, la mise à disposition gratuite de produits d'hygiène menstruelle pour les femmes en situation de précarité est essentielle pour répondre aux besoins des femmes qui doivent parfois choisir, une semaine par mois, entre acheter de quoi se nourrir ou acheter des tampons et des protections hygiéniques.

### 4 - Le besoin de services complémentaires liés à l'eau

L'accès à l'eau ne se résume pas seulement à l'eau pour boire, se laver ou aller aux toilettes. Notre enquête a révélé un manque de services complémentaires liés à l'eau sur le territoire.

Alice Corbin, la collaboratrice d'Alexandra Siarri, ancienne adjointe à la mairie de Bordeaux, chargée de la cohésion sociale et des territoires, nous a notamment fait part du manque d'accessibilité des infrastructures pour les personnes ayant des animaux, en particulier des chiens. Afin de garantir un accès à l'eau pour tous, il est primordial de penser des espaces adaptés pour les animaux de compagnie, qui doivent attendre leurs maîtres pendant le temps de la douche notamment.

Par ailleurs, Alice Corbin a mentionné l'idée de laverie solidaire qui pourrait permettre aux publics fragiles de laver leurs vêtements, puisque le besoin d'hygiène, de confort, mais aussi de dignité, implique de pouvoir revêtir des vêtements propres. La mise en place de machines à laver, produit de lessive et sèche-linges à un prix réduit apporterait un service complémentaire à celui d'un équipement de type bains-douches par exemple.

## 5 - Accessibilité et acceptabilité des habitants de la métropole, vers un projet intégré socialement

Au grès des deux étapes de l'enquête de terrain que nous avons effectué, de nombreux constats sont ressortis. L'un des premiers que nous avons identifié ne sont autres que les questions de l'accessibilité et de l'acceptabilité des infrastructures de l'eau par leurs usagers de tous types.

Interroger le concept d'acceptabilité sociale pour faire un projet durable :

*« L'acceptabilité sociale est l'agrégation de jugements individuels portant sur l'acceptation (ou non) d'une pratique ou d'une condition, par lesquels, les individus la comparent avec ses alternatives possibles pour en déterminer la désirabilité. Elle est véhiculée par des groupes politiquement significatifs au sein de la société partageant un même jugement par rapport à cette pratique. »<sup>44</sup>*

Autrement dit, chaque jugement d'acceptabilité porté sur un projet est individuel, il faut alors être en mesure de récolter et d'agrèger les opinions et représentations sociales afin de construire une idée générale. Par conséquent, le regroupement des individus partageant un même jugement est important, d'autant plus concernant l'agencement de l'espace public. Il s'agit alors d'évaluer si les projets sont acceptables ou non, si l'espace est considéré comme un bien commun ou non et dans quelle mesure.

La notion d'acceptabilité a été introduite comme une catégorie de l'action publique qui dote précisément les acteurs sociaux d'une capacité instituante quant à la nature même du projet (et pas seulement en termes de valeur, de perception ou d'attitudes). Il s'agit bien d'un travail politique, que réalise la société concernée sur le projet technique, pour en déterminer la pertinence et la légitimité. En matière d'accès à l'eau, à Bordeaux Métropole, les questions d'acceptabilité vont alors être centrales dans la mesure où si l'on recherche à améliorer les équipements il faudra le faire avec l'accord de plusieurs communautés d'habitants.

En effet, selon les quartiers et les origines des habitants, les visions et perceptions de l'espace public divergent souvent. L'objectif va alors être de déterminer les manques, les besoins, les envies des habitants afin de mieux cerner quels sont les équipements adaptés, ceux à améliorer, de quelle manière et pour qui. Il conviendra alors aussi de penser, par la suite, un projet assez innovant pour répondre à de nouveaux besoins pour de nouveaux publics mais tout en respectant l'opinion des bordelais et un minimum de consensus en termes de localisation et de système par exemple.

En matière d'accès à l'eau sur Bordeaux métropole, les questions d'acceptabilité vont alors être centrale dans la mesure où si l'on recherche à améliorer les accès et les équipements il faudra le faire avec l'accord de plusieurs communautés d'habitants qui vivent plus ou moins ensemble selon les quartiers et surtout, qui ont une vision et une perception de

l'espace public qui diverge souvent. Notre objectif va alors être de déterminer les manques, les besoins, les envies des habitants afin de mieux cerner quels sont les équipements adaptés, ceux à améliorer, de quelle manière et pour qui.

*« L'accessibilité permet l'autonomie et la participation des personnes ayant un handicap, en réduisant, voire supprimant, les discordances entre les capacités, les besoins et les souhaits d'une part, et les différentes composantes physiques, organisationnelles et culturelles de leur environnement d'autre part. L'accessibilité requiert la mise en œuvre des éléments complémentaires, nécessaires à toute personne en incapacité permanente ou temporaire pour se déplacer et accéder librement et en sécurité au cadre de vie ainsi qu'à tous les lieux, services, produits et activités. La société, en s'inscrivant dans cette démarche d'accessibilité, fait progresser également la qualité de vie de tous ses membres. »<sup>45</sup>*

Cette définition commune des ministères dans le cadre du colloque sur la définition de l'accessibilité<sup>46</sup> met en exergue la nécessité de penser l'espace public et ses équipements au plus proche des besoins des minorités. C'est en effet l'interprétation qu'il est possible de faire de la question de l'accès social à l'eau. Si l'on a pour point de départ la perception de l'espace et des équipements, c'est pour aller vers la question des besoins urgents à l'instar de ce qu'appellent certaines associations une "crise sanitaire". Il s'agira donc dans cette partie de mettre en avant ces problématiques du manque, de la gestion et de la perception pour enfin voir comment reconsidérer et revoir ces équipements afin de les rendre accessibles à tous.

À travers les différents lieux et les différents publics ont donc été récoltés de nombreux témoignages qui convergent plus ou moins : ces récits illustrent une demande et des attentes vis-à-vis de l'espace public et notamment de l'accès à l'eau pour tous les usages.

## 6 - Benchmark : un panel de solutions au manque de signalétique

La toilette « Uritrottoir », par exemple, tente d'attirer l'attention avec son conteneur rouge. La startup de San Francisco, Lava Mae, peint ses bus d'un bleu très frappant. De ce fait, le bus est immédiatement perceptible et reste plus longtemps dans l'esprit des gens.

Un autre exemple pour améliorer la signalétique des toilettes publiques nous vient de Paris. À Paris, les sept sanisettes du Canal Saint-Martin ont été équipées de panneaux flashy et lumineux pour indiquer leur position. Le but de cette opération estivale était de mieux montrer la présence de ces sanisettes aux usagers des boîtes et bars du canal. Quant aux néons, ils ont permis de répondre au problème du manque de visibilité.

Enfin, il est aussi très pratique d'utiliser des applications pour localiser les équipements. Comme un grand nombre de personnes possèdent aujourd'hui des smartphones, on peut



Figure 28 : Equipement Lava Mae



Figure 29 : Sanisette du Canal Saint-Martin

supposer qu'une application détaillée serait très utile lors de la recherche des aménagements. De plus, cela ne demande aucun investissement urbain comme des panneaux.

Flush est une application collaborative spécialisée dans les toilettes publiques. Grâce à cette application de type collaborative, vous pouvez trouver des toilettes et naviguer via Google Maps. Si vous avez activé la fonction de localisation, l'application vous guide également vers les toilettes les plus proches. Elle vous indique également si vous devez payer pour l'utiliser ou non. Une autre fonction importante est qu'elle indique si les toilettes sont accessibles aux personnes handicapées ou non. Ensuite, vous pouvez évaluer la toilette, ce qui devrait soutenir la décision pour les autres. Si une nouvelle toilette qui n'est pas encore stockée dans le système est trouvée, l'utilisateur peut l'ajouter lui-même. L'application fonctionne aussi très bien pour les toilettes de Bordeaux. D'autres applications sur le marché sont par exemple Toilet Finder, Sitor Squat, Toilet Quest et Bathroom Squat.

L'application Nette-Toilette est une collaboration publique-privée qui permet l'accès aux toilettes des restaurants. Il ne s'agit pas d'une application de recherche pure, mais d'une coopération avec des restaurants qui mettent leurs toilettes à la disposition des étrangers. Avec l'aide de l'application des restaurateurs ou gérants de bars informe le public qu'ils peuvent utiliser leurs toilettes pour un usage public gratuit. Ils reçoivent pour cela une allocation de dépenses de là par de l'administration municipale. En retour, la ville économise les coûts considérables de ses propres toilettes publiques pour l'installation ou l'entretien. En plus de l'application, les restaurants qui offrent leurs toilettes peuvent être identifiés par des autocollants sur la porte d'entrée.

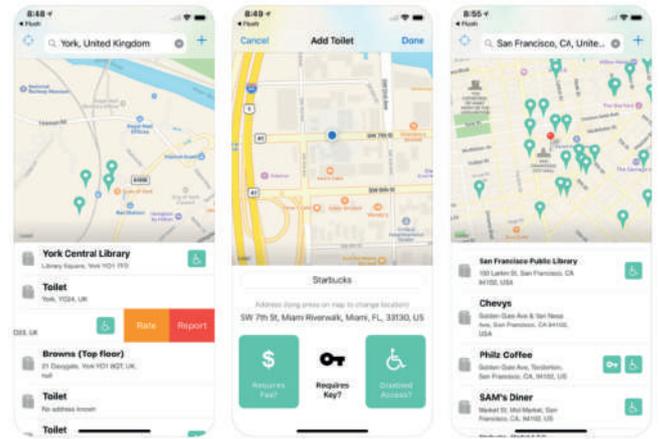


Figure 30 : Application Flush



Figure 31 : Nette Toilette

44 : Corinne Gendron, « Penser l'acceptabilité sociale : au-delà de l'intérêt, les valeurs », Communiquer [En ligne], 11 | 2014, mis en ligne le 01 février 2015, consulté le 10 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/communiquer/584> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/communiquer.584>

45 : Yann Fournis et Marie-José Fortin, « Une définition territoriale de l'acceptabilité sociale : pièges et défis conceptuels », Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 15 Numéro 3 | décembre 2015, mis en ligne le 28 décembre 2015, consulté le 15 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/16682> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.16682>

46 : "Définition de l'accessibilité: une démarche interministérielle", Délégation Interministérielle aux Personnes Handicapées (DIPH), septembre 2006, consulté le 10 mai 2020. URL : [https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/GuideAccessibilite\\_DIPH.pdf](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/GuideAccessibilite_DIPH.pdf)



**PARTIE III**  
**PROGRAMMES D'ÉQUIPEMENTS**  
**POUR UN ACCÈS SOCIAL À L'EAU**



# INTRODUCTION

## Problématiques retenues

Lors de l'enquête de terrain nous avons fait face à plusieurs problématiques, notamment l'accès aux équipements, leur signalétique, mais aussi l'accès à l'hygiène pour les femmes et l'accès à l'eau chaude, ou encore les modes de gestion des équipements.

Ces problématiques relevaient toutes de l'accès à l'eau pour tous. Faciliter l'accès à l'eau à chacun signifie d'abord signaler clairement dans la ville où se situent aussi bien les toilettes, que les douches ou les fontaines, et ce aussi bien à 100 mètres de distance, que sur le lieu-même de l'équipement. Signaler, nous l'avons vu, peut s'envisager de multiples manières qui sont bien souvent complémentaires.

Les outils numériques ont donc un rôle phare à jouer dans cette tâche, notamment par le biais d'applications. Les projets eux-mêmes peuvent « s'entre-signaliser », par le biais de cartes-flyers, d'étiquettes et d'affiches sur les portes notamment.

L'enjeu de la signalétique sous-tend également l'enjeu de l'entretien des équipements, le problème d'insalubrité des sanisettes actuelles étant récurrent. Ainsi, nous avons dû réfléchir à des systèmes de gouvernance novateurs, et c'est en cela aussi que nos équipements se veulent complémentaires.

En effet, l'entretien des sanisettes peut être du ressort des services publics, avec l'aide du privé, ou des associations impliquées dans le projet. Cette aide peut être le signalement de toute anomalie afin de permettre une plus grande réactivité des services municipaux, mais aussi un co-entretien, permis grâce à des compensations fiscales par exemple. Cette gouvernance partagée permet ainsi de mutualiser les équipements, car nous avons compris au cours de cette étude qu'il n'y avait pas une réponse adaptée, mais plutôt un ensemble de réponses variées, pluri-formes et complémentaires.

C'est pourquoi mutualiser les services d'accès à l'eau avec d'autres services urbains, tels que les mairies, les équipements sportifs ou culturels mais aussi les cafés, permet une plus grande appropriation et mixité des équipements.

Enfin, l'accès à l'eau chaude et l'accès à ces services pour les femmes nous ont paru des points capitaux de cette étude. La mutualisation des programmes permet un accès plus adapté, porté par l'attention des différents acteurs du territoire, et surtout plus serein pour les publics féminins. Cette attention a aussi été pensée pour un accès à l'eau chaude, élément important auquel la plupart des personnes sans domicile fixe n'a pas accès.

Ces multiples problématiques nous ont amené à proposer une réponse complexe, maillant l'ensemble du territoire métropolitain.

## Définition des programmes

Afin de répondre aux problématiques retenues lors de l'enquête de terrain, nous avons choisi de développer trois programmes : le programme O, le programme A et le programme B. Ces trois dispositifs sont indépendants les uns des autres mais fonctionnent en complémentarité. En effet, la diversité des problématiques liées à l'accès à l'eau exige une réponse multidimensionnelle pour des équipements sanitaires adaptés, maillant l'ensemble du territoire métropolitain.

Le programme O vise à répondre à la commande d'origine adressée par le laboratoire du LyRE. Cette commande consiste à proposer un ou plusieurs équipements innovants, fixes mais possiblement éphémères, prenant en compte les enjeux de reproductibilité et de légèreté, dans un souci de réalisation rapide et à faibles coûts. C'est pourquoi ce premier programme permet de développer deux types d'équipements performants, tant au niveau social et solidaire qu'au niveau écologique. Ces équipements s'inspirent des Sanivertes® développées par Sanisphère® afin d'assurer un accès libre aux toilettes et à la douche dans l'espace public. Dans le cadre du programme O, un modèle économique et de gouvernance de ces équipements est proposé, ainsi qu'une cartographie des lieux d'implantation possible.

Le programme A vient "augmenter" le programme O en partant de l'existant pour mutualiser et compléter les équipements sanitaires (parfois sous-utilisés) dans les bâtiments publics ou ceux destinés à des activités économiques voire associatives. Ce programme propose différents modèles de gouvernance selon les lieux déjà existants (ou à développer) sur la métropole afin de mettre en place une mutualisation pérenne des équipements et de développer de nouveaux services pour compléter les usages présents. Il s'inspire de la dynamique de réseau solidaire observée au sein du dispositif Le Carillon porté par l'association La Cloche, mais également de l'esprit de tiers-lieux où peuvent se rencontrer des publics très divers. Ces lieux solidaires s'intègrent parfaitement dans le paysage urbain car ils s'implantent en cohérence avec les besoins du territoire. Ainsi, ce type de lieux permet d'offrir une multitude de services en lien avec l'accès social à l'eau et la dimension de confort (service de bagagerie, laverie, accès internet, espaces de repos, espaces destinés aux animaux...). Le programme A propose donc une cartographie des lieux d'implantation possible, accompagnée d'une feuille de route à suivre selon les typologies de lieux pour mettre en place le principe de mutualisation.

Le programme B prolonge l'idée de pérennité des équipements en proposant la réhabilitation de bâtiments voire la création de nouveaux espaces. La création d'espaces multi-services a là encore pour but de proposer des lieux adaptés au milieu urbain et à la rencontre de publics divers, tout en intégrant la notion de bien-être dans les différents usages de l'eau. Ce programme ambitieux affiche différentes propositions architecturales ainsi que des sites d'implantation possible sur Bordeaux Métropole.

# PROGRAMME 0

Le programme O est une proposition pour de nouvelles toilettes publiques à Bordeaux. Elles ont l'ambition d'être plus durables, plus écologiques et plus adaptables que les sanisettes actuellement installées. Des modèles avec douche, implantés dans des lieux stratégiques sont également envisagés pour répondre aux problématiques d'hygiène qui ne seraient pas couvertes par les programmes A ou B.

Le projet est présenté sous la forme du suivant cahier des charges qui décrit point par point les caractéristiques et les règles à suivre pour les mettre en place.

### 1 - Présentation

Le module appelé EAU SEC, est un module écologique n'utilisant pas d'eau potable, réduisant son impact carbone grâce aux matériaux utilisés et au mode de construction et valorisant les matières fécales et l'urine. Les énergies sont récupérées au maximum.

Le module est également démontable et déplaçable si besoin. C'est un modèle très inclusif permettant l'utilisation par tout le monde sans distinction de sexe, de handicap ou de culture.

La structure bois rend le module évolutif. Il peut être facilement démontable, déplaçable et transformable.

Il est également accessible à tous : Les toilettes sont PMR et permettent aux personnes en fauteuil roulant de s'installer à gauche ou à droite des WC. Les commandes seront positionnées de manière à être accessibles par tous et notamment les enfants. Le modèle ne propose pas d'urinoir, trop genré.

Il peut être installé sur les emplacements des sanisettes et toilettes publiques existantes afin d'utiliser les réseaux d'électricité et d'eaux usées déjà présents.

Il est également possible en tant que module tout à fait autonome, en ayant toutefois une emprise au sol et en fondations plus importante.

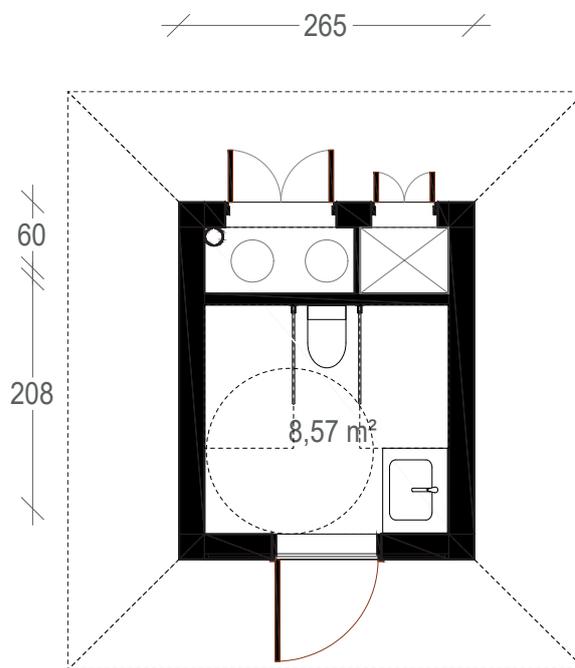
Deux modules sont proposés :

**Le simple**, avec une toilette sèche et son dispositif, un lavabo, un miroir, un porte-manteau et une corbeille. Seront disponibles en accès libre le savon, des serviettes en papier pour s'essuyer les mains, du papier toilette ainsi que du produit désinfectant pour la lunette des toilettes.

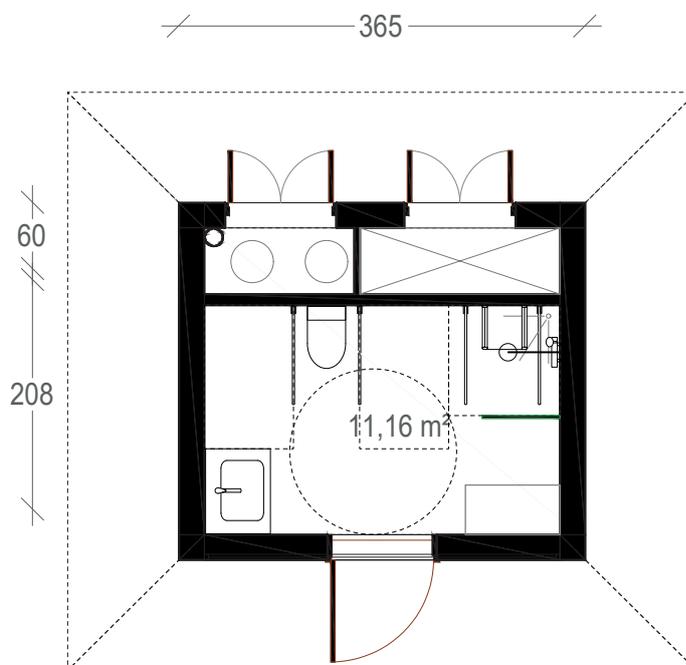
Dimensions de 205/305 cm au sol, de 450/520 cm en toiture et 328 cm de haut. Surface au sol de 8,10 m<sup>2</sup>.

**Le complet**, avec une douche, une toilette sèche et son dispositif, un lavabo, un miroir, un porte-manteau, une corbeille et un banc pour poser ses affaires. Seront disponibles en accès libre le savon, des serviettes en papier pour s'essuyer les mains, du papier toilette ainsi que du produit désinfectant pour la lunette des toilettes.

Dimensions de 365/305 cm au sol, de 550/520 cm en toiture et 328 cm de haut. Surface au sol de 11,16 m<sup>2</sup>



Plan du module simple



Plan du module complet

## 2 - Contexte d'implantation

### Equipements existants

D'après nos estimations, le ratio toilettes publiques/population est relativement faible dans la métropole bordelaise, avec en moyenne 1 toilette publique pour 5000 personnes. Il est surtout très inégalement réparti.

En effet, si la population du centre-ville est plus importante, le nombre de toilettes publiques que l'on y trouve l'est aussi (1 toilette pour 3000 habitants). Dans le reste de la métropole, le ratio par habitant reste cependant plus faible (1 pour 5000 en moyenne).

Pour ce qui est de la typologie des lieux d'implantation, trois types ont été définis :

- les espaces verts publics, comme les parcs
- les espace publics plus "minéraux" comme les arrêts de tram ou les quais
- les rues

### Nos recommandations

Pour faire face à ces problématiques de contexte, notre toilette doit avoir des signalétiques fortes et différentes qui s'adaptent à chacune des configurations possibles.

Pour ce qui est de la densité et de la quantité de l'offre, nous souhaitons, en plus de remplacer les équipements actuels, la renforcer par d'autres équipements. Ces derniers, non raccordés au réseau de la ville seront donc des structures légères et autonomes, d'où notre choix de proposer ces deux options.

## 3 - Signalétique / logo

Les toilettes doivent être facilement identifiables dans la ville. Pour cela différentes possibilités sont proposées :

Un marquage au sol avec le logo et une flèche dirigeant l'utilisateur. Ce marquage doit au moins proposer un signalement à 400m de l'équipement et en proposer une sorte de guidage si nécessaire (caché par de la végétation, un mur ...)



Exemples de marquage au sol existants

Des informations sur les commerces alentour indiquant de manière simple et précise où aller.

Ce type de signalétique concerne notamment les espaces les plus éloignés du centre, donc souvent plus difficilement repérable. L'affichage proposé concerne les commerces dans un rayon de moins d'un kilomètre de l'équipement.

La signalétique respecte les réglementations concernant la taille de la typographie et du logo à savoir :

- Si le lecteur se trouve à 1m : lettres de 30mm et logo de 50mm
- S'il est à 2m : lettres de 60mm et logo de 100mm
- S'il est à 5m : lettres de 150mm et logo de 250mm.

Le projet doit être visible dès l'arrivée dans la rue, place ou parc dans lequel il sera implanté. Il ne peut être camouflé. On ne doit pas avoir à le chercher.

Dans les cas où la visibilité directe sur l'objet n'est pas possible (à justifier), il faudra penser des panneaux ou un marquage au sol permettant l'accès simplifié.

Le logo utilisé pour la signalétique ainsi que sur le module ne pourra être que celui proposé mais pourra être envisagé dans différentes variations de couleurs.



Logo pour les toilettes Eau' sec

Communes Bordeaux	Population (chiffre 2007)	Nb de toilettes	Population estimée 2017	Ratio habitants pour 1 toilette
Bordeaux	235 178	71	246 936,9	3312,3661971831
Le bouscat	23 334	5	24 500,7	4666,8
Cenon	22 732	0	23 868,6	0
Talence	40 940	13	42 987	3149,23076923077
Floirac	15 794	3	16 583,7	5264,66666666667
Bègle	24 914	4	26 159,7	6228,5
Bruges	13 605	1	14 285,25	13605

Toilettes par habitant sur Bordeaux Métropole

## 4 - Accessibilité

Le projet est pensé de manière à être au maximum accessible aux personnes à mobilité réduite. Le wc est placé au milieu, dégagant un espace de manœuvre du côté gauche et du côté droit.

Tout l'équipement intérieur est accessible en fauteuil roulant. Les pédales utilisées pour les toilettes sèches sont pensées pour être accessibles et faciles à appuyer. Les éléments visuels sont suffisamment contrastés pour être vus par les personnes malvoyantes.

## 5 - Autonomie

Les toilettes doivent à terme remplacer les toilettes existantes. Mais elles doivent également être adaptable à toutes les situations et doivent être autonomes pour limiter les travaux sur la voirie et pour éviter des tranchées dans la chaussée pour les connecter.

Si les modules remplaçant des existants peuvent être reliés au réseau électrique et au tout à l'égout pour plus de commodités, dans le cas d'un nouvel emplacement, l'autonomie recherchée est située à tous les niveaux : eau, électricité, chaleur et évacuation.

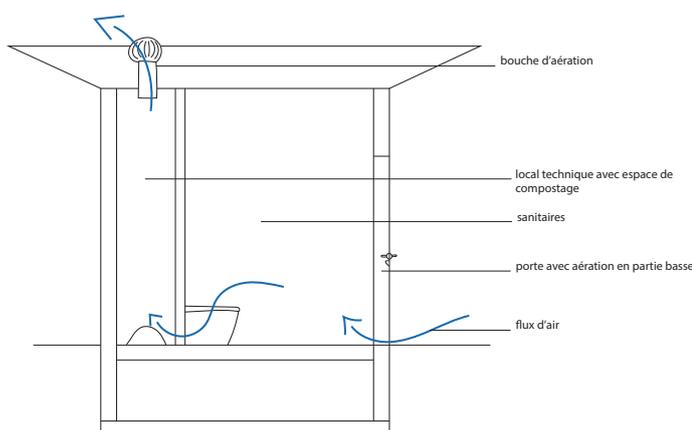
### Eau

La toiture large récupère l'eau de pluie, qui est filtrée et est ensuite acheminée dans une cuve en soubassement. L'eau est filtrée par des filtres japonais<sup>47</sup> ne demandant aucun raccordement au réseau électrique.

La filtration se fait donc seulement grâce à la pesanteur. Une fois dans la cuve l'eau est pompée à l'aide d'une pompe électrique (actionnée par la jambe ou la main).

### Electricité

L'électricité sert dans notre programme à l'éclairage extérieur et intérieur ainsi qu'à compléter le chauffage existant.



Principe du système d'aération des toilettes

Elle est produite grâce à des panneaux photovoltaïques, puis stockée dans une batterie dédiée. La distribution électrique se fait grâce à un réseau conventionnel.

Nous avons estimé nos besoins à 1 500 kWh/an, ce qui correspond à la production de 2m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques (en comptant très large).

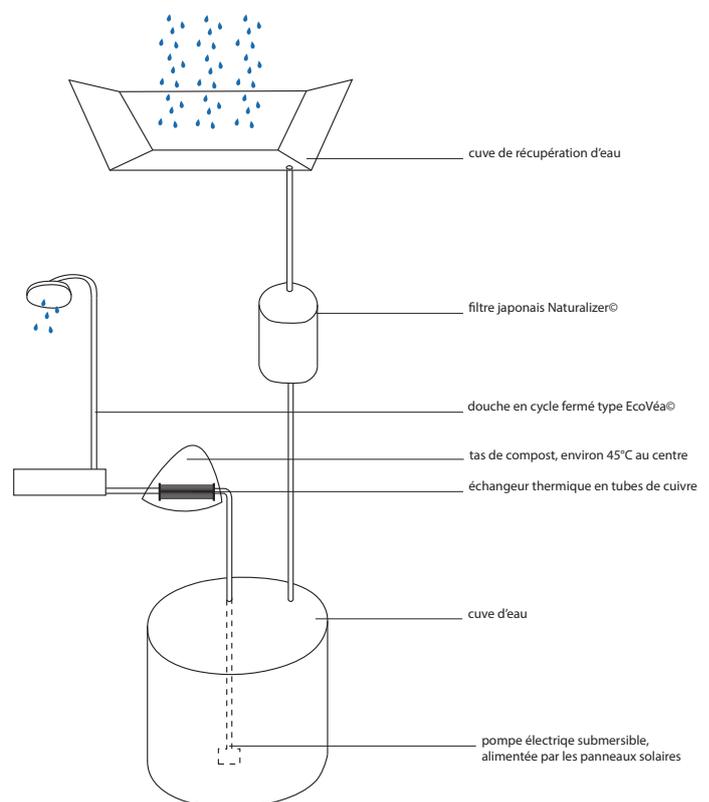
### Chaleur

La notion de chaleur est importante dans deux catégories : la chaleur air et la chaleur eau.

Pour ce qui est de la chaleur, nous avons opté pour un chauffage par échange de calories. La cuve des urines est pour ce fait positionnée sous le plancher et séparée de celui-ci par un échangeur thermique (comme une plaque de cuivre).

Pour la chaleur eau nous prélevons les calories du compost, par le même principe d'échanges thermiques que celui de l'urine. L'eau passe dans des gaines situées dans le compost pour ressortir tiède au niveau de la douche.

47 : Filtre à eau japonais Naturalizer n'utilisant que des matériaux naturels pour la filtration de l'eau (pour plus de renseignements : <http://www.eco-bio.info/naturalizer.html>)



Chemin de l'eau de pluie dans le module

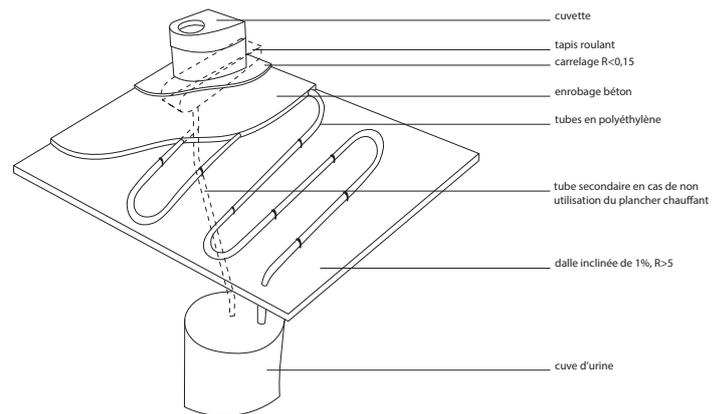
## 6 - Valorisation des déchets

Les déchets sont exploités au maximum dans notre prototype : les urines et les fèces sont séparées, utilisées pour le chauffage puis traitées afin de produire des matières premières (engrais).

La transformation des fèces se fait sur place grâce à un système de lombricomposteurs. La transformation des urines est centralisée au niveau de la métropole.

Les urines sont stockées dans une cuve, puis pompées et transformées en engrais dans un centre spécialisé. Les eaux usées sont traitées par phytoépuration puis évacuées.

L'eau de la douche fonctionne en circuit fermé, dans le but de minimiser la consommation d'eau et donc les besoins d'épuration ensuite.



Principe du système de chauffage au sol

## 7 - Matériaux

Les matériaux utilisés sont :

- la volige et une étanchéité en EPDM pour la couverture
- le bois brûlé en parement extérieur
- le bois en structure (mur et sols)
- la laine de bois en isolation
- le carrelage pour le parement intérieur et sol
- le verre pour les ouvertures
- le parpaing en fondation

## 8 - Structure

Le module est autonome, démontable et déplaçable, facilement reproductible. C'est une structure pérenne puisqu'évolutive. L'assemblage est facile, directement sur site, et peut être réalisé par deux personnes. Le chantier est propre, dû à la filière sèche.

La structure est facilement réparable, ajustable ou transformable si besoin. Le bardage peut être changé en totalité ou pièce par pièce.

Structure en ossature bois

Montants standardisés 145\*45

Plancher en poutres I 200 industrialisées, corps OSB

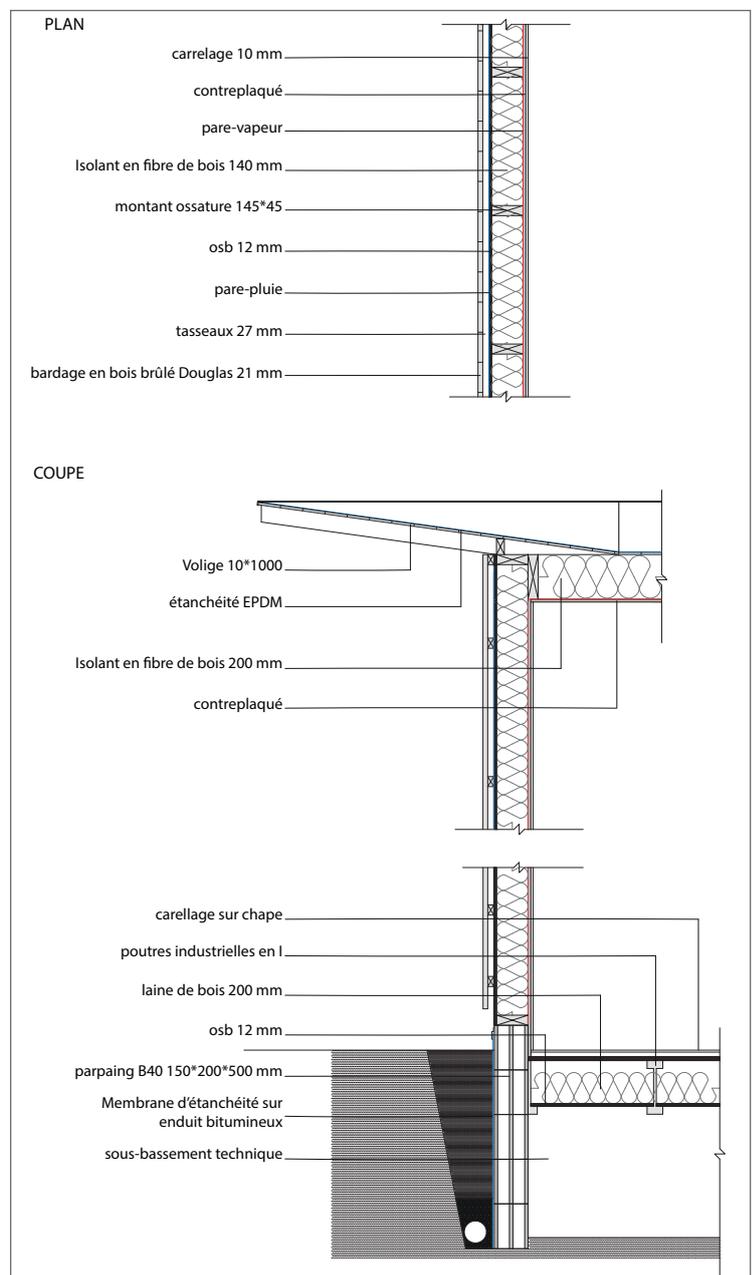
Deux travées de contreventement (une dans chaque dimension)

Isolation

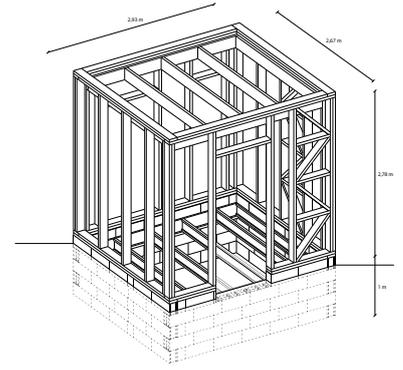
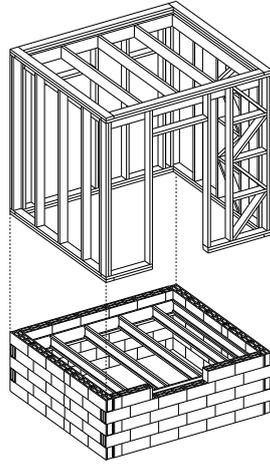
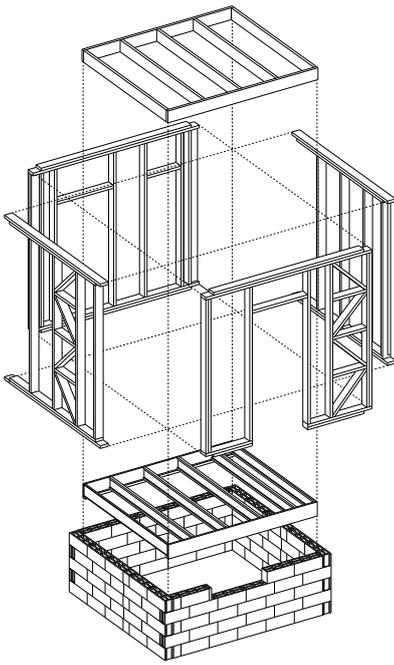
14 cm de laine de bois en isolation

Socle en parpaing standardisé

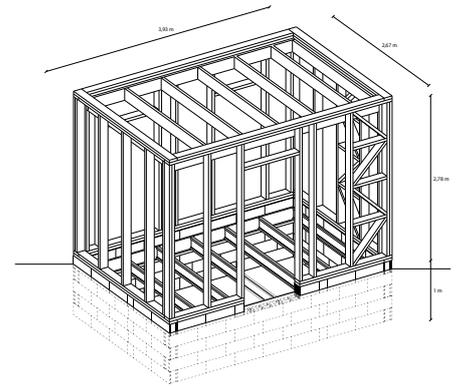
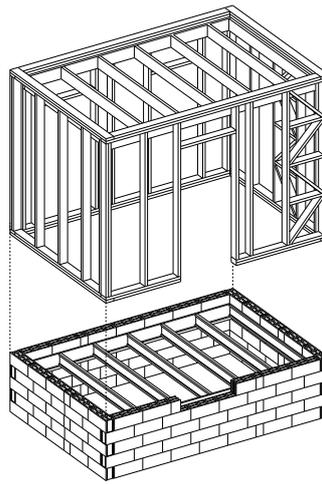
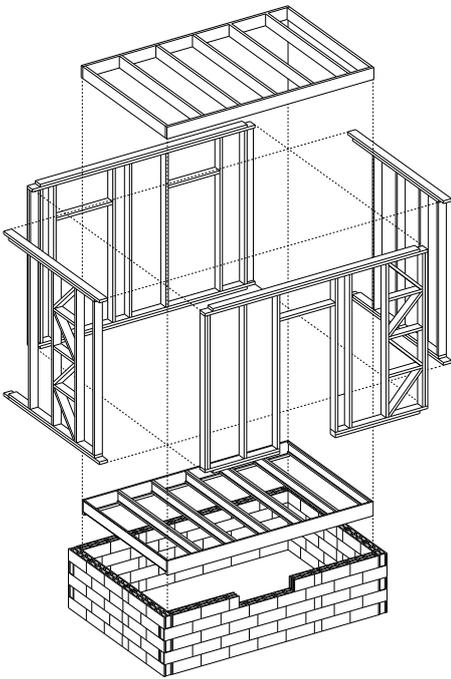
Blocs creux béton B40 15\*20\*50 (réemployable pour un potentiel déménagement de l'objet).



Détails techniques du module



Axonométries de l'ossature du module simple



Axonométries de l'ossature du module complet

9 - Coût objet et entretien

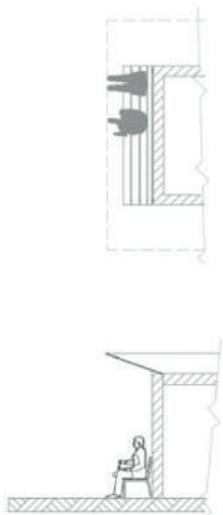
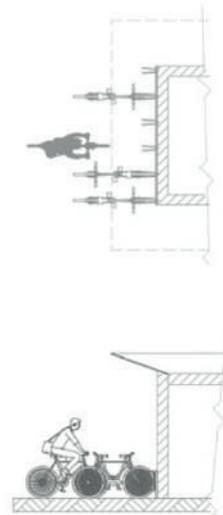
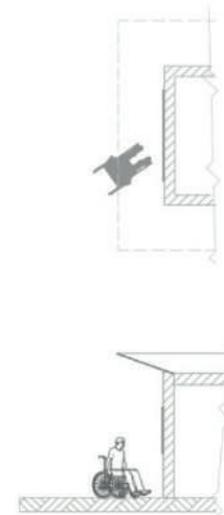
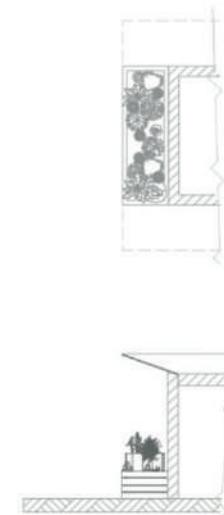
Module simple raccordé								
	Éléments	Marque	Relevé	Unité	Valeur unitaire	Prix HT	Facteur MO (30%)	Prix posé
Fondations	Parpaing B40 150*200*500 mm		120	m2	1,5	180	257,1428571	
	Membrane d'étanchéité sur enduit bitumineux		8,5	m2	8,95	76,075	108,6785714	
Parois	Carrelage 10 mm		32	m2	20	640	914,2857143	
	Plaque de plâtre ba13 hydrofuge		32	m2	2	64	91,42857143	
	Pare-vapeur		32	m2	11	352	502,8571429	
	Isolant en fibre de bois 140 mm		32	m2	15	480	685,7142857	
	Montant ossature 145*45		110	mL	8	880	1257,142857	
	Montant ossature 200*50		18	mL		0	0	
	OSB 12 mm		32	m2	8	256	365,7142857	
	Pare-pluie		32	m2	12	384	548,5714286	
Plancher	Tasseaux 27 mm		66	mL	7	462	660	
	Bardage en bois brûlé Douglas 21 mm		32	m2	60	1920	2742,857143	
	Carrelage sur chape		6,5	m2	20	130	185,7142857	
	Laine de bois 200 mm		6,5	m2	4	26	37,14285714	
Couverture	OSB 12 mm		6,5	m2	8	52	74,28571429	
	Poutres industrielles en I		21	mL	10	210	300	
	Chevrans		27	mL	15	405	578,5714286	
	Volige			mL	1	0	0	
	Étanchéité EPDM		24	m2	10	240	342,8571429	
Ouvertures et menuiseries	Isolant en fibre de bois 200 mm		24	m2	17	408	582,8571429	
	Plaque de contreplaqué 10 mm		24	m2	2	48	68,57142857	
	Porte d'entrée système anti-effraction		1	1	300	300	428,5714286	
Ventilation	Double porte accès local technique toilettes sèches		1	1	100	100	142,8571429	
	Double porte accès local technique rangement		1	1	100	100	142,8571429	
Électricité	Grille de ventilation en toiture		1	1	50	50	71,42857143	
	Cheminée de ventilation en toiture		1	1	100	100	142,8571429	
Plomberie	Forfait électricité (câbles, prises, etc.)		1			0	0	
	Lavabos		1	1	70	70	100	
Systèmes	Système de raccordement eaux usées		1			0	0	
	Cuve de récupération d'eau de pluie		1	1	1000	1000	1428,571429	
	Échangeur thermique compost		1	1	350	350	500	
	pompe électrique submersible		1	1	300	300	428,5714286	
Pack objets et provisions	Système de toilettes sèches		1			0	0	
			1		150	150	214,2857143	
Objets	Miroir					0	0	
	Corbeille					0	0	
	Porte-manteau					0	0	
Provisions	Porte savon					0	0	
	Porte désinfectant					0	0	
	Papier toilette					0	0	
	Serviettes en papier					0	0	
Entretien	Ménage					0		
	Vérification des installations					0		
	Récupération du compost					0	0	
<b>TOTAL</b>						9733,075	13904,39286	

Tableau d'estimation des coût du module simple

## 10 - Utilisation des côtés du module

La toiture du module, d'un débord d'un mètre de chaque côté, crée un espace utilisable sur les côtés latéraux. Cet espace permet un aménagement en fonction du lieu où le module sera implanté.

Quelques exemples d'aménagements publics autour des toilettes

Type de situation	Belle vue	Forte affluence	Lieu de passage	Lieu paysagé
Type d'espace	Lieu de repos et de contemplation	Lieu pour garer son véhicule	Informations	Biodiversité
Type d'aménagement	Bancs, mobilier urbain design	Parking à vélos, trottinettes, etc.	Panneaux d'affichage	Jardinières Potagers
Plan et coupe de principe				



Simulation d'implantation du module en ville, photomontage

# PROGRAMME A

Afin de proposer un programme A le plus complet possible, il est intéressant de proposer différents modèles de gouvernance selon les catégories de lieux existants (ou encore à développer) sur la métropole.

Les deux premières catégories de lieux offrent la possibilité de mettre en place une mutualisation pérenne des équipements sanitaires (privés ou publics) tels que des WC - si ce n'est déjà le cas -, une ou plusieurs douches, un service de laverie, voire même un élément davantage lié au confort de l'utilisateur tel un hammam, comme le propose actuellement le centre du Réseau Paul Bert à plus grande échelle. La troisième catégorie vise le développement de nouveaux services pour compléter les usages présents autour de la problématique de l'accès à l'eau.

Les lieux ciblés pour ce programme ont été sélectionnés pour leur facilité d'accès via les transports en commun ou la marche (à moins de quinze minutes depuis l'Hôtel de Ville) en particulier pour les personnes sans domicile, majoritairement présentes dans l'hypercentre de Bordeaux.

48 : Ces informations sont issues d'un entretien téléphonique informel réalisé avec Jérémie Ballarin, cofondateur de la Wanted Community de Bordeaux et cogérant du Wanted Café, le 4 décembre 2020.

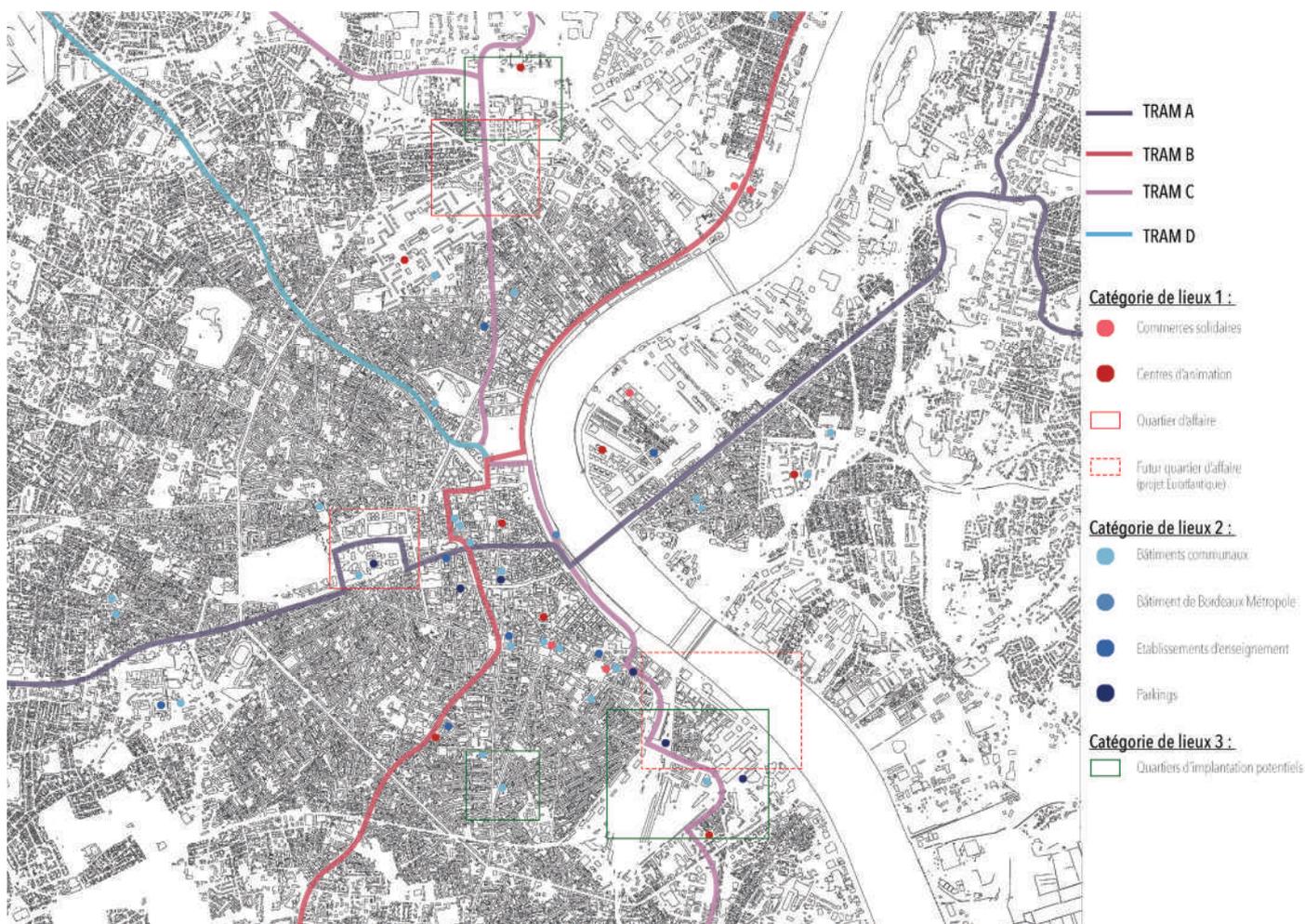
## 1 - Catégorie de lieux 1

a. Équipements mutualisables dans des lieux d'activité économique ou associative

Au sein de Bordeaux Métropole, il existe un réseau de commerces solidaires qui mettent à disposition leurs équipements sanitaires (la plupart du temps leurs WC) au public en grande précarité. Il s'agit notamment des établissements membres du programme « Le Carillon » développé par l'association La Cloche à Bordeaux et qui a mis en place des systèmes similaires dans d'autres villes en France.

Certains, comme le Wanted Café (situé à Bordeaux, près du marché des Capucins), mènent depuis leur création des actions solidaires comme des cafés ou repas suspendus et permettent spontanément un accès gratuit à leurs sanitaires.<sup>48</sup> C'est donc en particulier dans ces lieux que pourrait se développer la mutualisation d'équipements sanitaires et la mise à disposition de services liés à l'eau.

D'autres lieux comme l'écosystème Darwin (situé rive droite à Bordeaux) ou encore le garage moderne ont également retenu notre attention. Même si leur vocation initiale n'est pas solidaire, ils n'en restent pas moins des lieux de mixité sociale et programmatique qui peut tout à fait être compatible avec ce projet.



Carte de recensement des lieux mutualisables à Bordeaux

Cette catégorie intègre également des immeubles de bureaux présents principalement dans les quartiers d'affaires (dont les principaux sont repérés par les cadres rouge sur la carte) comme ceux de Mériadeck et Ravezies. Sur la carte ci-jointe, l'encadré rouge discontinu représente le futur quartier d'affaires du projet de Bordeaux Euratlantique. Ce quartier est particulièrement adapté au projet car c'est là que la majorité des personnes sans domicile se situe aujourd'hui.

De plus, l'installation de sanitaires (surtout de douches) dans ces lieux pourra profiter aux employés qui souhaitent faire du sport avant de venir travailler mais qui n'en avaient pas l'occasion car ils ne disposaient pas des équipements nécessaires. Ce système est déjà mis en place dans d'autres pays comme les Pays-Bas et est très apprécié, des employés se déplaçant à vélo notamment.

Enfin, dans la première catégorie de lieux, nous trouvons également une dizaine de centres d'animation répartis entre les différents quartiers du territoire bordelais (Saint-Michel, Saint-Pierre, Nansouty Saint-Genès, Bacalan, Bordeaux-Lac, etc.). Il s'agit de centres sociaux agréés par la Caisse d'Allocations Familiales, qui proposent un accompagnement à la scolarité, une aide au départ en vacances, des cours d'alphabétisation ou encore des ateliers créatifs. Ce type de lieux pourrait tout à fait proposer un accès à leurs équipements sanitaires.

#### b. Le modèle de gouvernance proposé

L'objectif principal de ce modèle est d'encourager ou d'initier la mutualisation des équipements existants dans les lieux cités ci-dessus, déjà « solidaires » ou qui pourraient le devenir (commerces, cafés, bureaux etc).

La mutualisation d'équipements a l'avantage de réduire les coûts de réalisation d'équipements sanitaires. Il s'agit en quelque sorte d'une mise en pratique constructive de l'économie d'échelle.

Pour mettre en place un tel programme, Suez, Bordeaux Métropole et les acteurs associatifs ou économiques (propriétaires et/ou usagers des lieux retenus) intéressés pourraient s'impliquer dans une démarche collaborative.

Pour enclencher le processus de mise en œuvre, des opérations de sensibilisation et de communication de la part de Bordeaux Métropole et de Suez Environnement devraient être élaborées sur le sujet de l'accès solidaire à l'eau. Ces opérations permettraient d'informer les acteurs du territoire métropolitain non-sensibilisés à cette problématique, et de recruter les acteurs souhaitant participer à cette action de solidarité en proposant un accès aux équipements sanitaires dont ils disposent.

Les étapes de réalisation de ce type de mutualisation des équipements sont d'abord d'identifier les lieux potentiels intéressés, puis de prendre contact avec les gérants de chacun d'eux afin de convenir d'un mode de fonctionnement sur différents critères : accessibilité des équipements (accès libre, horaires spécifiques, entrée indépendante du lieu d'activité), gestion des équipements (entretien, moyens de contrôle), rencontre des publics (gestion des flux entre public habituel

du lieu et personnes bénéficiant des équipements sanitaires uniquement). Une fois ces critères fixés selon les capacités de chacun des lieux, le programme peut être effectif et doit être régulièrement évalué (une fois par an) par Suez et Bordeaux Métropole selon les critères préalablement définis avec les lieux solidaires. Cette évaluation permet d'identifier les problèmes pouvant être rencontrés par les lieux impliqués pour améliorer la gestion et assurer un bon fonctionnement sur le long terme.

## 2 - Catégorie de lieux 2

### a. Équipements publics mutualisables

On recense sur la métropole, et notamment sur la ville de Bordeaux, un nombre important de lieux qui sont des équipements publics équipés de douches et/ou de toilettes. Il s'agit des gymnases, des piscines, des mairies de quartier, ou encore dans une moindre mesure des universités. Les gymnases et les piscines sont des lieux équipés de toilettes mais aussi de douches, avec de l'eau chaude. Les deux autres types de lieux sont généralement équipés de toilettes.

Nous avons pensé qu'il serait utile de se pencher sur une éventuelle mutualisation de ces lieux pour l'usage des personnes sans abri notamment. En effet, ces lieux présentent l'avantage d'être déjà pourvus en équipement destinés à l'hygiène. Les mutualiser, c'est-à-dire les rendre accessibles à d'autres usagers dans le cadre d'un modèle de gouvernance développé par la suite, pourrait permettre aux populations dans le besoin d'avoir accès à des toilettes propres et des douches chaudes assez facilement.

Cette solution présente un atout qui délivre deux avantages. Cet atout est que les équipements existent déjà et sont fonctionnels, donc il n'y a pas besoin d'en construire de nouveaux. Les deux avantages qui en découlent sont de nature écologique et économique. Écologique d'abord, puisqu'on utilise ou réutilise de l'existant. Économique ensuite puisque s'équiper de nouvelles douches et toilettes peut-être coûteux. Ici, pas besoin de nouveaux bâtiments ni de nouveaux réseaux d'eau à mettre en œuvre. Un autre avantage de ces mutualisations est que, s'appuyant sur des infrastructures existantes, elles pourraient être rapidement mises en place..

Nous avons ciblé plusieurs lieux référencés dans la liste ci-dessous. Deux des critères de sélection, comme mentionné précédemment, ont été la centralité géographique de ces lieux afin d'être au plus proches des personnes sans domicile fixe, ou accessibles en tramway s'ils se trouvent un peu plus éloignés du centre.

Parmi ces lieux nous avons notamment pensé à la Piscine Judaïque ou au Gymnase Nelson Paillou, qui se trouvent tous deux proches de Bordeaux centre, et sont équipés de douches et de toilettes. Dans de tels lieux, les douches ne sont pas toujours utilisées, selon le public présent ou l'horaire de la journée. C'est en quelque sorte une sous-utilisation de l'équipement qui

laisse en fait de la place et du temps d'utilisation qui pourraient être utilisés pour des publics n'ayant pas accès aux douches et aux toilettes facilement par ailleurs. Pour ce qui est des lieux uniquement de toilettes, nous avons étudié d'un peu plus près la possibilité de "mutualiser" des lieux comme les mairies de quartiers, comme celle de Nansouty par exemple.

#### b. Fonctionnement actuel sur Bordeaux Métropole

Aujourd'hui sur Bordeaux Métropole, il existe deux moyens, pour les associations, d'avoir accès à des bâtiments publics.

La vie associative des municipalités comme Bordeaux mettent à disposition des salles municipales pour les prêter temporairement à des associations qui doivent effectuer une réservation auprès du service concerné. A Bordeaux, suite à un arrêté préfectoral ou à une décision du maire, certaines salles comme la salle Gouffrand du quartier de la gare par exemple, ont déjà été mises à disposition d'associations caritatives de façon moins temporaire, comme lors de la période de grand froid de novembre 2017 à mars 2018.

De plus, la Gestion Immobilière Locative de Bordeaux Métropole<sup>49</sup> met à disposition sa réserve foncière, son patrimoine non-affecté à des activités publiques (maisons d'habitation, immeubles, échoppes, etc) pour une occupation pérenne par les associations. Cette occupation se fait sous contrat au tarif de 10€ le m<sup>2</sup>. La Direction des bâtiments s'occupe de la gestion des fluides. Les associations peuvent faire leur demande d'occupation à titre permanent via un formulaire mis en ligne. Avec l'arrivée de la nouvelle municipalité, les critères de mise à disposition du patrimoine public non-affecté vont être revus et pourraient évoluer.

#### c. Modèle de gouvernance proposé

La gouvernance d'un tel projet de mutualisation dépend avant tout du détenteur des lieux, c'est-à-dire ici les mairies et Bordeaux Métropole, et donc de leur volonté politique. Afin de réussir, ce programme doit voir la concertation de tous les acteurs concernés afin d'élaborer une convention qui satisfait les différentes parties mais permet aussi une certaine efficacité d'organisation.

Il conviendrait donc d'abord de réunir tous les acteurs concernés, c'est à dire les élus en charge de ces problématiques, les services de la métropole (gestion immobilière locative et direction des bâtiments), les services de la ville (gestion immobilière, direction des sports, vie associative), le centre communal d'action sociale, les associations qui souhaitent faire vivre un tel dispositif et apporter aussi leur expertise, et Suez qui assure la délégation de service public de l'eau sur la métropole.

Une mise à disposition des équipements susmentionnés pourrait faire l'objet d'une convention entre toutes les parties, fixant ainsi les conditions mais aussi les objectifs d'une telle mesure. Plusieurs modes de fonctionnement sont possibles

par ailleurs, que ce soit la mise en place d'un accueil spécifique sur des tranches horaires aujourd'hui libres ou la création d'une deuxième entrée pour cet effet.

Ce programme pourrait évoluer dans le temps. En effet, il pourrait être mis en œuvre rapidement avec un accord et quelques moyens humains d'accueil qui reposeraient sur les associations intéressées par une participation à ce type d'initiative,, puis porter une ambition plus grande, si ce programme montre son utilité dans les premiers mois de sa mise en œuvre. C'est une véritable mise en réseau des équipements publics pourvus de douches et de toilettes qui pourrait être créé, et ainsi un maillage complet de la métropole permettant un accès solidaire à l'eau.

### 3 - Catégorie de lieux 3

#### a. Lieux multi-services à créer

La dernière catégorie de lieux concerne en réalité les lieux à créer, sous forme de tiers-lieux construits autour de la problématique d'accès à l'eau, ou de lieux multi-services solidaires.

Ces lieux pourraient s'implanter dans des quartiers stratégiques du point de vue de l'accessibilité pour les personnes sans domicile, ou vivant en squats. Au regard de l'enquête de terrain qui a été réalisée, nous avons identifié trois quartiers présentant des intérêts pour l'implantation de nouveaux lieux solidaires à Bordeaux : le quartier Saint-Jean Belcier, le quartier de Bordeaux-Lac au Nord de la ville et le quartier Nansouty Saint-Genès au Sud.

#### b. Quartiers d'implantation possibles

Le quartier Saint-Jean Belcier est un quartier cosmopolite de gare TGV. C'est un lieu d'échanges, de brassages culturels, sociaux et économiques. De nombreuses personnes sans domicile sont présentes dans ce quartier à proximité de la gare Saint-Jean, en particulier le soir. Ce quartier constitue également un poumon culturel avec l'implantation de la Maison de l'Economie Créative et de la Culture en Aquitaine, à proximité du pôle d'enseignement supérieur artistique et la création d'un cluster autour de l'architecture. Il est l'un des quartiers en devenir de l'opération d'intérêt national Bordeaux Euratlantique, vaste opération d'aménagement initiée en 2010. L'aménagement de nouveaux lieux multi-services pour les voyageurs, les habitants et riverains dans ce quartier serait donc pertinent.

Le quartier de Bordeaux-Lac est situé sur la rive gauche de la Garonne et est constitué de l'écoquartier Ginko, du lac et de ses équipements sportifs (pour la pratique de la voile notamment), du quartier des Aubiers ainsi que de la Jallère qui

<sup>49</sup> : Service en charge de la gestion du patrimoine immobilier de Bordeaux Métropole (mise en location de bâtiments publics principalement), notamment du patrimoine non-affecté aux activités de service public.

comprend le Parc des expositions et le Stade Matmut-Atlantique. L'arrivée du tramway en 2008 a amélioré l'accessibilité de ce quartier. Ces dernières années, plusieurs campements de migrants et de personnes sans domicile se sont installés dans ce quartier près des berges du Lac. Ces populations vivent en tentes et ont un accès à l'eau très restreint, malgré les tentatives d'intervention de Bordeaux Métropole. L'implantation d'un lieu proposant divers services d'hygiène pour répondre aux besoins des populations présentes temporairement dans ce quartier serait intéressante.

Situé au Sud de Bordeaux, des bords de la Garonne jusqu'aux boulevards, le quartier de Nansouty Saint-Genès offre un concentré multi-facettes de la vitalité bordelaise. La place Nansouty, réaménagée en 2014, propose un pôle d'équipements multi-services (commerces, boîte à lire, bancs, station VCub...) où se rencontrent des publics de riverains et habitants divers (familles, étudiants, personnes âgées, etc). Située à une dizaine de minutes à pieds du marché des Capucins qui est implanté dans un quartier "politique de la ville" rassemblant une population multi-ethnique, la place Nansouty pourrait être le site d'implantation de lieux offrant des services solidaires liés à l'eau.

### c. Le projet d'ATIS<sup>50</sup>

Sur le territoire de Bordeaux Métropole, Il existe un projet de création de ce type de lieu porté par l'Association Territoires et Innovation Sociale (ATIS)<sup>51</sup> en faveur d'un accès à l'hygiène pour tous.

L'idée du projet "Hygiène pour tous" est née à l'occasion de la deuxième édition de l'événement "Start-up de territoire" en 2018, au cours duquel des citoyens et des experts ont réfléchi autour du défi de la grande précarité. L'accès à l'hygiène est apparu comme l'une des priorités pour répondre aux besoins du territoire. En effet, l'accès à la douche en particulier pour les personnes en grande précarité se heurte à trois difficultés : le manque de places dans les haltes de jour, le sentiment d'insécurité vécu par les femmes, mais aussi le traitement inadapté réservé aux personnes au moment de prendre leur douche (obligation de faire la queue, pour ensuite avoir un temps de douche limité, obligation de laisser ses affaires, manque d'espace pour les parents avec enfants...). Face au manque de moyens, les structures comme le Secours catholique ne peuvent apporter un traitement plus satisfaisant au regard des droits humains pour les personnes en situation de grande précarité.

ATIS a donc étudié les possibilités de création d'un modèle innovant et durable économiquement (qui ne serait pas basé à 100% sur des subventions publiques) pour permettre un accès décent à l'hygiène pour tous. Un modèle possible serait la création d'un lieu hybride autour de bains-douches nouvelle génération. Ce projet de "bains-douches 2.0" s'axe sur les problématiques d'accessibilité, de mixité des publics (voyageurs, sportifs, étudiants, etc) et de création de lien social. Ce lieu pourrait donc offrir des douches, des laves-linges,

des sèches-linges, un espace de soins développé dans une perspective de socio-esthétique, ainsi qu'un espace de lien social comme un café. En effet, ajouter une activité lucrative au lieu - comme un café ouvert à tous - permettrait d'assurer la pérennité du modèle économique, et d'attirer des publics qui ne sont pas en situation de précarité et qui ne viendraient pas forcément dans ce lieu pour accéder aux services d'hygiène. Le café permettrait en somme de créer un espace de lien social entre des publics divers.

Ce lieu imaginé par ATIS pourrait s'implanter dans le quartier déjà très mixte de la gare Saint-Jean, afin de bénéficier aux voyageurs en transit qui sont en forte augmentation depuis la mise en place de la LGV Paris-Bordeaux. Ainsi, le lieu intégrerait des services complémentaires de bagagerie, de cellules de repos, d'accès wifi et d'espace de coworking. La dimension multi-services du lieu appelle un modèle de gouvernance mixte, c'est pourquoi ATIS souhaiterait mettre en place une coopération d'acteurs, non issus du domaine de l'action sociale, mais plutôt de type entreprises sociales, pour porter le projet et, à long terme, gérer le lieu. Un statut coopératif permettrait également de partager le risque, d'assurer une complémentarité des savoir-faire de chacun et une certaine richesse dans la vie du lieu. ATIS travaille déjà en coopération avec Euratlantique qui est chargé de la transformation du quartier Saint-Jean. De plus, ATIS a identifié plusieurs acteurs intéressés pour participer au projet, notamment le Diaconat de Bordeaux, le Wanted Café de Bordeaux et l'Espace Textile de Lormont.<sup>52</sup>

Cependant, ATIS recherche toujours les potentiels porteurs du projet. Le Diaconat de Bordeaux est un acteur potentiel à condition de s'associer à une autre entreprise sociale. Avant la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, l'institut de bien-être solidaire l'Autre Institut à Bordeaux avait été identifié comme entreprise potentielle pour porter le projet aux côtés du Diaconat. Or aujourd'hui, cet institut de beauté a subi la crise de plein fouet et ne peut plus s'engager sur le projet. En cette période de crise sanitaire, les petites structures connaissent des difficultés à s'engager sur de nouveaux projets. C'est pourquoi ATIS souhaite se tourner vers de plus grands groupes qui seraient en mesure d'accompagner les entreprises sociales porteuses de projet.<sup>53</sup> La structure aurait besoin de lever des fonds afin d'assurer une finalisation du montage de projet d'ici 2022.

ATIS a déjà mis en œuvre plusieurs projets avec le soutien de Suez sur le territoire métropolitain. Une coopération avec le groupe Suez sur le projet d'"Hygiène pour tous" pourrait être concevable, étant donné l'expertise de Suez sur la question de l'eau et son rôle déjà établi de facilitateur auprès de Bordeaux Métropole en faveur de l'accès à l'eau pour tous.

### d. Le modèle de gouvernance proposé

Dans le cadre de ce programme, il s'agirait pour Suez de devenir le co-porteur du projet "Hygiène pour tous" ou "Bains-douches 2.0" (nom encore à définir) imaginé par l'association ATIS. En effet, un portage coopératif du projet impliquerait les

acteurs suivants :

- ATIS en tant que structure animatrice et accompagnatrice du projet,
- Bordeaux Euratlantique comme aménageur disposant de l'accès au foncier,
- le Diaconat de Bordeaux en tant que co-porteur principal du projet,
- et le groupe Suez en deuxième co-porteur principal du projet.

Le processus de mise en place du projet pourrait se dérouler selon différentes étapes : une prise de contact avec ATIS, puis la finalisation de l'étude d'opportunité menée par ATIS, et le portage coopératif du projet selon la définition de critères par chacune des parties prenantes, pour un montage finalisé d'ici 2022.

La gestion d'un tel lieu pourrait s'inspirer du centre géré par le Réseau Paul Bert. Avant un déménagement du quartier Saint-Paul pour le quartier Caudéran (réouverture prévue en janvier 2021), le centre disposait d'un bar-brasserie au rez-de-chaussée ; d'un sous-sol réservé à une laverie solidaire, aux douches et hammams ; d'un étage administratif cohabitant avec l'accueil des familles et enfants ; de trois étages de logements sociaux ; et d'un toit-terrasse. Le lieu était géré par une équipe d'animation composée de trente volontaires et de salariés.

Indépendamment du projet porté par ATIS, le Diaconat de Bordeaux dispose également d'une expérience dans la gestion de tels lieux, avec notamment la Résidence Hôtelière à Vocation Sociale située à Lormont, construite par Domofrance et ouverte depuis 2015. Cette RHVS offre diverses prestations telles qu'une salle commune (pour les petits déjeuners, le repos ou le travail), une bagagerie, une laverie, un parking, ou des plateaux-repas. Le Diaconat a donc une expertise en gestion de lieu hybride facilitant la réalisation d'un nouveau lieu solidaire, multi-services, assurant un accès à l'eau pour tous.

50 : Les informations citées dans cette partie sont issues d'un entretien téléphonique informel réalisé avec Annabelle Tallet, chargée de missions chez ATIS, le 14 décembre 2020.

51 : La structure ATIS est une association qui intervient sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine comme "incubateur" de projets de l'économie sociale et solidaire. Cette association pilote plusieurs programmes, dont la "Fabrique à initiatives", qui a pour but de connecter un besoin social avec un projet de création d'activité entrepreneuriale. ATIS réalise les études d'opportunité de projet, réfléchit aux modèles économiques et de gouvernance possibles, identifie les potentiels porteurs de projet quand ils ne sont pas encore définis et accompagne la création du projet et son implantation sur le territoire.

52 : L'Espace Textile pourrait proposer un service de couture et de retouches pour les personnes en grande précarité qui viendraient prendre leur douche et pourraient par la même occasion venir reprendre leurs vêtements.

53 : ATIS a un partenariat historique avec Veolia par exemple, mais le contexte n'est pas propice à une coopération avec le groupe sur ce projet.

	Lieu :	Localisation :	Distance du centre-ville calculée en temps de marche depuis le réseau de transport en commun :	
<b>CATEGORIE DE LIEUX 1 :</b>			Tous les trajets sont calculés au départ de l'Hotel de ville de Bordeaux	
<b>Commerces solidaires :</b>	Wanted café	2 Rue des Douves, 33800 Bordeaux (quartier des Capucins)	<b>2min</b> depuis l'arrêt Capucins (Bus ligne 1) <b>3min</b> depuis l'arrêt Meunier (Bus ligne 11) <b>4min</b> depuis l'arrêt Capucins (Bus ligne 15) <b>8min</b> depuis l'arrêt Victoire (Bus ligne 5) <b>8min</b> depuis l'arrêt Victoire (Tram B)	
	La cabane à gratter	Place André Meunier dit Mureine, 33800 Bordeaux	<b>3min</b> depuis l'arrêt Meunier (Bus ligne 1) <b>14min</b> de marche depuis l'arrêt Victoire (Tram B)	
	Le Garage Moderne	1 Rue des Étrangers, 33300 Bordeaux (quartier Bacalan)	<b>4min</b> de marche depuis l'arrêt Rue Achard (Tram B)	
	Les Vivres de l'Art	4 Rue Achard, 33300 Bordeaux (quartier Bacalan)	<b>2min</b> de marche depuis l'arrêt Rue Achard (Tram B)	
	Darwin Eco-système	87 Quai des Queyries, 33100 Bordeaux	<b>2min</b> depuis l'arrêt Hortense (Bus L50) <b>15min</b> depuis l'arrêt Jardin Botanique (Tram A)	
<b>Immeubles de bureaux :</b>	Quartier Raveziez	-	Desservi par le Tram C	
	Quartier Mériadeck	-	Desservi par le Tram A	
	ZAC Bordeaux St Jean Belcier (projet Euratlantique gare)	-	Desservi par le Tram C et D + Bus	
<b>Centres d'animation :</b>	Argonne Nansouty Saint-Genès	1bis rue Lhérisson, 33000 Bordeaux	<b>2min</b> depuis l'arrêt Bergonié (Tram B)	
	Bacalan	139 Rue Joseph Brunet, 33300 Bordeaux	<b>2min</b> depuis l'arrêt Claveau (Tram B)	
	Grand Parc	36 Rue Robert Schuman, 33300 Bordeaux	<b>1min</b> depuis l'arrêt Place de l'Europe (Bus L15)	
	Bastide Benauge	23 Rue Raymond Poincaré, 33100 Bordeaux	<b>1min</b> depuis l'arrêt Dorgelès (Bus L16) <b>10min</b> depuis l'arrêt Thiers-Benauge (Tram A)	
	Bastide Queyries	13 Allée Jean Giono, 33100 Bordeaux	<b>8min</b> depuis l'arrêt Jardin Botanique (Tram A)	
	Bordeaux Lac	79 Cours des Aubiers, 33300 Bordeaux	<b>4min</b> depuis l'arrêt Les Aubiers (Tram C) <b>6min</b> depuis l'arrêt Cracovie (Tram C) <b>10min</b> depuis l'arrêt Centre de Formation du Lac (Bus L15)	
	Bordeaux Sud	13 Rue du Professeur Devaux, 33800 Bordeaux	<b>4min</b> depuis l'arrêt Carle Vernet (Tram C) <b>4min</b> depuis l'arrêt Capelle (Bus L11)	
	Saint Michel	25 Rue Permentade, 33000 Bordeaux	<b>6min</b> depuis l'arrêt Ste Catherine (Bus L16) <b>6min</b> depuis l'arrêt Victoire (Tram B) <b>5min</b> depuis l'arrêt Victoire (Bus L1)	
	Saint Pierre	4 Rue du Mulet, 33000 Bordeaux	<b>9min</b> à pied via Rue des Trois-Conils	
	<b>CATEGORIE DE LIEUX 2 :</b>			Tous les trajets sont calculés au départ de l'Hotel de ville de Bordeaux
<b>Bâtiments communaux :</b> Salles municipales :	Salle Gouffrand	23 bis Rue Gouffrand, 33300 Bordeaux	<b>8min</b> depuis l'arrêt Chartrons (Tram B)	
	Marché des Douves	4bis Rue des Douves, 33000 Bordeaux	<b>9min</b> depuis l'arrêt Victoire (Tram B)	
	Maison cantonale	50 Rue de Nuits, 33100 Bordeaux	<b>4min</b> depuis l'arrêt Jardin Botanique (Tram A)	
	Salle Saint-Augustin	18 Place de l'Église Saint-Augustin, 33000 Bordeaux	<b>6min</b> depuis l'arrêt Saint-Augustin (Tram A)	
	Athénée - Père Joseph Wresinski	Place Saint-Christoly, 33000 Bordeaux	<b>3min</b> à pied via Place Pey Berland	
	Salle Bacalan	12 Rue Charlevoix de Villiers, 33000 Bordeaux	<b>2min</b> depuis l'arrêt New York (Tram B)	
	Mairies de quartier :	Bordeaux Sud	6 Cours de la Marne, 33000 Bordeaux	<b>1min</b> depuis l'arrêt Victoire (Bus L1) <b>2min</b> depuis l'arrêt Victoire (Tram B)
Nansouty Saint-Genès (salle municipale Nicole Vanrast)		250 Rue Malbec, 33800 Bordeaux	<b>3min</b> depuis l'arrêt Tillet (Bus L5) <b>7min</b> depuis l'arrêt Malbec (Bus L15) <b>12min</b> depuis l'arrêt Bergonié (Tram B)	
Bordeaux centre		19 Rue du Père Louis Jabrun, 33000 Bordeaux	<b>5min</b> à pied via Rue des Trois-Conils	
La Bastide		38 Rue de Nuits, 33100 Bordeaux	<b>3min</b> depuis l'arrêt Collège L. Lenoir (Bus L16) <b>3min</b> depuis l'arrêt Jardin Botanique (Tram A)	
Saint Augustin - Tauzin - Alphonse Dupeux		18 Place de l'Église Saint-Augustin, 33000 Bordeaux	<b>5min</b> depuis l'arrêt Saint-Augustin (Tram A)	
Bibliothèques :		Mériadeck	85 Cours Maréchal Juin, 33000 Bordeaux	<b>3min</b> depuis l'arrêt Hôtel de Police (Tram A) <b>9min</b> à pied via Cours Maréchal Juin
		Jardin Public	Terrasse du Jardin Public, 33000 Bordeaux	<b>4min</b> depuis l'arrêt Jardin Public (Bus L4) <b>5min</b> depuis l'arrêt Fondaudège - Muséum (Bus L12) <b>7min</b> depuis l'arrêt Tourny (Bus L3)
	Bibliothèque interdisciplinaire	125 Cours d'Alsace-et-Lorraine, 33000 Bordeaux	<b>5min</b> à pied via Place Pey Berland	
	Universitaire des Sciences de l'Homme - Université de Bordeaux	3 ter Place de la Victoire, 33000 Bordeaux	<b>1min</b> depuis l'arrêt Victoire (Bus L15) <b>2min</b> depuis l'arrêt Victoire (Bus L5) <b>2min</b> depuis l'arrêt Victoire (Tram B)	
	Capucins / Saint-Michel	10-12 Place des Capucins, 33800 Bordeaux	<b>2min</b> depuis l'arrêt Capucins (Bus L1)	
	La Bastide	18-22 Rue Alexander Fleming, 33100 Bordeaux	<b>2min</b> depuis l'arrêt Dorgelès (Bus L16) <b>11min</b> depuis l'arrêt Thiers-Benauge (Tram A)	
	Flora Tristan	1 Rue d'Armagnac, 33800 Bordeaux	<b>4min</b> depuis l'arrêt Belcier (Tram C) <b>8min</b> depuis l'arrêt Gare Saint Jean (Bus L1) <b>14min</b> depuis l'arrêt Pelleport (Bus L15)	
	Municipale de Quartier et Bibliobus	9 Allée des Peupliers, 33000 Bordeaux	<b>5min</b> depuis l'arrêt Saint-Augustin (Tram A)	
	Universitaire des Sciences du Vivant et de la Santé (BU Carreire)	146 Rue Léo Saignat, 33000 Bordeaux	<b>8min</b> depuis l'arrêt Hôpital Pellegrin (Tram A) <b>5min</b> depuis l'arrêt Bordeaux Carreire (Bus L11)	
	Bâtiments publics sportifs : Piscines :	Piscine Galin	3 rue Galin, 33000 Bdx	<b>4min</b> depuis l'arrêt Piscine Galin (Bus L16) <b>7min</b> depuis l'arrêt Galin (Tram A)
		Piscine Tissot	46 rue Leon Blum, 33000 Bdx	<b>4min</b> depuis l'arrêt Claveau (Tram B)
		Piscine Grand-parc	60 Cours de Luze, 33000 Bordeaux	<b>0min</b> depuis l'arrêt Piscine Grand Parc (Bus L15) <b>6min</b> depuis l'arrêt Emile Counord (Tram C) <b>14min</b> depuis l'arrêt Croix de Seguey (Bus L12)
		Piscine Judaique	Jean Boiteux, 164 Rue Judaique, 33000 Bordeaux	<b>1min</b> depuis l'arrêt Piscine Judaique (Bus L1) <b>16min</b> à pied via Rue Judaique
Gymnases (salles, clubs de sport) :		Espace sportif Nelson Paillou	53 rue Pauline Kergomard, 33000 Bordeaux (quartier Nansouty)	<b>1min</b> depuis l'arrêt Kergomard (Bus L5) <b>6min</b> depuis l'arrêt Bergonié (Tram B) <b>12min</b> depuis l'arrêt Victoire (Bus L1)
	Gymnase du collège Aliénor d'Aquitaine	Rue de l'Abattoir, 33800 Bordeaux (Place André Meunier)	<b>4min</b> depuis l'arrêt Meunier (Bus L1) <b>10min</b> depuis l'arrêt Capucins (Bus L15)	
	Gymnase Barbey	14 Cours Barbey, 33000 Bordeaux	<b>3min</b> depuis l'arrêt Meunier (Bus L1) <b>5min</b> depuis l'arrêt Lafontaine (Bus L15)	
	Gymnase Robert Geneste	19 Rue Beck, 33800 Bordeaux (quartier Belcier)	<b>2min</b> depuis l'arrêt Belcier (Tram C) <b>3min</b> depuis l'arrêt Carle Vernet (Bus L11)	
	Gymnase Alice Milliat	114 Cours de la Marne, 33000 Bordeaux	<b>2min</b> depuis l'arrêt Capucins (Bus L1) <b>8min</b> depuis l'arrêt Victoire (Tram B)	

<b>Bâtiments Bordeaux Métropole :</b>	Maison écocitoyenne	Quai Richelieu, 33000 Bordeaux	<b>2min</b> depuis l'arrêt Place du Palais (Tram A) <b>13min</b> à pied via Cours d'Alsace-et-Lorraine
<b>Etablissements d'enseignement :</b>	IUT Bordeaux Montaigne	1 Rue Jacques Ellul, 33800 Bordeaux	<b>3min</b> depuis l'arrêt Meunier (Bus L1) <b>4min</b> depuis l'arrêt Sainte-Croix (Tram C) <b>9min</b> depuis l'arrêt Capucins (Bus L15)
	Université de Bordeaux - Campus Victoire	3ter Place de la Victoire, 33000 Bordeaux	<b>3min</b> depuis l'arrêt Victoire (Bus L1 et L5) <b>3min</b> depuis l'arrêt Victoire (Tram B)
	Université de Bordeaux - Campus Argonne	166 Cours de l'Argonne, 33000 Bordeaux	<b>2min</b> depuis l'arrêt Bergonié (Tram B)
	Université de Bordeaux - Campus Bordeaux Pey-Berland	35 Place Pey Berland, 33000 Bordeaux	<b>2min</b> à pied via Rue Elisée Reclus et Place Pey Berland
	Université de Bordeaux - Campus Bastide	35 Avenue Abadie, 33100 Bordeaux	<b>3min</b> depuis l'arrêt Jardin Botanique (Tram A)
	Campus IONIS	81-89 Rue du Jardin public, 33000 Bordeaux	<b>3min</b> depuis l'arrêt Paul Doumer (Bus L4)
	Université de Bordeaux - Campus Carreire	146 Rue Léo Saignat, 33000 Bordeaux	<b>8min</b> depuis l'arrêt Hôpital Pellegrin (Tram A)
	Université de Bordeaux - Campus Talence	351 Cours de la Libération, 33400 Talence	<b>4min</b> depuis l'arrêt Béthanie (Tram B)
	Arts et Métiers ParisTech - Campus de Bordeaux	Espl. des Arts et Métiers, 33405 Talence	<b>2min</b> depuis l'arrêt Arts & Métiers (Tram B)
	Université Bordeaux Montaigne	19 esplanade des Antilles, 33607 Pessac	<b>4min</b> depuis l'arrêt Unitec (Tram B)
<b>Parkings :</b>	Victor Hugo	Place de la Ferme Richemont, 33000 Bordeaux	<b>1min</b> depuis l'arrêt Ste Catherine (Bus L16) <b>3min</b> depuis l'arrêt Sainte Catherine (Tram A) <b>11min</b> à pied via Place Pey Berland et Cours d'Alsace-et-Lorraine
	Bordeaux Ars Belcier	16 Rue des Maraîchers, 33000 Bordeaux	<b>5min</b> depuis l'arrêt Carle Vernet (Tram C) <b>5min</b> depuis l'arrêt Carle Vernet (Bus L11)
	Bordeaux P4 Gare Saint Jean Belcier	Rond Point Pierre Semard, 33800 Bordeaux	<b>3min</b> depuis l'arrêt Belcier (Tram D) <b>3min</b> depuis l'arrêt Terres de Borde (Bus L11) <b>8min</b> depuis l'arrêt Gare Saint Jean (Bus L1)
	Zenpark - Gare Saint-Jean	36 Rue de Tauzia, 33800 Bordeaux	<b>1min</b> depuis l'arrêt Tauzia (Tram D) <b>3min</b> depuis l'arrêt Peyronnet (Bus L1)
	Parking Facile Sainte-Catherine	15 Rue Honoré Tessier, 33000 Bordeaux	<b>2min</b> depuis l'arrêt Musée d'Aquitaine (Bus L16) <b>2min</b> depuis l'arrêt Musée d'Aquitaine (Tram B) <b>10min</b> à pied via Place Pey Berland
	Parking du 8 mai 1945	2 Terrasse Front du Médoc, 33000 Bordeaux	<b>9min</b> à pied via Cours Maréchal Juin
<b>CATEGORIE DE LIEUX 3 :</b>			
	Quartier Saint Jean-Belcier	-	Desservi par le Tram C et D + Bus
	Quartier Nansouty Saint-Genès	-	Desservi par le Tram B
	Quartier Bordeaux-Lac	-	Desservi par le Tram C

Liste des lieux mutualisables à Bordeaux selon les trois catégories établies

# PROGRAMME B

Ce dernier programme est une empreinte architecturale importante. En effet, il s'agit ici de proposer un nouvel équipement à l'échelle de la métropole pour faire face aux questions d'accès à l'eau, et plus précisément d'un accès solidaire. Grâce à toutes les problématiques soulevées dans ce rapport, nous avons donc imaginé des équipements publics donnant un accès à l'eau, en considérant la dimension sociétale qui en découle. Pour ce faire, deux sites et deux approches ont vu le jour.

Un premier projet de réhabilitation des bains-douches de Bacalan est donc imaginé afin de proposer ce type de programme, aujourd'hui inexistant à Bordeaux, tout en revalorisant un patrimoine architectural.

Cependant, son éloignement du centre ville demande de compléter cette offre par un programme inédit au cœur de Bordeaux, proposant aussi un accueil pour les personnes ayant le plus besoin d'un accès décent à l'eau.

Un deuxième projet, une piscine pour le quai des sports dans le quartier Saint Michel, est pensé afin de compléter l'offre existante et de pourvoir le lieu de douches, toilettes et salle de repos accessibles à tous. Située sur pilotis le long de la berge de la Garonne, cette piscine reprend en partie le langage du patrimoine bordelais des carrelats. Discrète et forte à la fois, elle vient s'insérer dans le paysage sans casser la dynamique du parc des quais.



## 1 - De nouveaux bains-douches pour Bacalan

La plupart des personnes SDF que nous avons interrogées ont clairement exprimé le souhait de bénéficier d'équipements sanitaires au sein d'espaces clos. C'est de ce constat que vient l'idée de faire renaître un programme de bains-douches, en ré-investissant un lieu emblématique de l'accès social à l'eau.

a. Les bains-douches : Faire re-naître un programme social d'accès à l'eau

Bacalan est un quartier populaire constitué majoritairement d'un tissu de maisons mitoyennes et de jardins en lanière dans l'esprit des échoppes Bordelaises et dans l'esprit des cités jardins et des cités ouvrières. Les anciens bains-douches de Bacalan se situent sur la place Adolphe Buscaillet.<sup>54</sup>

La structure était constituée d'une crèche et de bains-douches de style moderne, construits entre 1930 et 1937 par Pierre Ferret à la demande du maire Adrien Marquet. L'architecte a construit deux pavillons parallèles séparés par un jardin d'enfants. Le premier pavillon, destiné à recevoir une crèche et un dispensaire, était pourvu de deux façades et donc de deux entrées distinctes. L'autre pavillon était réservé aux bains-douches proprement dits.

b. Approche : Mettre en place un espace accueillant pour tous les publics visés

Le bâtiment de Ferret, de part sa disposition et ses multiples usages, dispose de nombreuses entrées. Deux entrées magistrales, anciennes entrées de la crèche et des bains douches, donnent sur la place, une entrée plus discrète destinée au foyer des associations sportives donne sur la rue Charlevoix de Villier, enfin d'autres entrées plus petites permettent un accès direct au logement de la concierge et aux zones techniques.

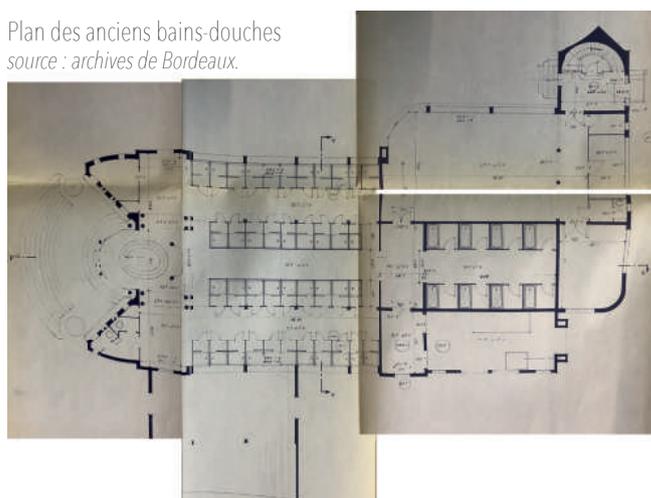
Le bâtiment situé au Nord (ancienne crèche) accueille actuellement à l'avant un club de judo et à l'arrière quelques bureaux d'associations ainsi qu'une grande salle d'activité. Le bâtiment Sud (ancien bain-douche) accueille quant à lui un club de boxe à l'avant tandis que l'arrière est entièrement destiné à l'association Gargantua qui a aménagé principalement du stockage ainsi qu'une petite salle de restauration. Sous chaque bâtiment, aux trois-quarts enterré, se trouve un vaste sous-sol dont l'un d'eux a notamment accueilli les archives de Bordeaux pendant quelque temps.

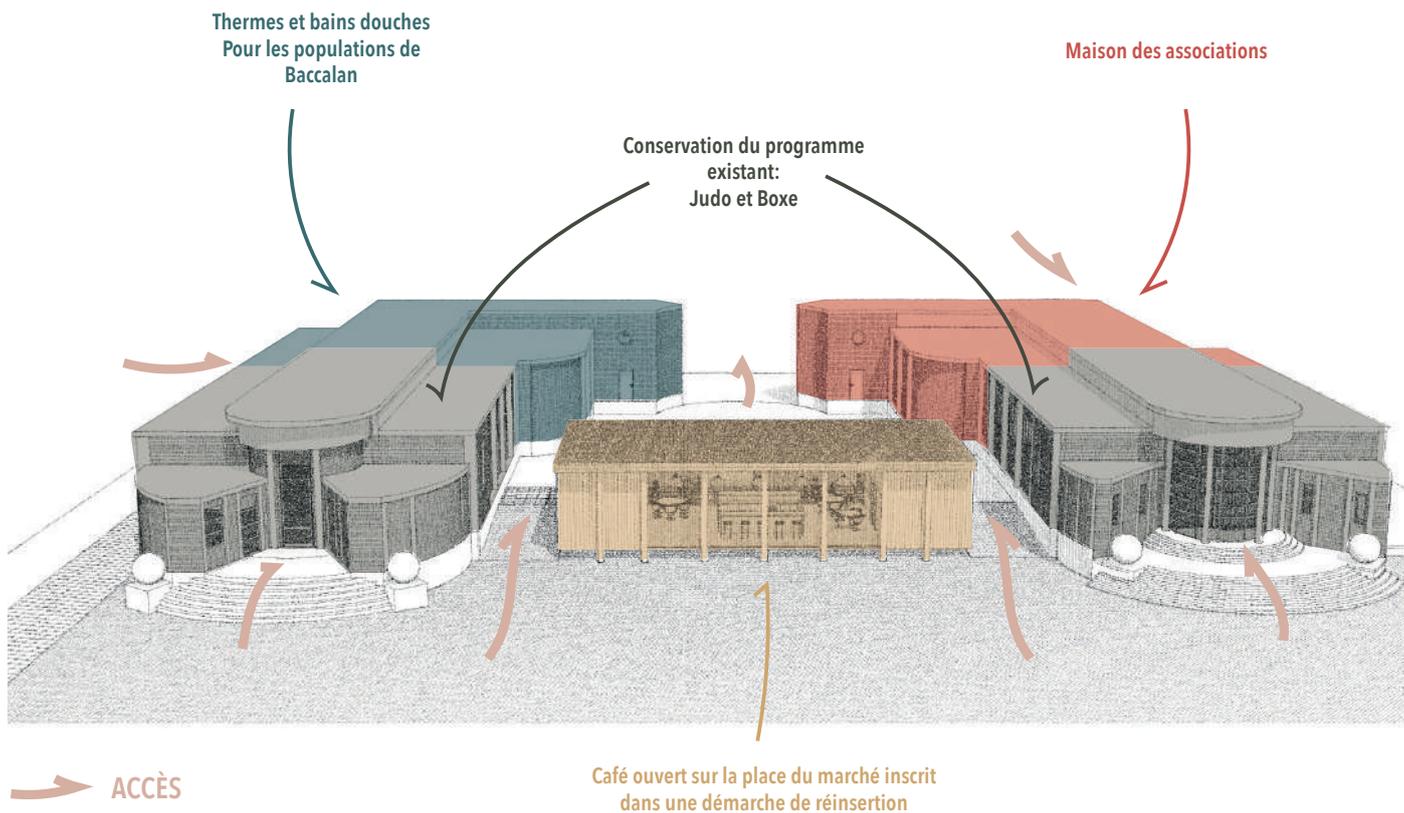
Dégager les accès

La place Adolphe Buscaillet est très vivante, toujours occupée, souvent par des enfants qui s'amuse dans les espaces de jeu, et tous les vendredis matin se tient un petit marché où les habitants du quartier se rencontrent et discutent parfois longtemps. Par conséquent la partie avant (Est) des bâtiments est très fréquentée et occupée, mais ce n'est pas le cas de l'arrière.



Plan des anciens bains-douches  
source : archives de Bordeaux.





En effet, à cet endroit se trouve une sorte de cour en longueur qui sert actuellement au passage de véhicules et qui est trop étroite pour être utilisée en l'état.

En réalité même si les bâtiments ne sont pas accolés à d'autres constructions, ils se retrouvent totalement enfermés par des grilles au Nord et à l'Est qui empêchent toute circulation autour des deux bâtiments.

Par conséquent l'une des volontés de ce projet est d'abord de redonner sa place centrale et essentielle aux bâtiments dans le quartier en les désenclavant et en permettant les circulations autour mais aussi à l'arrière.

En effet cet espace aujourd'hui inoccupé et délaissé offre en réalité beaucoup de potentiel avec la proximité immédiate du tramway et la présence de locaux d'autres associations (comme Médecins du Monde par exemple) de ce côté.

De cette manière les bâtiments sont orientés mais surtout ouverts sur l'ensemble du quartier et non uniquement sur la place Adolphe Buscaillet.

#### La réhabilitation du bâti

Aujourd'hui, les deux entrées principales sont utilisées par les clubs sportifs (que nous conservons en l'état). Nous privilégions les entrées secondaires et le parvis créé à l'arrière pour des entrées plus discrètes et moins impressionnantes.

En effet, ce sont des bâtiments conçus pour impressionner par les proportions, les hauteurs intérieures et les accès monumentaux, or ce qui peut être impressionnant pour nous peut devenir intimidant pour des personnes SDF qui souhaitent plutôt rester discrètes.

Pour le programme, nous conservons donc les clubs de boxe et de judo à l'avant des bâtiments et nous intégrons dans l'un des bâtiments des bain-douche ainsi que des thermes et dans l'autre un pôle associatif avec notamment une grande salle d'activités, des salles de réunion et des salles informatiques.

Nous l'avons dit, nous voulons avec ce projet recréer une centralité pour rassembler les deux parties du quartier, pour aller dans ce sens nous créons également à l'extérieur du bâtiment du côté de la place Buscaillet un café qui pourra accueillir les passants, les sportifs avant ou après leur entraînement, les différentes associations du quartier, les personnes SDF ou encore les marchands et les clients du marché tous les vendredi matins.

Il s'agira dans ce projet de jouer des volumes et des accès du bâtiment pour favoriser une mixité sociale, dans un lieu où tout le monde est le bienvenue.

54 : Ancien conseiller municipal de Bordeaux et conseiller général de la Gironde, décédé en 1920

## 2 - Une piscine pour le quai des Sports

a. Saint Michel et les quais, un quartier populaire hautement fréquenté

Saint Michel, Les Capucins et Saint Paul, sont des quartiers où de nombreuses personnes sans domicile fixe vivent. Les quais attenants peuvent être des espaces de repos pour ces personnes les beaux jours venants, ce qui leur confère une mixité inégalée dans Bordeaux, les quais des Sports étant aussi fréquentés par un large panel de groupes sociaux, allant des sportifs aux badauds. Le sport peut être vecteur de mixité sociale et nous souhaitons nous appuyer sur ce fait pour bâtir notre programme.

De plus, les quais sont pourvus d'une toilette publique mais ils ne bénéficient ni de douches ni d'un espace de sieste dédié. Ce nouveau programme pourrait donc bénéficier aux personnes sans domicile fixe, tout comme aux sportifs mais aussi aux chauffeurs de bus longue distance, car la gare routière est située à quelques centaines de mètres seulement.

b. La piscine, un moyen de conforter l'activité déjà présente sur les quais

La piscine, située derrière les terrains de pelote et de beach-volley, vient à cheval sur la ripisylve. Elle complète donc l'offre sportive des quais, et assure en plus un service social lié à l'eau : l'accès à des douches et des sanitaires nettoyés très régulièrement. De plus, elle propose un café, élément manquant de ces quais, ainsi qu'une salle de sieste et une bagagerie, conçus pour aider les personnes en difficulté mais ouvertes à tous.

L'accès aux personnes à mobilité réduite est le plus facilité possible, par une continuité des sols existants et des bassins, sans aucune marche.

c. L'importance du paysage

D'un point de vue paysager, la piscine s'inscrit dans son milieu en délicatesse, sans entraver les perspectives déjà présentes sur les quais.

Elle n'est pour autant pas du tout invisible : elle vient ponctuer et cadrer le paysage, notamment la vue sur la Garonne, offrant un point de vue inédit sur le pont de pierre et le fleuve. Depuis les quais, la piscine se devine entre les arbres, élégant bâtiment en bois sombre, bas, jouant avec les troncs.

d. Un lieu sur mesure pour tous

La gestion d'un tel lieu pourrait relever d'une association ou d'un groupe privé agissant sous contrat public. Pour que les objectifs sociaux de La Piscine soient remplis, les tarifs pratiqués doivent être du «sur-mesure», c'est-à-dire que l'on peut payer au menu, et ainsi choisir de n'accéder qu'à un ou

au contraire à plusieurs des espaces (piscine, spa, salle de sieste, douches, toilettes, salle mutualisée, bagagerie).

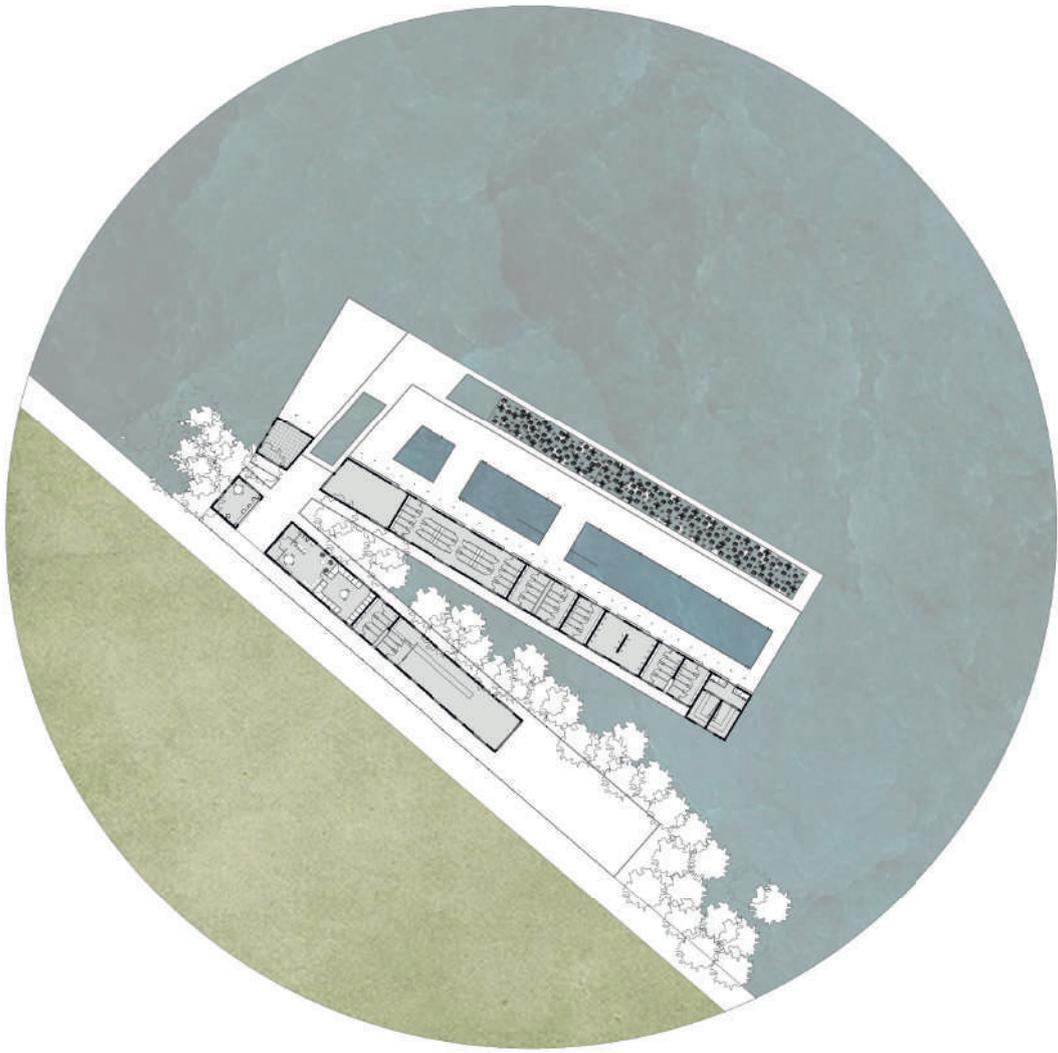
De plus, ces tarifs doivent être suffisamment bas pour permettre l'accès aux personnes les plus pauvres : fixer un prix conseillé, puis un prix plancher, et que chacun paie suivant ses moyens.

La politique de tarification de ces services semble très importante afin de permettre aux personnes sans domicile fixe d'avoir le statut de client et non de bénéficiaire d'une quelconque charité.

Selon les associations rencontrées au cours de cette étude, ce statut permet en effet d'assumer plus facilement sa présence et facilite la mixité sociale. Il permet enfin au « client » d'apporter son avis sur la structure, ce qui en fait aussi un lieu plus appropriable par l'utilisateur.



① Plan de situation du projet.



Plan du projet de Piscine



Les anciens Bains Girondins, fin du XIX<sup>ème</sup>



Piscine écologique flottante - BASE Land, 2017



Boothaus - TYIN Tegnestue Architects



# CONCLUSION



Cette étude a été menée dans un contexte où le sujet de l'accès social à l'eau en ville est particulièrement d'actualité. Le sujet de l'accès à l'eau et les problématiques qu'il soulève nous ont passionnés et investis tout au long de l'année 2020 pour mener à bien ce projet collectif. En guise de conclusion, il est intéressant de rappeler les tenants et les aboutissants de notre étude qui a été menée en deux temps.

Au cours de la première phase d'étude, de janvier à juin 2020, nous avons choisi de "pratiquer les infrastructures" en allant utiliser les différents équipements présents sur la métropole bordelaise. En nous basant sur cet état des lieux, nous avons précisé les axes de recherche et la littérature en lien avec le sujet.

Au cours de nos entretiens avec le LyRE, nous avons reçu les indications nécessaires pour orienter nos recherches.

Après ce premier repérage, il s'agissait d'aller à la rencontre des usagers au moyen de micro-trottoirs et de questionnaires diffusés sur les réseaux sociaux afin de récolter leurs avis, vision(s), remarques ou anecdotes sur le sujet proposé. Ainsi, certaines thématiques et problématiques ont été mises en évidence et ont permis d'orienter davantage le travail à mener par la suite. Nous avons ensuite comparé les expériences bordelaises à celles vécues dans d'autres villes, par les membres du groupe de travail. Le benchmark a par ailleurs permis d'exposer différentes innovations techniques et sociales, pour répondre aux dysfonctionnements ciblés. Différents acteurs de la scène politique et sociale bordelaise ont également été consultés pour éclairer notre sujet.

Au terme de cette première phase d'étude, nous avons saisi quels étaient les acteurs impliqués dans la gestion de l'eau sur Bordeaux Métropole et engagés dans la lutte pour un meilleur accès à l'eau pour tous.

La deuxième phase de projet qui s'est déroulée de septembre à décembre 2020 a permis dans un premier temps de concrétiser l'étude par une enquête de terrain qui avait dû être stoppée durant le confinement.

Nous sommes allés à la rencontre des personnes sans domicile dans l'hypercentre de Bordeaux pour les interroger sur les problématiques qu'elles rencontrent concernant l'accès à l'eau.

De plus, nous nous sommes entretenus avec plusieurs associations emblématiques du territoire bordelais qui nous ont apporté leur expertise sur le sujet. Enfin, les acteurs publics rencontrés nous ont éclairés sur les difficultés liées aux politiques d'accès à l'eau et les mesures mises en œuvre sur la métropole. Ainsi, nous avons pu compléter nos constats concernant les équipements présents sur le territoire et identifier les principales problématiques rencontrées par les

populations les plus précaires dans leur accès à l'eau et par extension, à l'hygiène.

Au terme de cette deuxième phase d'étude, nous avons réalisé la gravité de la situation sanitaire pour les personnes en situation de grande précarité, en particulier les personnes sans domicile et les habitants de squats. Au manque d'infrastructures criant viennent s'ajouter diverses problématiques : une demande particulière selon les différents publics, l'absence d'accès à l'eau chaude dans les squats, l'inadaptation des équipements sanitaires aux besoins des femmes, ou encore l'aggravation de la situation avec la crise liée à la pandémie de Covid-19. Tous ces constats entravent un accès à l'eau décent, fondamental pour garantir le respect du principe de dignité humaine.

Afin d'apporter une réponse à ces différentes problématiques, nous avons défini des programmes d'équipements et de gouvernance pour l'accès social à l'eau. Ces programmes proposent aussi bien la création d'équipements modulables pour un accès libre aux toilettes et à la douche en ville, la mutualisation d'équipements existants jusqu'ici "sous-utilisés", que la réhabilitation de bains-douches ou encore l'aménagement d'une piscine sur la Garonne. Ils mettent l'accent sur de nouveaux modes de gouvernance possibles pour optimiser les équipements existants et mettre en lien les acteurs publics, privés et associatifs, responsables de la gestion des lieux offrant un accès à l'eau.

Certains éléments proposés dans les programmes présentent quelques limites. L'acceptabilité sociale de nouveaux équipements tels que les toilettes sèches, qui ne sont pas toujours adaptées aux pratiques culturelles des différentes ethnies présentes sur le territoire métropolitain, peut constituer une barrière à l'accès à l'eau pour tous.

De plus, les coûts financiers induits par la mise en application de tels programmes peuvent représenter un frein pour Bordeaux Métropole et le groupe Suez.

Les trois programmes proposés sont certes ambitieux, mais ils présentent des pistes potentielles pour un accès à l'eau durable et solidaire. Les enjeux humains et environnementaux actuels nécessitent, pour le territoire, de se saisir de cette problématique. Bordeaux Métropole présente tout le potentiel pour devenir plus accueillante, inclusive envers tous les publics, et résiliente face aux changements climatiques.

Les programmes proposés dans cette étude n'ont de sens que s'ils fonctionnent en complémentarité sur l'ensemble du territoire métropolitain et leur mise en œuvre nécessite avant tout un engagement politique fort de la part de la métropole.



Nous remercions toutes les personnes sans qui cette étude n'aurait pas été possible.

Un grand merci à notre commanditaire Manon Vivière-Bevan qui nous a accompagnés dans cette étude. Son écoute, son intérêt pour notre travail et ses conseils nous ont permis de réaliser ce projet dans les meilleures conditions possibles.

De plus, nous remercions notre tutrice Emmanuelle Goïty pour son soutien, sa disponibilité et le cadre dans lequel elle nous a permis de développer notre travail.

Nous remercions aussi nos professeurs référents Stéphane Hirschberger, Lucas Lotti et Pascale de Tourdonnet de l'EnsapBx et Gilles Pinson de Sciences Po Bordeaux pour leur accompagnement et leur suivi de notre projet.

Nous remercions également le Forum Urbain, en particulier Aurélie Couture et Julie Clerc, qui ont encadré ce projet collectif et ont permis l'impression de ce dossier.

Bien sûr nous remercions également Gaëlle Batard, Maximilian Fehr, Olivier Jacob, Louise Raffoux et Marie-Pier Vézina, étudiants à l'IEP et à l'ENSAP de Bordeaux qui ont également travaillé avec nous et participé à la première phase de ce travail.

Enfin, nous remercions toutes les personnes qui ont accordé de leur temps pour répondre à nos questions.

Merci tout d'abord à Pascal Le Halpère de nous avoir éclairés sur les projets menés chez Suez Eau France.

Nous remercions chaleureusement tous les acteurs associatifs qui ont accepté de nous recevoir ou de s'entretenir avec nous par téléphone pour nous partager leur expérience : Morgan Garcia de chez Médecins du Monde, Nathan Guillaud ancien secrétaire chez Dynam'eau, Aimeric Enard de l'unité locale de la Croix-Rouge Bordeaux, Mathilde Beauvois directrice de La Cloche Nouvelle-Aquitaine, Bernie du collectif Bienvenue, Philippe directeur du centre du Réseau Paul Bert, Cathy Médar co-fondatrice de Toutes à l'abri, Jérémie Ballarin du Wanted Café et Annabelle Tallet chargée de missions chez ATIS.

Sans elles, sans eux, nous n'aurions pas pu saisir toutes les problématiques soulevées par l'accès à l'eau pour tous, en particulier pour les publics les plus précaires, et nous n'aurions pas pu bénéficier de la documentation nécessaire à la compréhension des enjeux présents sur le territoire bordelais. Nous remercions également l'élu municipal et métropolitain Maxime Ghesquière pour son temps et le partage de son expérience associative, et récemment politique, sur les sujets d'accès aux communs essentiels.

Nous remercions Bordeaux Métropole, en particulier Farida Courtazelles, responsable du Recouvrement et des Missions Solidarités Eau, et Catherine Vignerte, chargée de la Mission Squats à la Direction de l'Habitat et de la Politique de la Ville, pour le partage de leur travail et de leur expertise. Nous remercions aussi Alice Corbin à la mairie de Bordeaux qui a répondu à nos questions.

Enfin, nous remercions les habitant.e.s des squats Tedhoulg à Pessac et de l'ancien Ehpad La Clairière à Gradignan, de nous avoir reçus dans leur lieu de vie et de nous avoir partagés une partie de leur quotidien.

Nous remercions également toutes les personnes sans-abri que nous avons rencontrées dans les rues de Bordeaux. Merci à Nasser, Quentin, Johnny, Laurent, Constantin, Patrick, Jean, ainsi que celles et ceux qui ont accepté de répondre à nos questions. Ces rencontres nous ont particulièrement aidé dans la réalisation de notre étude.



# BIBLIOGRAPHIE

## Sources (Introduction) :

OMS, "1 personne sur 3 dans le monde n'a pas accès à de l'eau salubre – UNICEF, OMS", <https://www.who.int/fr/news-room/detail/18-06-2019-1-in-3-people-globally-do-not-have-access-to-safe-drinking-water---unicef-who>

CIEAU, "Quelle est la consommation d'eau moyenne par ménage ?", <https://www.cieau.com/le-metier-de-leau/ressource-en-eau-eau-potable-eaux-usees/quels-sont-les-usages-domestiques-de-leau/?fbclid=IwAR3g24fbZP3LNRk2HLbKOraczRkFR9g3u7tQYX8nJG5KEbQp6xrxkBht8l>

Barthélémy, Simon. 2019. **2130 personnes vivent sans accès à l'eau potable à Bordeaux Métropole**. Rue89Bordeaux.com. Publié le 22.03.2019, consulté en ligne le 10.12.2020 : <https://rue89bordeaux.com/2019/03/2130-personnes-vivent-acces-a-leau-potable-abordeaux-metropole/>

## Sources (partie I) :

Action Bordeaux. 2017. **Pétition "Juste un accès à l'eau pour tous"**. Collaboration avec Dynam'eau - France Libertés Gironde - Médecins du Monde Aquitaine - Architectes Sans Frontières. Change.org. Consulté en ligne le 10.12.2020 : <https://www.change.org/p/juste-un-acces-a-leau-pour-tous>.

Albinet, Vincent. 2020. **Un camion douche pour les femmes de la rue prend ses quartiers à Toulouse**. Francetvinfo.fr. Publié le 23.07.2020, consulté en ligne le 15.12.2020 : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/camion-douche-femmes-rue-prend-ses-quartiers-toulouse-1855898.html>.

Anamnèses. 2020. **L'hygiène au fil du temps**. Consulté en ligne le 10.12.2020 : <https://sites.google.com/site/lesvesphaziens/home/l-hygiene-au-fil-du-temps>.

Barthélémy, Simon. 2017. **Des économies au compte-goutte en Gironde**. Rue89Bordeaux.com. Publié le 15.12.2017, consulté en ligne le 10.12.2020 : <https://rue89bordeaux.com/2017/12/economies-eau-compte-goutte-gironde/>.

Barthélémy, Simon. 2019. **2130 personnes vivent sans accès à l'eau potable à Bordeaux Métropole**. Rue89Bordeaux.com. Publié le 22.03.2019, consulté en ligne le 10.12.2020 : <https://rue89bordeaux.com/2019/03/2130-personnes-vivent-acces-a-leau-potable-abordeaux-metropole/>.

Bordeaux Port Atlantique. 2020. **Le port de Bordeaux. Historique**. Bordeaux-port.fr. Consulté en ligne le 12.12.2020 : <https://www.bordeaux-port.fr/fr/le-port-de-bordeaux/historique>.

Cadish. 2013. **Les derniers bains-douches de la culture**. SudOuest.fr. Publié le 12.02.2013, consulté en ligne le 20.11.2020 : <https://www.sudouest.fr/2013/02/12/les-derniers-bains-douches-de-la-culture-963801-2780.php#:~:text=En%201900%2C%20trois%20bains%20douches,Perrens%20avec%2012%20cabines%20dont>.

Centre d'Information sur l'Eau. **L'eau potable pour tous, une conquête récente**. Espaces enfants. Cieau.com. Consulté en ligne le 25.11.2020 : <https://www.cieau.com/espace-enseignants-et-jeunes/les-enfants-et-si-on-en-apprenait-plus-sur-leau-du-robinet/leau-potable-pour-tous-une-conquete-recente/>.

Chui, Victoria. 2013. **Vers la « remunicipalisation » du service public d'eau potable en France**. Pyramides. Revue du CERA. Volume 25. Journals. openedition.org. Consulté en ligne le 29.11.2020 : <https://journals.openedition.org/pyramides/985#tocto2n1>.

Conférence du Forum urbain : **Rencontre #24 - Paris, Londres, New-York, comment se sont créés les réseaux d'eau ?** Le 5 octobre 2020 à Cap Sciences, avec l'économiste Christophe Defeuilley, l'urbaniste Antonio Gonzalez-Alvarez, spécialiste des mobilités et directeur de l'équipe dynamiques territoriales à l'a-urba, le directeur de la délégation Atlantique-Dordogne de l'Agence de l'eau Adour-Garonne Bruno Leménager.

Damon, Julien. 2020. **Combien compte-t-on de personnes sans domicile en France ?** Observatoire des inégalités. Inegalites.fr. Publié le 08.09.2020, consulté en ligne le 02.12.2020 : <https://www.inegalites.fr/Combien-de-SDF>.

Fouray, Daniel. 2020. **La Fondation Abbé Pierre recense près de "300 000 SDF en France", en "électrochoc"**. Ouest-france.fr. Publié le 15.11.2020, consulté en ligne le 15.12.2020 : <https://www.ouest-france.fr/societe/pauvrete/la-fondation-abbé-pierre-recence-pres-de-300-000-sdf-en-france-un-electrochoc-7051873#:~:text=Pauvre%2C%20La%20Fondation%20Abb%20Pierre%20recence%20pr%C3%A8s%20de%20300%20000%20SDF,sans%20domicile%20fixe%20a%20doubl%C3%A9>.

Gremmel, Jeanne. 2016. **L'invention de l'eau sociale : trajectoire du problème de l'accès à l'eau en France (1984-2016)**. Sociologie. Universi-

té de Strasbourg. Consulté en ligne le 29.11.2020 : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01499447/document>.

Guillerme, André. 1983. **Les temps de l'eau : la cité, l'eau et les techniques, Nord de la France, fin IIIe siècle-début XIXe siècle**. Seyssel : Editions du Champ Wallon [Collection «Milieux»].

Hirschberger, Stéphane. 2018. **La ville, l'eau**. Séminaire « Lecture des formes urbaines », Master 1 Stratégies et Gouvernances Métropolitaines, Sciences Po Bordeaux.

Lavaud, Sandrine. 2002. **La palu de Bordeaux aux XVe et XVIe siècles**. Annales du Midi. 114-237. p. 25-44.

Leras, Marc. 2017. **Pénurie de toilettes publiques à Marseille**. Leparisien.fr. Publié le 31.12.2017, consulté en ligne le 15.12.2020 : <https://www.leparisien.fr/societe/penurie-de-toilettes-publiques-a-marseille-31-12-2017-7477677.php>.

Le Roux, Thomas. 2010. **Le siècle des hygiénistes. À propos de : G. Jorland, Une société à soigner. Hygiène et salubrité publiques en France au XIXe siècle**, Gallimard. Lavedesidees.fr. Publié le 14.06.2010, consulté en ligne le 15.11.2020 : <https://lavedesidees.fr/Le-siecle-des-hygienistes.html>.

Martin, Anaïs. 2017. **Une lecture de... De la souillure, Mary Douglas. Entre le zist et le zest**. Publié le 05.12.2017, consulté en ligne le 10.12.2020 : <https://zistetstest.hypotheses.org/346>.

Oblet, Thierry. 2018. **Des « bonnes villes » à la ville délétère**. Cours de Sociologie urbaine, Master 1 Stratégies et Gouvernances Métropolitaines, Sciences Po Bordeaux.

Rager, Michèle. 1993. **L'hygiène au fil du temps. Il y a un siècle, l'homme prenait un bain tous les deux ans**. Lesoir.be. Publié le 20.02.1993, consulté en ligne le 13.11.2020 : [https://www.lesoir.be/art/l-hygiene-au-fil-du-temps-il-y-a-un-siecle-l-homme-pren\\_t-19930220-Z06EW5.html](https://www.lesoir.be/art/l-hygiene-au-fil-du-temps-il-y-a-un-siecle-l-homme-pren_t-19930220-Z06EW5.html).

Righo, Justine. 2013. **A Paris, des bains-douches de plus en plus populaires**. Liberation.fr. Publié le 11.08.2013, consulté en ligne le 15.12.2020 : [https://www.liberation.fr/societe/2013/08/11/a-paris-les-bains-douches-de-plus-en-plus-populaires\\_924232](https://www.liberation.fr/societe/2013/08/11/a-paris-les-bains-douches-de-plus-en-plus-populaires_924232).

Thuillier, Guy. 1975. **Pour une histoire de l'hygiène corporelle aux XIXe et XXe siècles**. Annales de Démographie Historique. p. 123-130.

Tocheport, Bernard. 2020. **Bordeaux le miroir d'eau des quais. Des reflets, de la brume, Bordeaux plage toute l'année. Regards photographiques sur Bordeaux et la Gironde**. 33-bordeaux.com. Consulté en ligne le 10.12.2020 : <https://www.33-bordeaux.com/bourse-miroir-eau.htm#Haut%20de%20page>.

Tsanga Tabi, Marie et Nafi, Amir. 2013. **Durabilité sociale de la gestion de l'eau urbaine en France et évaluation des effets sociaux d'un modèle d'analyse garantissant la solidarité dans l'accès à l'eau**. Vertigo. La revue électronique en sciences de l'environnement. Volume 13, n°3. Journals.openedition.org. Consulté en ligne le 29.11.2020 : <https://journals.openedition.org/vertigo/14551>.

Wild, Justine. 2020. **Opération « Urgence EAU Bordeaux » pour venir en aide aux personnes à la rue**. Aqui.fr. Publié le 18.08.2020, consulté en ligne le 10.12.2020 : <http://www.aqui.fr/societes/operation-urgence-eau-bordeaux-pour-venir-en-aide-auxpersonnes-a-la-rue,20480.html>.

## **Sources (partie II) :**

Antony, Katheryn.H, Dufresne Meghan, "Potty Parity in Perspective: Gender and Family Issues in Planning and Designing Public Restrooms", Université de l'Illinois et de Boston, 2007.

a'urba, 2019. **Les points d'eau dans l'espace public urbain : état des lieux et éléments de stratégie** - étude décembre 2019.

Darfay Catherine, «**Le point sur le petit coin**», 18 Aout 2014, Sud Ouest <https://www.sudouest.fr/2014/08/18/le-point-sur-le-petit-coin-1644779-2780.php>.

Darfay Catherine, "**Le mois d'août à Bordeaux, c'est miction impossible**", 1er Août 2015, Sud Ouest, <https://www.sudouest.fr/2015/08/01/le-mois-d-aout-en-ville-c-est-miction-impossible-2085284-2780.php>.

Délégation Interministérielle aux Personnes Handicapées (DIPH), "**Définition de l'accessibilité: une démarche interministérielle**", septembre 2006, consulté le 10 mai 2020. URL: [https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/GuideAccessibilite\\_DIPH.pdf](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/GuideAccessibilite_DIPH.pdf)

Delnest, Yannick, "Bordeaux : les dernières douches publiques sont désormais inutilisables", Journal Sud-Ouest, Bordeaux, 2016.

Fournis Yann et Fortin Marie-José, « Une définition territoriale de l'acceptabilité sociale : pièges et défis conceptuels », Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 15 Numéro 3 | décembre 2015, mis en ligne le 28 décembre 2015, consulté le 15 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/16682> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.16682>

Gendron Corinne, « Penser l'acceptabilité sociale : au-delà de l'intérêt, les valeurs », Communiquer [En ligne], 11 | 2014, mis en ligne le 01 février 2015, consulté le 10 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/communiquer/584> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/communiquer.584>

Lévy Vroelan, Claire, Bony, Lucie, Fesdjian Sophie, "Les bains-douches de Paris : une enquête sur les lieux et leurs usages", Paris, 2019.

Loaëc, Anne Marie, " Les toilettes publiques sont-elles sexistes?", L'édition du soir, Paris, 2018.

Messias, Thomas, "Pourquoi les femmes continuent à attendre plus longtemps aux toilettes", Slat.es.fr, 2019.

M.G, " Le premier urinoir féminin: quand l'égalité des sexes passe aussi par les toilettes publiques", Journal Le Parisien, Paris, 2019.

### **Sources figures :**

Figure 1 - Photo du miroir d'eau à Bordeaux, Quentin Salinier <https://www.sudouest.fr/2016/08/05/le-miroir-d-eau-a-bordeaux-retrouvez-tous-les-articles-publies-cette-semaine-2458520-2780.php>

Figure 2 - Vestige de fontaine Place Saint-Projet <https://monumentum.fr/fontaine-pa00083181.html>

Figure 3 - « De l'eau, de l'air, de la lumière... » Armand Colin (1900) <https://gallica.bnf.fr/blog/01062017/sciences-pour-tous-episode-1-le-developpement-de-lhygiene-au-xixe-siecle?mode=desktop>

Figure 4 - « Le porteur d'eau à Paris » par El Bibiomata <https://www.cieau.com/espace-enseignants-et-jeunes/les-enfants-et-si-on-en-apprenait-plus-sur-leau-du-robinet/leau-potable-pour-tous-une-conquete-recente/>

Figure 5 - Entrée des anciens bains-douches de la Bastide <https://invisiblebordeaux.blogspot.com/2011/12/bastide-bains-douches-catering-to-all.html>

Figure 6 - Façade des anciens bains-douches de la Bastide <https://invisiblebordeaux.blogspot.com/2011/12/bastide-bains-douches-catering-to-all.html>

Figure 7 - Logo du collectif Action Bord'eaux <https://www.change.org/p/juste-un-access-a-leau-pour-tous>

Figure 8 - Carte de l'eau plaisir à Bordeaux, Louise Raffoux, ENSAP

Figure 9 - Carte de l'eau nécessaire à Bordeaux, Louise Raffoux, ENSAP

Figures 10 à 13 - Photos des équipements de Bordeaux, Gaëlle Batard.

Figure 14 - Urilift, <https://www.toilitech.de/produkte/die-ausfahrbaren-toiletten-urilift/>

Figure 15 - Pplanter, <https://www.sfwkly.com/news/a-urinal-grows-in-the-tenderloin/>

Figure 16 - Uritrottoir 1, <https://uritrottoir.com/Categorie/presse/allemande/>

Figure 17 - Espaces du centre-ville de Bordeaux les plus fréquentés par les SDF, Juliette Lacabe, ENSAP

Figures 18 à 21 - Photos prises lors de la visite du squat Tedhoulgal

Figure 22 - Schémas zones d'habitation famille/femme seule, squat de Gradignan, Justine Labrousse, ENSAP

Figure 23 à 26 - Photos prises lors de la visite du squat de Gradignan

Figure 27 - Tableau récapitulatif des résultats de l'enquête de terrain

Figure 28 - Lava Mae, <https://www.businessinsider.com/lava-mae-turning-buses-into-bathrooms-and-showers-for-san-francisco-homeless-2016-6?r=DE&IR=T#-3>

Figure 29 - Canal Saint-Martin, <http://www.leparisien.fr/paris-75/paris-et-maintenant-des-sanisettes-flashy-au-canal-saint-martin-01-08-2019-8127363.php>

Figure 30 - Flush, <https://www.komando.com/lifestyle-reviews/10-apps-you-didnt-know-existed-before-now/472196/>

Figure 31 - Nette Toilette, <https://www.hasepost.de/spd-will-die-nette-toilette-fuer-osnabrueck-60931/>

